

TABLE DES MATIÈRES

Actualités, dont RPU, budget fédéral - provincial février - mars 2008.....	3
LE DEVOIR : Report du remboursement des droits de scolarité - L'idée du PQ inquiète les étudiants - Édition du vendredi 29 février 2008.....	3
LA PRESSE : La FEUQ réclame 400 millions - Le vendredi 29 février 2008.....	3
LE SOLEIL : Étudiez maintenant, payez plus tard : le PQ n'a aucune idée du coût d'une telle mesure - Le jeudi 28 février 2008.....	3
CYBERPRESSE : Le PQ envisagerait le report du paiement des droits de scolarité - Le jeudi 28 février 2008.....	3
MÉTRO : Budget provincial : la FEUQ réclame 200 M\$ - Vendredi 29 février 2008.....	4
24 HEURES : Plus d'argent - Vendredi 29 février 2008.....	4
CYBERPRESSE : La FEUQ veut plus d'argent - Le jeudi 28 février 2008.....	5
LE DEVOIR : Étudiez d'abord, payez plus tard! - Le PQ envisage le report du paiement des droits de scolarité après la fin des études, à même la déclaration de revenus - Édition du jeudi 28 février 2008.....	5
CNW-ALLIANCE CANADIENNE DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES : Étudiants: Le budget fédéral prévoit des fonds pour les étudiants à court d'argent - Mercredi 27 février 2008, à 09h14.....	5
CNW - FÉDÉRATION « ÉTUDIANTE COLLÉGIALE DU QUÉBEC (FECQ) : Budget fédéral 2008 - Réaction de la FECQ - La balle est entre les mains de Québec - Mercredi 27 février 2008, à 07h00.....	6
LE DEVOIR : Éditorial : Un pari risqué, par Jean-Robert Sansfaçon - Édition du mercredi 27 février 2008.....	6
LE DEVOIR : Des prêts aux étudiants remplaceront les bourses du millénaire - Édition du mercredi 27 février 2008.....	6
LA PRESSE : Contrer l'endettement et l'exode des cerveaux - Le mercredi 27 février 2008.....	7
LE SOLEIL : La fin des bourses du millénaire - Le mercredi 27 février 2008.....	7
JOURNAL DE MONTRÉAL : Budget : Le remplacement des bourses du millénaire inquiète la FEUQ - Mise à jour: mercredi 27 février 2008, à 04:00.....	7
LE SOLEIL : Les étudiants inquiets - Le mercredi 27 février 2008.....	8
MÉDIA MATIN QUÉBEC : La CADEUL consternée - Mercredi 27 février 2008.....	8
MÉTRO : La fin des bourses du millénaire / Des inquiétudes - Mercredi 27 février 2008.....	8
24 HEURES : Brève : des étudiants inquiets - Mercredi 27 février 2008.....	8
THE GAZETTE : Tories create \$1.6-billion student grant program : \$250 monthly for those in need Millennium scholarships bite the dust - Wednesday, February 27, 2008.....	9
THE GLOBE AND MAIL : Education: Graduate scholarship targets superstars - Tuesday, February 26, 2008 at 7:35 PM EST.....	9
RADIO-CANADA / BUDGET FÉDÉRAL 2008 : Les faits saillants : Éducation - Mardi 26 février 2008.....	9
CNW-FÉDÉRATION ÉTUDIANTE UNIVERSITAIRE DU QUÉBEC (FEUQ) : Budget fédéral 2008 - Abolition de la Fondation canadienne des bourses du millénaire: Les étudiants extrêmement inquiets pour le financement des prêts et bourses au Québec - Mardi 26 février 2008, à 16h37.....	10
LA PRESSE : Ottawa mettra fin aux Bourses du millénaire - Le mardi 26 février 2008.....	10
Cégeps.....	10
LE SOLEIL : Le cégep vert de Sainte-Foy - Le vendredi 29 février 2008.....	10
JOURNAL DE MONTRÉAL : Cégep de Saint-Jérôme : Pas de danse poteau - Mise à jour: lundi 25 février 2008, à 06:01.....	11
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Cégépiens : Conciliation travail-études - Mise à jour le mercredi 20 février 2008 à 17 h 15.....	11
LE NOUVELLISTE : Prévention du suicide: les cégeps multiplient les ressources - Le mercredi 06 février 2008.....	11
Réforme de l'éducation.....	12
LA PRESSE : Les profs réclament un moratoire sur la réforme - Le jeudi 21 février 2008.....	12
LE DEVOIR : En bref - Pas convaincant - Édition du jeudi 14 février 2008.....	12
LA PRESSE : Manifeste contre la réforme scolaire - Le jeudi 14 février 2008.....	12
CYBERPRESSE : «Stoppons la réforme» récolte d'autres appuis - Le mercredi 13 février 2008.....	13
LA PRESSE : Manif contre la réforme de l'éducation - Le dimanche 03 février 2008.....	13
CYBERPRESSE : Des centaines de personnes manifestent contre la réforme - Le samedi 02 février 2008.....	13
LE DEVOIR : Éditorial : Ras le bol !, par Marie-Andrée Chouinard - Édition du vendredi 01 février 2008.....	13
LE SOLEIL : Éditorial : La faute à la réforme?, par Brigitte Breton - Le vendredi 01 février 2008.....	14
Sous financement de l'éducation.....	14
LE DEVOIR : En photo - Contre la hausse des frais afférents - Édition du vendredi 15 février 2008.....	14
LA TRIBUNE : Les étudiants manifestent pour l'éducation gratuite - Le mercredi 13 février 2008.....	15
LE DEVOIR : Sous-financement de l'éducation - La CSQ réclame des investissements de 1,5 milliard d'ici trois ans - Édition du lundi 04 février 2008.....	15
LA PRESSE : La CSQ réclame 1,5 milliard pour l'éducation - Le lundi 04 février 2008.....	16
CYBERPRESSE : La CSQ réclame 1,5 milliard de plus en éducation - Le dimanche 03 février 2008.....	16
Universités - février 2008.....	16
LE SOLEIL : Les «boursiers» réussissent mieux : les étudiants qui reçoivent des prêts et bourses obtiendraient de meilleurs résultats, selon une étude - Le vendredi 29 février 2008.....	16
LE NOUVELLISTE : Grève à l'UQTR: les étudiants veulent un débat - Le vendredi 29 février 2008.....	17
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC : Poursuite des études et obtention d'un diplôme chez les bénéficiaires du Programme de prêts et bourses - Jeudi 27 février 2008.....	17
LE NOUVELLISTE : AGÉ: ultimatum aux profs et à l'UQTR - Le mardi 19 février 2008.....	17
LE DEVOIR : Éditorial : Encadrer la démesure, par Marie-Andrée Chouinard - Édition du samedi 16 et du dimanche 17 février 2008.....	18
LE DEVOIR : Frais afférents dans les universités - Courchesne fixe les balises : Les universités devront se contenter de hausses annuelles variant entre 10 \$ et 50 \$ - Édition du samedi 16 et du dimanche 17 février 2008.....	18
LE SOLEIL : L'UL doit réduire sa facture - Le samedi 16 février 2008.....	18
LE DEVOIR : Université de Montréal - Le campus des sciences ne verra le jour qu'avec une structure indépendante - Édition du vendredi 15 février 2008.....	19
LE DEVOIR : UQAM: 70 programmes sur la «liste orange» : Fusion, alternance de l'offre et même abolition, tout est envisagé pour alléger le fardeau financier de l'université - Édition du vendredi 15 février 2008.....	19
LE DROIT : Marois confirme le changement de cap du PQ - Le vendredi 15 février 2008.....	20
JOURNAL DE MONTRÉAL : Éducation : La ministre Courchesne serre la vis - Mise à jour: Vendredi 15 février 2008, à 06:06.....	20
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Frais afférents : Augmentation limitée - Mise à jour le vendredi 15 février 2008 à 15 h 32.....	20
RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Frais de scolarité : Pauline Marois attendue par les étudiants - Mise à jour le vendredi 15 février 2008 à 14 h 12.....	21
CYBERPRESSE : Courchesne freine les frais afférents à l'université - Le vendredi 15 février 2008.....	21
CYBERPRESSE : Dégel des droits de scolarité: Marois s'explique - Le vendredi 15 février 2008.....	21
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Prêts et bourses : Les étudiants reprennent leur bâton de pèlerin - Mise à jour le jeudi 14 février 2008 à 17 h 31.....	22
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les professeurs poursuivent les moyens de pression - Mise à jour le mercredi 13 février 2008 à 17 h 58.....	22
LE DEVOIR : Les étudiants de l'UdeM partagent les idées des jeunes adéquistes - Édition du mercredi 13 février 2008.....	22
LE SOLEIL : L'Université d'Ottawa dans les plates-bandes de Laval - Le mardi 12 février 2008.....	23
THE GAZETTE : Quebec universities are on an ego-fuelled building spree : Gatineau school intends to build new campus in St. Jérôme - Tuesday, February 12, 2008.....	23
LE DEVOIR : Course à la clientèle - L'Université du Québec en Outaouais construira un pavillon... à Saint-Jérôme - Édition du lundi 11 février 2008.....	23
LE DEVOIR : En bref - Grève tournante à l'UQTR - Édition du lundi 11 février 2008.....	24
CYBERPRESSE : UQTR: Les profs seront en grève les mercredis jusqu'à la signature d'un accord - Le vendredi 08 février 2008.....	24
CYBERPRESSE : Augmentation des étrangers et des jeunes adultes dans les universités - Le jeudi 07 février 2008.....	24
LE QUOTIDIEN (STATISTIQUES CANADA) : Effectifs universitaires 2005-2006 - Jeudi 07 février 2008.....	25
LE SOLEIL : Quinze étudiants de Laval devant le comité de discipline - Le jeudi 07 février 2008.....	29
LA PRESSE : L'UdeM veut quadrupler le nombre de ses étudiants lavallois - Le dimanche 03 février 2008.....	29

LE DEVOIR : En bref - Mandat de grève - Édition du samedi 02 et du dimanche 03 février 2008 29
 LE DEVOIR : Le campus à la vie, à la mort - Après Toronto et Vancouver, l'Université Laval pourrait créer une maison de retraite universitaire - Édition du
 vendredi 01 février 2008 29
 LE NOUVELLISTE : Les profs de l'UQTR votent pour la grève générale illimitée - Le vendredi 01 février 2008 30



LES TITRES.....30

les titres du 29 février 2008 30
 les titres du 28 février 2008 31
 les titres du 27 février 2008 32
 les titres du 26 février 2008 32
 les titres du 25 février 2008 33
 les titres du 22 février 2008 33
 les titres du 21 février 2008 34
 les titres du 20 février 2008 34
 les titres du 19 février 2008 35
 les titres du 18 février 2008 35
 les titres du 15 février 2008 36
 les titres du 14 février 2008 37
 les titres du 13 février 2008 37
 les titres du 12 février 2008 38
 les titres du 11 février 2008 38



Actualités, dont RPU, budget fédéral - provincial février - mars 2008

LE DEVOIR : Report du remboursement des droits de scolarité - L'idée du PQ inquiète les étudiants - Édition du vendredi 29 février 2008

Clairandree Cauchy

La proposition à l'étude au Parti québécois de permettre le remboursement des droits de scolarité par le biais de la déclaration de revenus sème l'inquiétude au sein de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), qui redoute une hausse importante des droits de scolarité.

«Si on nous demande de payer trois fois plus que présentement parce qu'on paie après les études, on ne sera pas d'accord avec cela», a indiqué le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady.

Le Devoir révélait hier qu'un comité de réflexion du Parti québécois peaufine une proposition de «remboursement post-universitaire» (RPU), qui permettrait aux diplômés de rembourser le coût de leurs études à même leur déclaration de revenus, à partir du moment où ils gagnent plus de 30 000 \$ par année. Le scénario à l'étude prévoit que la contribution des étudiants soit fixée à 15 % du financement des universités (les autres sources de revenu étant Québec, le fédéral et le secteur privé).

En marge du caucus présessionnel du PQ, la responsable de l'éducation, Marie Malavoy, a confirmé qu'un comité travaillait à un tel scénario,

précisant qu'il en était rendu à définir le coût de mise en place du RPU. «On essaie effectivement d'offrir le report possible du remboursement du coût de ses études, ayant à l'esprit que, si l'on veut que les études postsecondaires fonctionnent bien au Québec, il faut à l'évidence remettre de l'argent dans le circuit», a soutenu Mme Malavoy. Le gel des droits de scolarité n'est pas une option pour Mme Malavoy, comme l'avait déjà indiqué la chef Pauline Marois au cours des derniers mois. Pourtant, une proposition en vue du Conseil national d'orientation du 15 mars prochain en provenance de l'Estrie et pilotée par une candidate à la direction du Conseil national des jeunes du Parti québécois (CNJ-PQ), Isabelle Fontaine, va dans ce sens. Une autre proposition, présentée par la région de l'Outaouais, prône la gratuité scolaire, tandis que la région de Montréal Ville-Marie avance l'idée d'une indexation des droits. L'équipe sortante du CNJ-PQ reprend quant à elle à son compte les réflexions du comité piloté par Mme Malavoy.

L'idée du RPU semble étroitement associée dans le discours de Mme Malavoy à celle d'une hausse du financement des universités. «Nous cherchons

à défendre l'idée que l'injection de nouveaux fonds pour les études supérieures ne se fasse pas sur le dos des étudiants. Si on demande aux étudiants un effort additionnel, l'État devra aussi faire un investissement important», a ajouté Mme Malavoy.

La FEUQ déplore le flou qui entoure encore le projet péquiste. «Il peut y avoir des avantages et des désavantages à un tel mode de paiement. C'est drôle de voir le PQ dire qu'il tente de trouver une solution à l'endettement alors qu'habituellement de tels modèles amènent plutôt une hausse de l'endettement», a fait valoir M. Brady.

L'organisme faisait connaître hier ses attentes envers le prochain budget québécois, qui sera déposé le 13 mars prochain. Le lobby étudiant souhaite que le gouvernement libéral remplisse sa promesse électorale de réinvestir 200 millions dans les universités, en sus des 188 millions pour l'éducation postsecondaire transférés à Québec. Il réclame également que les fonds fédéraux issus du nouveau programme de subventions aux étudiants servent à limiter l'endettement étudiant et à rendre plus accessible l'aide financière.

Avec la collaboration de Kathleen Lévesque

LA PRESSE : La FEUQ réclame 400 millions - Le vendredi 29 février 2008

Violaine Ballivy, La Presse

Quatre cents millions de dollars. C'est la somme minimale que la ministre des Finances du Québec, Monique Jérôme-Forget, devra allouer dans son prochain budget aux étudiants pour s'en attirer les bonnes grâces. Ou du moins, éviter leur colère.

Hier, la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) a dressé une liste de demandes pour «que l'éducation devienne une vraie priorité du gouvernement».

La FEUQ note que le gouvernement Charest, s'il a respecté son engagement de hausser les droits de scolarité, n'a pas donné suite à celui d'allonger 10\$ pour chaque dollar supplémentaire exigé de la part des étudiants.

Puisque la hausse des droits doit rapporter 100 millions au gouvernement d'ici cinq ans, Québec devrait bonifier de 200 millions par année l'aide financière aux étudiants, ce qui n'a pas été fait pour 2007-2008, soutient la FEUQ.

Un minimum

Afin de rattraper le retard des investissements, ce sont ainsi 400 millions que le gouvernement devrait investir pour soutenir la poursuite d'études postsecondaires. "Et ce n'est qu'un minimum, note Jean-Patrick Brady, président de la FEUQ. Cela ne règlera pas le problème de sous-financement des universités et des cégeps." Les deux réseaux demandent, au total, une hausse d'un peu plus de 705 millions de leurs budgets annuels.

LE SOLEIL : Étudiez maintenant, payez plus tard : le PQ n'a aucune idée du coût d'une telle mesure - Le jeudi 28 février 2008

Michel Corbeil, Le Soleil, Brossard

Le Parti québécois n'a pas la moindre idée de ce qu'il en coûterait. Mais il examine l'idée que l'État finance les droits de scolarité des universitaires tant qu'ils sont aux études.

Hier matin, à Brossard, en banlieue de Montréal, où l'aile parlementaire du PQ s'est réunie pendant deux jours, la députée Marie Malavoy a confirmé une hypothèse rendue publique par le quotidien Le Devoir.

Le plan ferait en sorte que les Québécois puissent étudier maintenant et payer plus tard. Les droits pour fréquenter les universités ne seraient à rembourser qu'au moment de l'entrée sur le marché du travail.

En point de presse, Mme Malavoy a prudemment souligné que les travaux ne sont pas terminés. L'évaluation des coûts demander reste à faire. D'autant plus que «nous en sommes à nous la formule du «remboursement postuniversitaire».

La mesure se veut surtout un moyen de faciliter l'accès aux études supérieures. S'y ajoute le fait que c'est une façon de combattre l'endettement étudiant. Beaucoup «démarrrent dans la vie avec des dettes d'études importantes» à un âge où ils veulent fonder une famille, a-t-elle indiqué.

«Quand on achète une maison, on étale son paiement sur un bon nombre d'années. Est-ce qu'on peut s'inspirer de ce modèle pour étaler les dettes étudiantes?» La formule peut être étudiée

avec ou sans gel des frais de scolarité. La chef du PQ est cependant partisane du dégel.

Selon Le Devoir, le régime de prêts et bourses deviendrait plus généreux parce que délesté du coût des droits de scolarité. Les sommes à verser par les étudiants devraient cependant couvrir 15 % de l'ensemble du financement des universités.

La Fédération étudiante universitaire du Québec a accueilli avec méfiance l'idée du PQ. Le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, a signalé que ce qui est rendu public est «flou. Et quand c'est flou, ça laisse des portes de sortie» pour hausser les droits de scolarité. En outre, il est «sceptique» sur les modalités liant la formule et le pourcentage du financement assumé par les étudiants.

CYBERPRESSE : Le PQ envisagerait le report du paiement des droits de scolarité - Le jeudi 28 février 2008



Alexandre Robillard, La Presse Canadienne, Montréal

Les associations étudiantes continueraient d'avoir voix au chapitre des droits de scolarité malgré une éventuelle mesure qui permettrait de reporter leur paiement à la fin des études, a déclaré jeudi la porte-parole du Parti québécois aux dossiers de l'éducation, Marie Malavoy.

Selon elle, les fédérations étudiantes vont continuer de réclamer de payer moins cher même si les étudiants bénéficiaient de la possibilité de rembourser leurs droits plus tard, une mesure à laquelle réfléchit un comité péquiste dont elle préside les travaux.

Mme Malavoy croit que les étudiants auraient la responsabilité de demeurer «clairvoyants» relativement au dossier des frais de scolarité et des frais afférents.

«Les fédérations étudiantes vont continuer de dire: «nous voulons payer le moins de frais possible», a-t-elle dit lors d'un point de presse en marge du caucus péquiste. Et il y aura toujours des discussions avec le gouvernement.»

La représentante du PQ a confirmé jeudi qu'elle avait été mandatée pour présider un comité

chargé de réfléchir à un modèle de remboursement postuniversitaire à partir de la déclaration de revenus. Elle a cependant indiqué que les travaux du comité ne sont pas terminés.

La proposition qui les occupe, dont le coût n'a pas encore été estimé, permettrait aussi aux étudiants dont le revenu annuel serait inférieur à 30 000 \$ de reporter leur remboursement.

La porte-parole péquiste à l'éducation a affirmé que par cette mesure, son parti souhaitait garantir l'accès aux études supérieures et lutter contre l'endettement étudiant.

«Il y a beaucoup de modèles qui circulent, mais ce dont on se rend compte, c'est que beaucoup de jeunes démarrent dans la vie avec des dettes d'études très élevées et on cherche une formule qui pourrait combattre l'endettement», a-t-elle dit.

Cette possibilité de rembourser plus tard les droits de scolarité vise aussi à permettre à l'État d'augmenter sa contribution au financement des études supérieures.

Durant la dernière campagne électorale, le PQ prônait le gel des droits de scolarité. Mais depuis, la chef, Pauline Marois, qui a succédé à André Boisclair après l'élection, a endossé le principe

d'un dégel en refusant de s'engager à annuler la hausse de 30 pour cent sur cinq ans prévue par le gouvernement libéral.

Jeudi, Mme Malavoy a affirmé que le modèle de remboursement postuniversitaire était indépendant de la question de l'établissement des droits de scolarité, pour laquelle son comité n'a pas de mandat.

«Ce modèle, sur lequel on travaille, aurait pu, même si ce n'est pas le cas, être joint à un modèle de gel des frais de scolarité, a-t-elle dit. Ca n'aurait pas été complètement contradictoire. Il peut être joint aussi au fait, comme c'est le cas actuellement, à une certaine hausse des frais de scolarité.»

Jeudi, Mme Malavoy a affirmé que son comité ne déposerait pas formellement cette proposition lors du prochain conseil national du Parti québécois, qui se tiendra le 15 mars prochain.

Elle a toutefois indiqué qu'une proposition s'inspirant des travaux de son comité pourrait néanmoins être soumise.

«C'est sûr que des travaux qui se font déjà depuis des mois peuvent inspirer des propositions qui seront sur le parquet du conseil national», a dit Mme Malavoy.

MÉTRO : Budget provincial : la FEUQ réclame 200 M\$ - Vendredi 29 février 2008

Budget provincial

La FEUQ réclame 200 M\$

JENNIFER GUTHRIE
guthriej@metronouvelles.com

EDUCATION. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) réclame, en vue du dépôt du budget provincial le 13 mars, un investissement minimal de 200 M\$ pour l'éducation postsecondaire.

«Le Parti libéral avait promis un investissement de 1 G\$ sur cinq ans pour l'éducation postsecondaire, a rappelé Jean-Patrick Brady, président de la FEUQ, hier. Le gouvernement n'a cependant pas tenu parole lors du dépôt du budget 2007. On lui demande donc minimalement de tenir sa promesse cette année et d'investir 200 M\$ d'argent neuf.»

Le président de la FEUQ a aussi tenu à mettre le gou-

Charest réagit

À deux semaines du budget, Jean Charest a fait monter d'un cran la pression sur les partis d'opposition, hier, les exhortant à réduire leurs exigences, puisque la marge de manœuvre du gouvernement n'est que de 200 M\$.

vernement en garde contre des pratiques administratives qui pourraient désavantager les étudiants.

«Le gouvernement dispose cette année de 187 M\$ de transferts fédéraux, a souligné M. Brady. Cet argent doit s'ajouter aux 200 M\$ promis. Le gouvernement doit comprendre que les universités ont un manque à gagner de 400 M\$.»



Jean-Patrick Brady clame «qu'on ne peut pas attendre des années» pour régler le sous-financement des universités.

l'info P/03

La FEUQ exige
200 M\$ de Québec

«Si Québec n'avait pas baissé les impôts de 1 G\$, [...] l'éducation aurait pu avoir de l'argent supplémentaire.»

Jean-Patrick Brady, président de la FEUQ

Idee du Parti québécois

Par ailleurs, un comité de réflexion du PQ songerait à permettre aux étudiants de reporter le paiement de leurs droits de scolarité après leurs études, à même

la déclaration d'impôts, a rapporté *Le Devoir* hier.

«Ce qui est sur la table en ce moment est très flou, a réagi Jean-Patrick Brady. Ce qui nous inquiète, c'est que rien n'a été chiffré.»

24 HEURES : Plus d'argent – Vendredi 29 février 2008

PLUS D'ARGENT

La Fédération étudiante universitaire du Québec souhaite que le gouvernement Charest passe de la parole aux actes lors de son prochain budget quant à l'aide accordée aux étudiants et aux universités. Le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, rappelle que le premier ministre Jean Charest, lorsqu'il avait annoncé une hausse des frais de scolarité, avait promis du même coup de réinvestir massivement dans les universités. Selon M. Brady, la promesse n'a pas encore été tenue.

(Presse canadienne)

La Presse Canadienne
Montréal

La Fédération étudiante universitaire du Québec souhaite que le gouvernement Charest passera de la parole aux actes lors de son prochain budget quant à l'aide accordée aux étudiants et aux universités.

Le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, rappelle que le premier ministre Jean Charest, lorsqu'il avait annoncé une hausse des frais de scolarité, avait promis du même coup de réinvestir massivement dans les universités. Selon M. Brady, la promesse n'a pas encore été tenue. Il souligne que le gouvernement libéral avait manifesté l'intention d'investir un milliard \$ sur

cinq ans. La FEUQ espère donc que, minimalement, 200 millions \$ seront octroyés aux universités dans le budget du 13 mars. La FEUQ exige par ailleurs que le régime d'aide financière aux étudiants soit bonifié. Jean-Patrick Brady réclame une hausse des montants consentis par le régime des prêts et bourses aux étudiants moins bien nantis.

LE DEVOIR : Étudiez d'abord, payez plus tard! - Le PQ envisage le report du paiement des droits de scolarité après la fin des études, à même la déclaration de revenus - Édition du jeudi 28 février 2008

Clairandré Cauchy

Alors que le mouvement étudiant s'égosille sur les hausses des droits de scolarité depuis près d'un an, le PQ flottait jusqu'à maintenant sans position définie sur ce sujet délicat, à cheval entre la dernière plate-forme électorale qui proposait le gel et les propos de la chef en faveur d'un dégel. Un comité de réflexion du PQ est sur le point d'accoucher d'une nouvelle position: le remboursement post-universitaire, qui permettrait aux étudiants de ne rien déboursier pendant qu'ils sont sur les bancs d'école et de rembourser par la suite le coût de leurs études au moyen de leur déclaration de revenus.

Le Parti Québécois s'apprête à proposer que les étudiants puissent reporter le paiement de leurs droits de scolarité et de leurs frais afférents après leurs études universitaires, a appris Le Devoir. Lorsque les ex-étudiants jouiraient de revenus plus importants, ils pourraient rembourser le coût de leurs études au moment de remplir leur déclaration de revenus.

L'idée, baptisée le «Remboursement post-universitaire» (RPU), émane d'un comité de réflexion dirigé par la députée responsable de l'éducation, Marie Malavoy, sur la contribution étudiante. Le Comité national des jeunes du Parti Québécois (CNJ-PQ) en reprend les grandes lignes dans une proposition qui fera l'objet de discussions lors du prochain conseil national d'orientation du PQ, le 15 mars prochain.

Le comité de réflexion dirigé par Mme Malavoy, qui doit rendre compte de ses cogitations directement à la chef, peaufine actuellement les modalités d'application de cette «alternative aux droits de scolarité». Le RPU permettrait aux étudiants de choisir entre le paiement immédiat des frais ou le report sur leurs déclarations de revenus. Les ex-étudiants dont le revenu est inférieur à 30 000 \$ ne seraient cependant pas tenus de commencer à

rembourser, selon le scénario à l'étude. Des frais d'intérêt seraient également ajoutés aux montants ainsi différés. Ce faisant, le régime de prêts et bourses serait délesté du coût des droits de scolarité, ce qui permettrait, selon certaines personnes interrogées, de bonifier le régime d'aide financière d'autant.

La position du Parti Québécois sur les droits de scolarité est quelque peu floue depuis l'arrivée de Pauline Marois à sa tête au printemps dernier. Lors de la dernière campagne électorale en mars 2007, le PQ prônait le gel des droits de scolarité. La nouvelle chef a cependant effectué depuis un changement de cap majeur, endossant le principe d'un dégel des droits de scolarité et refusant de s'engager à annuler la hausse de 30 % sur cinq ans décrétée par le gouvernement libéral.

De passage à Gatineau il y a deux semaines, la chef péquiste Pauline Marois avait évoqué à mots couverts ce scénario. «Il faut trouver un moyen de réduire l'endettement étudiant. Il faut trouver un nouveau modèle pour le remboursement des dettes d'études», avait-elle affirmé, en plaidant pour un nouveau contrat social qui prévoirait une contribution accrue non seulement des étudiants, mais aussi du gouvernement au financement des universités.

Le bât blesse cependant lorsqu'il est question du niveau de la contribution étudiante. Le comité avance que celle-ci pourrait équivaloir à 15 % de l'ensemble du financement des universités, dans la mesure où l'État s'engagerait à couvrir 60 % du financement. Ce faisant, les droits de scolarité fluctueraient en fonction des autres sources de revenus, gouvernementales ou privées. Cette proportion était d'environ 14 % en 2004-05, selon les données présentées au comité. Des militants péquistes ont confié au Devoir qu'ils s'inscrivent en faux contre ce principe, craignant que cela ne pave la voie à des hausses des droits de scolarité.

Conseil national

La proposition présentée par le CNJ-PQ au Conseil national, qui définira la plate-forme électorale, reprend le principe du RPU et la proportion de 15 % de la contribution étudiante. En entrevue, le président du CNJ-PQ, Sébastien Lemire, a cependant pris ses distances vis-à-vis du niveau de 15 % de la contribution étudiante.

«Cela crée plus de confusion que cela clarifie les choses», note-t-il, annonçant d'entrée de jeu que la proposition du CNJ-PQ pourrait être rapidement amendée à l'instance du 15 mars. Il suggère que les droits de scolarité soient maintenus à leur niveau actuel, avec un ajustement au coût de la vie. La proposition du CNJ avance par ailleurs que les diplômés qui choisissent de s'installer, pendant au moins cinq ans, dans une région ressource voient l'ardoise de leurs études effacée.

Il faut dire qu'une course à la direction du CNJ-PQ se tiendra au cours de la fin de semaine du 15 mars. La rivale du président actuel, Isabelle Fontaine, décrit la proposition du CNJ-PQ, mal à l'aise avec l'idée de lier la contribution étudiante aux subventions gouvernementales. Elle préconise la tenue d'un sommet sur le financement des études post-secondaires. Entre-temps, un gouvernement péquiste devrait, selon elle, geler les droits de scolarité en «dollars courants», ce qui équivaut à une indexation au coût de la vie.

Une proposition d'indexation des droits de scolarité est aussi avancée par la région de Montréal-Ville-Marie. La région de l'Outaouais présente, quant à elle, une proposition en faveur de la gratuité scolaire.

Les conclusions des travaux du Comité sur la contribution étudiante présidé par Mme Marois ne seront connues qu'après la tenue du Conseil national d'orientation du 15 mars prochain.

CNW-ALLIANCE CANADIENNE DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES : Étudiants: Le budget fédéral prévoit des fonds pour les étudiants à court d'argent - Mercredi 27 février 2008, à 09h14

OTTAWA, le 26 fév. /CNW Telbec/ - Sept organisations étudiantes, représentant plus de 600 000 étudiants de niveau collégial et universitaire de l'ensemble du pays, se disent optimistes quant au nouveau programme canadien de subventions aux étudiants. Le budget 2008 ouvre la porte à l'amélioration du système d'aide financière au pays.

"Investir dans les étudiants représente pour notre pays le meilleur gage de progrès", estime Zach Churchill, directeur national de l'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAÉ).

Le nouveau programme de bourses prévoit le maintien du niveau actuel de financement ainsi qu'un financement additionnel pour les quatre prochaines années, qui passerait de 350 millions de dollars en 2009-2010 à 430 millions de dollars en 2012-2013. Les bourses s'échelonnent de 100 dollars par mois pour les étudiants à revenu

moyen à 250 dollars par mois pour les étudiants à faible revenu.

"Notre partenariat s'est fait clairement entendre quant à l'importance du rôle que le gouvernement fédéral peut et doit jouer dans l'aide financière accordée aux étudiants", a déclaré Mike Tipping, président de l'Alliance of Nova Scotia Student Associations (ANSSA). "Devant l'augmentation du coût des études postsecondaires au Canada et l'obligation pour nos provinces, nos territoires et le pays tout entier de soutenir la compétition au sein d'une économie mondiale fondée sur le savoir, nous devons, en tant que Canadiens, garantir l'accès et l'abordabilité des études supérieures."

Par ailleurs, les étudiants sont déçus que le mandat de la Fondation canadienne des bourses du millénaire, qui était l'organisation responsable

de la distribution de ces bourses, n'ait pas été renouvelé. La Fondation, qui parvenait à distribuer ces bourses de façon très efficace, avait négocié avec toutes les provinces et tous les territoires des accords avantageux qui permettaient de verser à l'avance des bourses à des groupes précis et sous-représentés.

"Notre partenariat est prêt à entreprendre des consultations en profondeur avec le gouvernement fédéral pour faire en sorte que les fonds annoncés aujourd'hui aient une incidence positive sur l'accès aux études supérieures au Canada", a conclu David Simmonds, président de l'Ontario Undergraduate Student Alliance (OUSA).

Renseignements: ou pour fixer une entrevue, veuillez communiquer avec:

Jillian Flake, Responsable des relations publiques et des communications, Alliance canadienne des



CNW – FÉDÉRATION « ÉTUDIANTE COLLÉGIALE DU QUÉBEC (FECQ) : Budget fédéral 2008 - Réaction de la FECQ - La balle est entre les mains de Québec – Mercredi 27 février 2008, à 07h00

MONTREAL, le 27 fév. /CNW Telbec/ - Suite au dépit, hier, du budget fédéral, la Fédération étudiante collégiale du Québec exprime sa grande inquiétude face à l'abolition du programme de la Fondation canadienne des bourses du millénaire. En effet, l'entente entre la Fondation et le gouvernement du Québec garantissait que les sommes attribuées allaient servir à diminuer le plafond des prêts étudiants et à augmenter les services directs. Dorénavant, Québec n'aura plus l'obligation d'affecter ces sommes en éducation. La balle est donc entre les mains de Québec, seul responsable de la juste attribution de ces sommes : "le gouvernement provincial doit s'engager à ne pas accentuer l'endettement étudiant et le sous-financement postsecondaire" explique Mme Geneviève Bond-Roussel, présidente de la FECQ. On se rappellera que l'an dernier, le gouvernement Charest avait dilapidé près d'un milliard de dollars

en baisse d'impôt, la plupart de cette somme provenant de fonds fédéraux.

La situation est la même quant à l'investissement de 123 millions sur 4 ans dans le Programme canadien de prêt étudiant, "L'argent est là, mais nous n'avons aucune garantie qu'elle ira en éducation postsecondaire. Notre inquiétude sera la même tant qu'il n'y aura pas de garantie de la part du gouvernement québécois sur l'utilisation de ces fonds pour les étudiants du Québec" souligne Mme Bond-Roussel.

La FECQ est aussi déçue par le manque d'effort en matière de transferts fédéraux en éducation postsecondaire pour se rétablir au niveau des années 90: "C'est décevant de voir que malgré un pas dans la bonne direction dans le budget de l'année dernière, le fédéral arrête ici ses efforts malgré un consensus de tous les acteurs en éducation postsecondaire" ajoute la présidente. Rap-

pelons qu'avant l'injection des 800 millions, le manque à gagner était de 4,9 milliards de dollars par année à l'échelle du pays.

Enfin, la FECQ se désole que l'initiative québécoise dans le réseau des cégeps demeure ignorée. En effet, alors que les chaires de recherche des universités bénéficieront de nouvelles sommes fédérales, les Centres collégiaux de transferts technologiques (CCTT) sont totalement laissés pour compte. Ces centres, rattachés à un cégep, visent la recherche, l'innovation et le transfert technologique aux petites entreprises. "Le gouvernement manque une bonne occasion de favoriser l'innovation, le développement des PME, et de reconnaître la spécificité québécoise" a déploré Mme Bond-Roussel.

Renseignements: Edouard Reinach, attaché de presse, FECQ., (514) 622-8179

LE DEVOIR : Éditorial : Un pari risqué, par Jean-Robert Sansfaçon - Édition du mercredi 27 février 2008

Si le troisième budget du ministre Jim Flaherty a pu suffire à convaincre Stéphane Dion de ne pas renverser le gouvernement, ce n'est certainement pas à cause de son audace. Alors que le Canada s'apprête à suivre les États-Unis sur la pente du ralentissement économique, Ottawa consacre 10 milliards au remboursement de la dette et s'en remet entièrement aux baisses d'impôt annoncées depuis deux ans pour stimuler l'économie.

Si l'on exclut l'idée originale du Compte d'épargne libre d'impôt (CELI) dans lequel les particuliers pourront placer 5000 \$ par année sans devoir payer d'impôt sur le rendement, le budget conservateur 2008 ne passera pas à l'histoire.

Il y a peu de choses dans ce budget compte tenu de la conjoncture. Alors qu'on s'attendait à ce qu'une partie au moins des 10 milliards d'excédents budgétaires de l'année en cours soit placée en réserve dans des fiducies destinées aux infrastructures, Ottawa se satisfait de rendre permanent le transfert d'une partie de la taxe sur l'essence aux municipalités. À deux milliards par année, le montant peut paraître important, mais compte tenu de l'ampleur des travaux à entreprendre d'un bout à l'autre du pays, il aurait été

intelligent de profiter des surplus pour accélérer le chantier.

Comme l'ont répété tous les partis d'opposition, le budget Flaherty fait aussi très peu pour l'industrie manufacturière. On prolonge d'un an le programme d'accélération des amortissements, mais comme seules les entreprises qui font des profits peuvent en bénéficier, la mesure ne sera d'aucune aide pour celles qui sont en difficulté. Seule l'industrie de l'auto ontarienne aura droit à une aide spécifique de 250 millions, une décision électorale qui sera, de toute façon, jugée ridicule par cette industrie très friande de fonds publics.

Ironiquement, la mesure qui plaira le plus à l'industrie de l'auto est la mort du programme d'incitation à l'achat de voitures peu énergivores puisque les trois constructeurs nord-américains ne parvenaient pas à faire classer leurs produits dans cette catégorie...

N'aurait-on pas pu s'inspirer du gouvernement Charest qui a autorisé les entreprises à retarder la date de versement de leurs prélèvements gouvernementaux? Une mesure peu coûteuse qui laisse plus de liquidités dans les coffres pour payer les fournisseurs et ainsi traverser la tempête.

Pour ce qui est des provinces, l'une des rares mesures susceptibles de leur plaire, elles qui ont jeté l'éponge au chapitre du déséquilibre fiscal trop identifié aux souverainistes, c'est le remplacement du programme des bourses du millénaire par un nouveau programme annuel de bourses étudiantes de 350 millions, duquel elles pourront se retirer avec pleine compensation.

Il faut dire qu'ayant refusé de récupérer la baisse de la TPS, les provinces sont aujourd'hui mal placées pour crier leur désarroi. Pourtant, si Ottawa traîne de la patte à cause du ralentissement en 2008-09, on peut s'attendre à ce que les provinces en arrachent encore plus que lui!

Parce que le gouvernement conservateur a réduit la dette très rapidement d'un côté, et le fardeau fiscal des entreprises et des particuliers de l'autre, il se retrouve aujourd'hui devant la situation paradoxale où il n'a plus de marge de manoeuvre. Il a fait le pari qu'avec plus d'argent en poche, les consommateurs et les entreprises se chargeront de relancer eux-mêmes l'économie le jour où la panne surviendra. Il est encore trop tôt pour juger de l'efficacité de cette approche conservatrice dans la nouvelle conjoncture mondiale. Mais ce qu'on peut souhaiter, c'est qu'elle fonctionne!

LE DEVOIR : Des prêts aux étudiants remplaceront les bourses du millénaire - Édition du mercredi 27 février 2008

Clairandree Cauchy

La Fondation des bourses du millénaire (FBM), legs du gouvernement libéral de Jean Chrétien, sera abolie en 2009 pour être remplacée par un programme de prêts étudiants, dont le Québec pourra se retirer avec pleine compensation financière.

C'est 350 millions qui seront consacrés dans l'ensemble du Canada en 2009 pour ce nouveau programme de prêts, somme qui sera graduellement augmentée pour atteindre 430 millions en 2012-13. On estime que le Québec pourrait compter sur environ 84 millions de ce montant en 2009.

Les bourses du millénaire, initialement décriées comme une intrusion dans le champ de compétence du Québec lors de leur création en 1998, avaient fait l'objet d'une entente par la suite en

vertu de laquelle le gouvernement du Québec s'engageait à utiliser ces sommes pour financer des mesures favorisant la réussite dans les cégeps et les universités (35 millions) et pour limiter l'endettement étudiant en abaissant le plafonds des prêts. Au total, c'est près de 85 millions qui étaient ainsi versés annuellement au Québec. C'est un montant similaire qui sera affecté en 2009 pour l'aide financière. Il reste maintenant à savoir si le gouvernement québécois utilisera encore cette somme pour les mêmes fins, alors qu'il ne sera plus tenu de le faire par une entente.

La Fédération étudiante universitaire (FEUQ), qui avait participé aux négociations avec la FBM, s'est montrée inquiète hier quant à l'utilisation que le gouvernement québécois ferait de ce montant. «Si le Québec remet ce montant dans l'aide financière aux études, ce serait une bonne nouvelle. Si

on s'en sert pour des baisses d'impôts ou pour des routes, ce serait une très mauvaise nouvelle», a fait valoir le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady.

La Fédération des cégeps a elle aussi indiqué hier qu'elle souhaitait voir les sommes affectées de façon similaire. «Si l'argent va ailleurs, cela va équivaloir à des compressions, soit dans l'aide financière, soit dans les collèges ou les universités. Si on a fait le choix, il y a 10 ans, d'allouer ces sommes au régime d'aide financière ainsi qu'aux collèges et aux universités, il faut maintenir ces acquis», a plaidé le président de l'organisme, Gaétan Boucher.

Du côté de Québec, le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, Benoît Pelletier s'est réjoui du mécanisme «d'op-

ting out». «Je suis content, cela augure bien, c'est la formule qu'on préconise», a-t-il affirmé.

Le président de la Centrale des syndicats du Québec, Réjean Parent, a lui aussi salué la fin des bourses du millénaire, ce qui ramène les budgets «sous la coupole de Québec».

Cela dit, le chef syndical s'est dit dans l'ensemble déçu du budget, qui ne prévoit pas d'augmentation des paiements de transfert pour l'éducation. «Il y a encore un fossé qui nous éloigne du niveau des transferts de 1994. C'est encore une occasion ratée», a déploré M. Parent. Son propos trouve écho dans le discours de la Fédération des cégeps, qui souligne qu'un manque à gagner d'environ

4 milliards en dollars courants subsiste entre les transferts actuels et ceux de 1993-94.

C'est avec philosophie que la ministre des Finances du Québec, Monique Jérôme-Forget, a commenté l'absence d'argent neuf dans les transferts pour l'éducation, déclarant que «le fédéralisme est une discussion continue».

Recherche

Le budget Flaherty prévoit par ailleurs une bonification du Régime enregistré d'épargne-études, en allongeant la durée de vie du régime de 25 à 30 ans et en permettant de cotiser pendant 10 années supplémentaires.

Ottawa consent par ailleurs 80 millions supplémentaires aux Conseils subventionnaires qui

financent la recherche universitaire. Les projets admissibles devront toutefois viser des secteurs précis, tels l'automobile, la foresterie, la pêche, l'environnement, la salubrité des médicaments, les besoins de développement socio-économiques des collectivités du Nord, etc. On créera également 20 nouvelles chaires de recherche, pour un montant de 21 millions sur deux ans.

Un nouveau programme de bourses d'études doctorales est également instauré pour encourager les meilleurs étudiants au doctorat qui poursuivent des études au Canada. Le gouvernement fédéral y consentira 100 millions sur cinq ans.

Avec la collaboration de Robert Dutrisac

LA PRESSE : Contrer l'endettement et l'exode des cerveaux - Le mercredi 27 février 2008

Violaine Ballivy, La Presse
Ottawa

Des bourses d'études plus généreuses et de nouvelles chaires de recherche mieux nanties: James Flaherty a réservé quelques surprises aux collègues et universités dans son budget. De bonnes nouvelles même si le milieu espérait davantage.

Comme le révélait *La Presse* hier matin, Ottawa a annoncé une grande réorganisation des programmes d'aide financière aux étudiants. Le régime des Bourses du millénaire, critiqué par les provinces au moment de sa création, en 1999, sera aboli l'an prochain et remplacé par un nouveau programme plus étendu et mieux pourvu. Son budget augmentera graduellement pour passer de 350 millions en 2008-2009 à 430 millions en 2012-2013. Il profitera à 245 000 étudiants, soit 100 000 de plus que l'ancien. Ils toucheront en revanche un peu moins d'argent chaque année en moyenne. Ottawa injectera aussi 123 millions d'ici quatre ans pour rationaliser et moderniser le Programme de prêts aux étudiants. Les provinces pourront se retirer avec pleine compensation de ces deux programmes. Le Qué-

bec l'a d'ailleurs fait pour manifester son opposition à l'ingérence du gouvernement fédéral dans ce champ de compétence provinciale. Le Québec devrait toucher de 20 à 25% des sommes annoncées hier, si l'on se fie au ratio fixé dans le passé. Ces millions additionnels pourront être utilisés à la discrétion du gouvernement de Jean Charest pour bonifier l'actuel programme provincial d'aide financière aux études ou regarnir les coffres des collèges et des universités.

Hier, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a bien accueilli cette nouvelle. «Non seulement le gouvernement du Québec a-t-il l'occasion de garantir les plafonds d'endettement et les niveaux de bourses actuels, mais il pourra même abaisser les plafonds et augmenter les bourses, a noté Jean-Patrick Brady, président de la FEUQ. Si Jean Charest ne le fait pas, il peut s'attendre à des mobilisations étudiantes aussi intenses que celles du printemps 2005.»

«Nous sommes impressionnés, a commenté de son côté Zach Churchill, président de l'Alliance canadienne des associations étudiantes. Le gouvernement reconnaît ainsi l'importance de réin-

vestir dans le domaine de l'enseignement supérieur.»

Attirer les cerveaux

Ottawa débloque aussi 21 millions sur deux ans pour la création d'une nouvelle gamme de chaires de recherche «d'excellence mondiale». Leur nombre sera limité à 20 pour en assurer un financement minimal de 500 000\$ par an. Elles cibleront l'environnement, les ressources naturelles, l'énergie, la santé ou les technologies de l'information et des communications.

Ce budget a toutefois déçu en confirmant le montant des transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire, fixé à 187 millions pour le Québec en 2008-2009. Or, le milieu réclame le quintuple au minimum pour retrouver les niveaux d'avant les coupes de 1994. Le déficit des universités québécoises atteindra cette année les 400 millions. Les cégeps chiffrent leur sous-financement à 305 millions. «Nous avons perdu cette bataille, mais pas la guerre. On finira bien par obtenir notre dû», a lancé hier Gaétan Boucher, président de la Fédération des cégeps.

LE SOLEIL : La fin des bourses du millénaire - Le mercredi 27 février 2008

Pierre Couture, Le Soleil
Ottawa

Le gouvernement conservateur mettra fin dès l'an prochain au controversé programme des bourses du millénaire.

Dans son budget déposé hier, le ministre Flaherty a annoncé qu'il les remplacera en 2009 par un nouveau programme consolidé de subventions aux étudiants.

Ottawa soutient que cette nouvelle façon de faire sera moins intrusive que le programme mis de l'avant au tournant de l'an 2000 par le gouvernement libéral de Jean Chrétien. Les provinces qui n'en voudront pas auront ainsi le loisir de se retirer du programme avec plein droit de compensation.

Le fédéral prévoit consacrer l'an prochain 350 millions à ce nouveau programme de subventions. Une aide financière qui sera bonifiée à 400 millions \$ en 2010-2011, à 415 millions \$ en 2011-2012 et à 430 millions \$ en 2012-2013.

«Il s'agira d'un programme unique et ciblé qui respectera entièrement les compétences provinciales, qui offrira un meilleur appui à davantage d'étudiants, et ce, pendant un plus grand nombre d'années d'études», a prévenu le ministre Flaherty hier.

Selon le fédéral, le programme des bourses devrait permettre d'aider 245 000 étudiants du collégial et du premier cycle universitaire, soit 100 000 de plus qu'actuellement.

En tout et pour tout, le gouvernement Harper prévoit ainsi verser 10 milliards \$ dans le secteur de l'éducation postsecondaire en 2008-2009.

Quant à la recherche universitaire, le gouvernement injectera 21 millions \$ sur deux ans. Cette mesure aura pour objectif la création de 20 nouvelles chaires de recherche. Chacune de ces chaires pourra recevoir jusqu'à 10 millions \$ sur sept ans. Ottawa en profite également pour modifier le Régime enregistré d'épargne-études (RE-EE). La durée de vie maximale passe de 25 à 35 ans. De plus, la période maximale de cotisation sera prolongée de 10 ans.

Avec la Presse Canadienne

JOURNAL DE MONTRÉAL : Budget : Le remplacement des bourses du millénaire inquiète la FEUQ - Mise à jour: mercredi 27 février 2008, à 04:00

Martin Bisailon, Le Journal de Montréal

OTTAWA | Le remplacement des bourses du millénaire par un autre programme d'aide financière bonifié inquiète la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Le ministre Flaherty a annoncé dans son budget qu'il mettrait fin l'an prochain au programme des bourses du millénaire. M. Flaherty invoque la complexité du programme et le fait qu'il représen-

te une intrusion dans les champs de compétence des provinces pour y mettre un terme.

À la place, il instaure un nouveau programme plus simple, dans lequel le fédéral versera 350 millions de dollars en 2009-2010. Graduellement, cette somme sera majorée à 430 M\$, en 2012-2013.

À l'heure actuelle, Québec reçoit 85 millions annuellement du fédéral dans le cadre du programme des bourses du millénaire.

Préoccupation

Ce qui alarme la FEUQ, c'est que le gouvernement du Québec pourra se retirer du nouveau programme avec pleine compensation.

«Nous craignons que le gouvernement Charest prenne ces sommes pour les utiliser à d'autres fins que l'aide aux étudiants», a déclaré le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, qui était à Ottawa, hier.

C'est pourquoi le leader étudiant presse Québec de s'engager à verser intégralement aux étudiants



LE SOLEIL : Les étudiants inquiets – Le mercredi 27 février 2008

Les étudiants inquiets

La fin des bourses d'étude du millénaire en 2009, confirmée dans le budget d'hier, inquiète grandement la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). «L'abolition du programme de la Fondation canadienne des bourses du millénaire crée une incertitude difficile à supporter», affirme Jean-Patrick Brady, président de la FEUQ, en rappelant que ce programme amenait 85 millions \$ par année dans les poches des étudiants québécois. Une partie de l'argent était utilisée pour aider les étudiants les plus pauvres et une autre allait directement aux collèges et universités. Les bourses du millénaire, dénoncées à leur naissance par les provinces qui y voyaient une ingérence dans leur champ de compétence, seront remplacées par un programme de subventions. Ce nouveau programme devrait aider 245 000 cégépiens et universitaires canadiens, soit 100 000 de plus que dans le système actuel, dit le fédéral. Foutaise, riposte la FEUQ, car les provinces auront le droit de se retirer avec pleine compensation du programme. «Ça ouvre la porte à la baisse du financement des prêts et bourses», craint Jean-Patrick Brady. La FEUQ encourage le gouvernement québécois à garder les niveaux de bourses actuels, à défaut de quoi, il trouvera les étudiants sur son chemin. *Isabelle Mathieu*

MÉDIA MATIN QUÉBEC : La CADEUL consternée – Mercredi 27 février 2008

La CADEUL consternée

(MMQ) - La Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) estime, pour sa part, que le troisième budget Flaherty fait la preuve que l'éducation ne compte pas dans les priorités des conservateurs. «On n'y retrouve absolument rien pour les universités. On ne prévoit pas d'augmentation des transferts fédéraux pour l'éducation post-secondaire, ni de hausse de fonds pour la recherche. La situation est consternante!» commente le président, Julien du Tremblay.

MÉTRO : La fin des bourses du millénaire / Des inquiétudes – Mercredi 27 février 2008

La fin des bourses du millénaire

FINANCE. Le budget Flaherty prévoit l'élimination graduelle des bourses d'études du millénaire, à compter de 2009.

Ces bourses du millénaire avaient été décriées au Québec, étant perçues comme une intrusion du fédéral dans un champ de compétence provinciale.

Moins intrusif

Les bourses du millénaire seront donc progressivement éliminées à compter de l'automne 2009 pour être remplacées par un nouveau programme consolidé de

430 M\$

Les sommes prévues pour ce nouveau programme s'établiront à 350 M\$ en 2009-2010, puis 400 M\$ en 2010-2011, 415 M\$ en 2011-2012 et 430 M\$ en 2012-2013.

subventions aux étudiants.

On promet que ce nouveau programme sera moins intrusif que les bourses du millénaire, car il accordera

aux provinces un droit de retrait avec compensation, ont expliqué des fonctionnaires responsables.

Ainsi, une province qui le désire pourra se retirer du programme et obtenir une pleine compensation, à condition d'implanter ou d'avoir déjà créé un programme semblable. Le Québec possède déjà son propre régime de prêts et bourses, qui vise le soutien du revenu de l'étudiant, la tendance qu'adoptera justement le programme canadien.

LA PRESSE CANADIENNE

Des inquiétudes



D'après le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Jean-Patrick Brady (photo), le remplacement des bourses du millénaire par un programme fédéral de subvention, auquel s'applique un droit de retrait avec pleine compensation pour le Québec, ouvre la porte à la baisse du financement des prêts et bourses.

24 HEURES : Brève : des étudiants inquiets – Mercredi 27 février 2008

DES ÉTUDIANTS INQUIETS

La Fédération étudiante universitaire du Québec s'est dite très inquiète de l'abandon du programme de la Fondation canadienne des bourses du millénaire dans le budget fédéral. D'après le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, le remplacement des bourses du millénaire par un programme fédéral de subvention, auquel s'applique un droit de retrait avec pleine compensation pour le Québec, ouvre la porte à la baisse du financement des prêts et bourses.

(Presse canadienne)

THE GAZETTE : Tories create \$1.6-billion student grant program : \$250 monthly for those in need Millennium scholarships bite the dust - Wednesday, February 27, 2008

JANICE TIBBETTS, Canwest News Service
The Harper government carved out its own education agenda yesterday in a budget that killed the Liberal legacy of Canadian Millennium Scholarships, replacing them with a new program that will hand out \$1.6 billion in up-front grants to needy post-secondary students over four years. After two budgets that did little for education, the Conservatives turned their attention to student loans and grants, scholarships to attract the brightest graduate and foreign students, and extra funding for university research in a bid to compete in the global, knowledge-based economy. The money for the new Canada Student Grant Program, which will provide grants to about 245,000 college and undergraduate students annually, will begin to flow with a \$350-million infusion in 2009-2010, after the controversial millennium scholarship endowment dries up. The \$2.5-billion fund, created by former prime minister Jean Chrétien a decade ago amid criticism that it was a vanity project that trampled on

provincial jurisdiction, has awarded about \$350 million annually. The Harper government had long opposed the millennium scholarship fund, which was administered by an independent foundation and handled differently in each province, most of which used the money to forgive student debt upon graduation instead of giving up-front grants. The budget document condemns the millennium scholarships for "having limited success in encouraging more students to go to college or university." The government says the new fund will encourage more students from low-income families to pursue post-secondary education because the grants will be stable over the course of a post-secondary education, rather than after-the-fact debt forgiveness that is tied to student loans. The new program will award \$250 monthly to the poorest students and \$100 to middle-income students. It will provide grants to 100,000 more students annually than the Millennium Scholarship fund and the money will be guaranteed throughout an undergraduate or college education, instead of

being subject to renewal each year. The funding will increase annually, to a peak of \$430 million in the fourth year. The government will also pump an extra \$129 million over four years into a revamped Canada Student Loans Program, which now provides \$1.9 billion in loans each year. The modernized program will make it easier for part-time, adult students to obtain loans and students who run into financial trouble upon graduation can qualify for enhanced repayment relief measures. In a move to bolster Canada's lagging performance in turning out students with advanced degrees, the budget also puts \$25 million over two years into a new Canada Graduate Scholarship for the top Canadian and foreign doctoral students, awarding up to \$50,000 annually to 500 people. University research will also receive a cash infusion. To strengthen the ability of institutions to draw top scientific researchers, the government will spend \$21 million over two years to create 20 new research chairs.

THE GLOBE AND MAIL : Education: Graduate scholarship targets superstars - Tuesday, February 26, 2008 at 7:35 PM EST

ELIZABETH CHURCH, Globe and Mail Update
Ottawa — The Harper government is putting its imprint on higher education, pulling the plug on a foundation closely associated with former Prime Minister Jean Chrétien and establishing a new, marquee graduate scholarship program aimed at attracting young academic superstars to Canadian campuses. The new graduate program, named after former Governor General Georges Vanier and outlined in yesterday's budget, will give 500 PhD students from Canada and abroad \$50,000 annually for up to three years. It will be funded initially with a \$25-million investment over two years. University leaders increasingly have lamented that they are being out-gunned financially in their quest for top young scholars by U.S. schools, as well as those from Australia and Britain and emerging education heavy weights such as Singapore. The new program is designed as an antidote to that, and as a way to signal the government's commitment to the sector with an easily recognizable program that it hopes will one day rival other well-established scholarships such as the Fulbright and the Rhodes on the world stage. As well, the government will give up to \$6,000 annually to 250 Canadian graduate students to help them study abroad for one semester. Both programs will be administered by the government's three granting councils.

For more established scholars, 20 new Canada Global Excellence Research Chairs will be established with an initial \$21-million investment. Each chair will give \$10-million over seven years to support research in the environment, natural resources, energy, health and information and communication technologies and are linked to the government's efforts to increase the country's competitiveness. At the undergraduate level, the federal budget includes a revamping of student assistance that will mean the end of the Canadian Millennium Scholarship Foundation. The foundation, created by the Liberal government a decade ago with a \$2.5-billion endowment, runs out of cash next summer. The Tories have chosen not to direct more money to the Montreal-based organization, and are replacing it with a new, centralized system of grants that will hand out monthly \$250 cheques to low-income students who qualify for federal government loans. Eligible middle-income students will get \$100 for each month they are in school. The move to new monthly payments approved at the beginning of a school year was characterized by the government as a more effective way of encouraging students to go on to college and university because of its predictability. The grants are expected to reach 245,000 students in their first year, an increase of 100,000 students from

current levels, although individual awards — of \$2,000 or \$800 annually for a typical student who goes to school in 8 months of the year — will be lower than existing levels, government officials indicated. The new grants will be funded with a \$350-million investment when they kick in next year, rising to \$400-million in 2010 and \$430-million in 2012. The budget also includes a promise to modernize the federal student loan program with \$123-million over four years to expand online access, increase assistance for those who have difficulty with repayment and lower the expected contributions from spouses — an acknowledgement of the changing demographic makeup of the student population. What the budget does not contain is any break on interest rates — an oversight that is likely to raise the ire of student groups who have been clamouring for relief. The budget includes a sprinkling of other education initiatives, including an increase in the time limits and contribution levels for registered education savings plans. Universities also will see an increase of \$15-million for the indirect cost of research and the government's three granting councils will see a \$80-million increase in funding,

RADIO-CANADA / BUDGET FÉDÉRAL 2008 : Les faits saillants : Éducation - Mardi 26 février 2008

À la radio

- [Un programme de subvention aux étudiants va remplacer la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, explique Madeleine Blais-Morin](#)

À la télévision

- [350 millions en 2009 pour les étudiants, les explications de Patrice Roy](#)

Le gouvernement, qui se dit soucieux d'assurer la main-d'œuvre la plus scolarisée, annonce quel-

ques mesures incitatives destinées aux étudiants et aux chercheurs.

- Le budget 2008 injecte **350 millions de dollars** dans un nouveau programme canadien de **subventions aux étudiants**. D'ici 2012-2013, ce montant atteindra 430 millions. Ce programme entrera en vigueur à l'automne 2009 et quelque 245 000 étudiants devraient en bénéficier.

- À compter de 2009, 123 millions de dollars seront versés sur quatre ans dans le programme de **prêts aux étudiants**.
- La durée de vie maximale des régimes enregistrés d'épargne-études (**REEE**) sera portée de 25 à 35 ans. De plus, la période maximale de cotisation sera prolongée de 10 ans.
- Établissement d'une **nouvelle bourse** au profit des meilleurs étudiants au doctorat, canadiens et étrangers. Le gouvernement alloue 25 millions de dollars sur deux ans à cet effet.



- Investissement de 21 millions de dollars sur deux ans pour établir jusqu'à **20 chaires de**

recherche d'excellence au Canada. Il s'agit d'attirer et de garder des cerveaux.

- Un montant de 3 millions sur deux ans est destiné pour financer des **bourses d'études supérieures à l'étranger.**

CNW-FÉDÉRATION ÉTUDIANTE UNIVERSITAIRE DU QUÉBEC (FEUQ) : Budget fédéral 2008 - Abolition de la Fondation canadienne des bourses du millénaire: Les étudiants extrêmement inquiets pour le financement des prêts et bourses au Québec – Mardi 26 février 2008, à 16h37

OTTAWA, le 26 fév. /CNW Telbec/ - Jean-Patrick Brady, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), réagissait aujourd'hui à la présentation du budget 2008 du gouvernement fédéral à Ottawa. M. Brady s'est dit extrêmement inquiet pour l'avenir du financement et de l'accessibilité de l'éducation postsecondaire au Canada.

"L'abolition du programme de la Fondation canadienne des bourses du millénaire crée une incertitude difficile à supporter pour les étudiants du Québec." affirme M. Brady. Rappelons que cette fondation, dont le financement se termine en 2009, assurait, grâce à des ententes historiques chèrement acquises en 1999 et 2005 par le mouvement étudiant québécois, l'entrée au Québec de près de 85 millions \$ par année. Une partie de cet argent devait être utilisée par le gouvernement du Québec pour maintenir le niveau d'endettement le plus bas possible et continuer de distribuer des bourses aux étudiants les plus pauvres. Le reste de l'argent de la Fondation était envoyé directement aux collèges et universités québécoises.

"Le remplacement de la fondation par un programme fédéral de subvention, auquel s'applique un droit de retrait avec pleine compensation pour le Québec, ouvre la porte à la baisse du financement des prêts et bourses. Le gouvernement conservateur parle à travers son chapeau lorsqu'il

affirme que son nouveau programme aidera 100 000 étudiants de plus que les bourses du millénaire !" ajoute M. Brady.

Si le budget fédéral devait être adopté, la balle serait donc dans le camp du gouvernement du Québec. En théorie, il disposera de plus d'argent que dans le passé pour financer les bourses aux étudiants. En effet, le nouveau programme fédéral de subvention aux étudiants sera financé à la hauteur de 350 M \$ en 2009-2010 (soit le même niveau que les bourses du millénaire) et ce montant atteindra 430 M \$ en 2012-2013. A ce montant s'ajouteront près de 100 M \$ supplémentaires réinvestis dans le programme fédéral de prêts aux étudiants, pour lequel le Québec a aussi un droit de retrait avec pleine compensation. Le Québec aura vraisemblablement droit à environ 25 % de ces sommes. " Nos inquiétudes laissent tout de même place à l'espoir. Non seulement le gouvernement du Québec a-t-il l'opportunité de garantir les plafonds d'endettement et les niveaux de bourses actuels, mais il peut même abaisser ces plafonds et augmenter les bourses", souligne Jean-Patrick Brady, avant de conclure : "S'il ne le fait pas, il peut s'attendre à des mobilisations étudiantes aussi intenses que celles du printemps 2005."

Absence de nouveaux transferts fédéraux pour l'éducation supérieure

La FEUQ tient également à souligner sa déception à l'égard de l'absence de réinvestissement dans le transfert fédéral aux provinces pour l'éducation postsecondaire. Un large consensus existait depuis quelques années, tant au Québec que dans les autres provinces, à l'effet qu'une hausse de 4,9 milliards \$ de ces transferts, dont 1,1 milliards pour le Québec, était nécessaire. "Le budget fédéral 2007 prévoyait de nouveaux transferts d'à peine 187 millions \$ pour le Québec, et ce montant largement insuffisant n'a pas été bonifié cette année. Encore une fois, ce sont les collèges et universités québécoises qui en souffriront." rappelle M. Brady.

Pour tous les éléments du budget touchant le financement de la recherche universitaire et les étudiants aux cycles supérieurs, le Conseil national des cycles supérieurs (CNCS) de la FEUQ diffusera ses réactions demain.

Depuis plus de 17 ans, la FEUQ représente les étudiantes et les étudiants universitaires du Québec. Composée de 16 associations membres et forte de plus de 120 000 membres, la FEUQ est le plus important groupe jeunesse au Québec.

www.feuq.qc.ca

Renseignements: Dany St-Jean, attaché de presse FEUQ, bureau: (514) 396-3380, Cell.: (514) 212-5457

LA PRESSE : Ottawa mettra fin aux Bourses du millénaire - Le mardi 26 février 2008

Joël-Denis Bellavance, La Presse, Ottawa

L'un des grands legs de l'ancien premier ministre libéral Jean Chrétien, la Fondation des bourses du millénaire, tire à sa fin. Le ministre des Finances, James Flaherty, annoncera solennellement aujourd'hui la mort de cette fondation, dont la création en 1998 avait provoqué une levée de boucliers au Québec.

M. Flaherty confirmera que le gouvernement Harper n'a pas l'intention d'injecter de nouvelles sommes dans cette fondation, qui distribue des bourses de 3000\$ en moyenne à des étudiants d'un bout à l'autre du pays depuis 1999, en déposant cet après-midi le troisième budget du règne conservateur à la Chambre des communes, a appris *La Presse* de sources sûres au ministère des Finances.

Toutefois, le grand argentier du pays doit annoncer que le gouvernement conservateur minoritaire compte créer un nouveau programme d'aide aux étudiants qui respectera les champs des compétences des provinces. Cela pourrait vouloir dire un programme qui accorde notamment aux provinces un droit de retrait avec pleine compensation financière, comme le réclame inévitablement le Québec lorsqu'il juge qu'une mesure empiète sur ses champs de compétence. Il a été impossible

hier soir de savoir combien d'argent sera consacré à ce nouveau programme.

Au départ, la Fondation des bourses du millénaire a été dotée d'un budget de 2,5 milliards de dollars sur une période de 10 ans. Cette somme et les intérêts qu'elle a générés ont été distribués à environ 100 000 étudiants par année. Le programme doit prendre fin l'an prochain, à moins que le gouvernement fédéral décide d'y investir une portion de ses surplus.

L'abolition de la Fondation des bourses du millénaire fera donc partie des petites surprises qu'a promises hier le ministre Flaherty en rencontrant les journalistes après avoir repris possession des chaussures qu'il a fait réparer dans une boutique du centre-ville d'Ottawa.

Désirant donner un aperçu du budget austère qu'il compte déposer au moment où l'économie canadienne pourrait être affectée par le ralentissement aux États-Unis, le grand argentier du pays a décidé de porter une paire de chaussures ressemblées aujourd'hui plutôt que de s'en procurer une nouvelle paire, comme le veut la tradition parlementaire.

«Ça convient à un budget qui est prudent. Nous allons dépenser, mais nous allons dépenser d'une manière contrôlée, compte tenu du contexte économique cette année et l'an prochain. La

population ne devrait pas attendre de grandes dépenses, puisque nous devons respecter nos moyens et demeurer prudents et faire preuve de responsabilités», a dit M. Flaherty.

Le ministre a promis que son troisième budget sera équilibré et qu'il devrait contenir un certain nombre de mesures pour exercer un meilleur contrôle des dépenses.

M. Flaherty devrait aussi annoncer que le surplus du présent exercice financier, qui prend fin le 31 mars, devrait être supérieur d'au moins un milliard aux prévisions, et peut-être davantage. Des sources ont indiqué à *La Presse Canadienne* hier que le surplus pourrait atteindre, au 31 mars prochain, 13 milliards. Plus des deux tiers de ce surplus pourraient aller au remboursement de la dette, le reste pouvant aller à des projets de création d'emplois au chapitre des infrastructures. Le gouvernement Harper mettra évidemment sa survie en jeu lors du vote final sur le budget la semaine prochaine. Hier, le gouvernement a fait savoir qu'il n'acceptera aucun amendement aux mesures budgétaires qu'il proposera aujourd'hui. Minoritaires aux Communes, les conservateurs auront donc besoin de l'appui d'au moins un parti pour se maintenir au pouvoir.

Cégeps

LE SOLEIL : Le cégep vert de Sainte-Foy - Le vendredi 29 février 2008

Éric Moreault, Le Soleil, Québec

Le Cégep de Sainte-Foy a réduit de moitié ses émissions de gaz à effet de serre (GES) en 2007. Le cégep vert, qui fait figure de pionnier au Québec, a misé sur un train de mesures en efficacité énergétique qui lui permet aussi de diminuer de plus du tiers sa facture d'énergie. On ne s'est pas arrêté en si bon chemin : un ensemble de mesures de protection de l'environnement a été mis en place dernièrement.

Le Cégep a investi 5 millions \$ pour améliorer sa performance énergétique depuis 2006 et obtenu une subvention d'un million de dollars d'Hydro-Québec et des gouvernements supérieurs. L'emprunt sera rentabilisé dans 10 ans. Après, «l'argent disponible va être disponible pour les étudiants», se réjouit Denis Juneau, le directeur général.

L'installation d'une chaudière plus efficace et d'un système intelligent de gestion de l'air pour chaque classe, qui se module en fonction de la présence

ou non de gens, ainsi que l'amélioration de la climatisation a permis de réduire de 40 % la facture de gaz naturel et de 33 % celle d'électricité. Ces frais représentent une part importante du budget de fonctionnement.

Il s'agit de retombées positives, mais la motivation première était environnementale, indique M. Juneau. «On est très sensibilisé à la chose. Et comme institution d'enseignement, on se doit d'être responsable.» En tout, le Cégep a réduit ses émissions de 1347 tonnes de CO₂, soit l'équivalent de 337 voitures qui roulent 20 000 km par année.

Une firme d'ingénieurs a d'abord évalué le potentiel de réduction et émis ses suggestions. Entre autres améliorations, l'installation d'un mur solaire, dès ce printemps, qui utilise la chaleur du soleil pour contribuer à chauffer les bâtiments d'environ 100 000 mètres carrés.

Les résultats de toutes ces mesures vont au-delà des attentes de l'administration du Cégep de 6500 étudiants et de plus de 1000 employés.

On en a profité depuis deux ans «pour mettre de l'avant un ensemble de mesures vertes», signale M. Juneau, avec la contribution d'un comité de concertation. On trouve l'implantation du multirecyclage à la cafétéria, puis dans l'ensemble du Cégep; l'abandon des condiments individuels pour le vrac (150 000 sachets) et de la vaisselle en styromousse (50 000 unités); la récupération du métal dans les chantiers de construction; le paiement électronique en remplacement des chèques et des factures, etc.

Une quinzaine de cégeps et trois universités ont depuis déposé une demande au ministère de l'Éducation pour réaliser un projet d'efficacité énergétique. Seuls quatre cégeps, dont ceux de Jonquière et de Rimouski, ont reçu une allocation pour l'instant.

Par ailleurs, l'Agence d'efficacité énergétique du Québec travaille à un programme pour le secteur institutionnel qui inclura les cégeps et les universités.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Cégep de Saint-Jérôme : Pas de danse poteau - Mise à jour: lundi 25 février 2008, à 06:01

Jean-Michel Nahas, Le Journal de Montréal



La danse poteau est une forme d'art qui gagne en popularité. Tellement qu'une compétition a réuni plusieurs participantes l'automne dernier à Las Vegas. Photo d'archives

Le projet d'une ex-stripteaseuse d'offrir des cours de danse poteau dans les locaux du cégep de Saint-Jérôme a été refusé à la dernière minute par la direction de l'établissement, qui a jugé la formation «contraire à la mission éducative».

Caroline Piché avait approché le coordonnateur des activités sportives du collège, Richard Campeau, il y a quelques semaines.

Elle souhaitait dispenser dès le mois de mars une formation de danse érotique «où la séduction est au rendez-vous», peut-on lire sur sa carte d'affaires.

Selon Mme Piché, une réservation pour laquelle elle avait payé avait même été complétée.

L'administration ne savait pas

Or, l'administration du cégep affirme qu'elle ignorait tout de l'entente qu'avait négociée l'ancienne effeuilleuse.

«La danse dans les cages, c'est contestable et je ne pense pas que M. Campeau était au courant de cela lorsqu'il a discuté avec la femme», dit Jac-

ques Moisan, responsable des communications de l'établissement d'enseignement.

Ce sont les annonces colorées que la dame a apposées partout dans le cégep qui ont alerté son directeur Serge Tessier.

«Elle s'affichait comme professeur de danse poteau sans aucune permission, explique M. Moisan. On a fait le lien entre elle et sa réservation.»

Cours non tolérés

Dès qu'elle a été mise au courant des intentions de l'ex-danseuse nue, la direction du cégep lui a fait part que de tels cours ne seraient pas tolérés.

«On a été clairs car on a des mineurs et une éthique, explique M. Moisan. Notre rôle d'encadrement ne nous permet pas ça.»

Caroline Piché affirme pour sa part ne pas se formaliser de la décision du cégep qu'elle n'entend pas poursuivre pour bris de contrat.

«Je vais de l'avant, j'ai déjà trouvé un nouveau local et mon école est très populaire», dit-elle.

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Cégépiens : Conciliation travail-études - Mise à jour le mercredi 20 février 2008 à 17 h 15

Plus d'info
Audio et Vidéo

[Un reportage d'Alexandra Fortin](#)

Plus de 70 % des cégépiens auraient un emploi à temps partiel au Saguenay-Lac-Saint-Jean, selon une vaste étude sur la persévérance scolaire que

le Groupe Écobes vient de rendre publique. De ce nombre, 10 % travaillent plus de 21 heures par semaine.

L'étude arrive également à une conclusion surprenante. Les étudiants qui travaillent consacrent le même nombre d'heures à leurs devoirs que ceux

qui ne travaillent pas, soit un mince 10 heures, alors que l'ensemble des programmes exigerait au moins le double.

L'étude longitudinale a débuté en 2002 auprès de 615 étudiants, alors âgés de 14 ans. Ceux-ci ont ensuite été interrogés à 16 et à 18 ans.

LE NOUVELLISTE : Prévention du suicide: les cégeps multiplient les ressources - Le mercredi 06 février 2008

Isabelle Légaré, Le Nouvelliste, Trois-Rivières

Même si les plus récentes statistiques révèlent une baisse du taux de suicide chez les jeunes, le phénomène demeure bien réel et préoccupe particulièrement les institutions collégiales.

Les cégépiens font partie d'une tranche d'âge critique. En 2006-2007, 125 jeunes fréquentant l'un ou l'autre des cégeps de la province ont tenté de mettre fin à leurs jours. Onze étudiants sont décédés.

Le Collège Shawinigan et le Cégep de Trois-Rivières ont été épargnés par un tel drame.

Ce qui ne les empêche pas d'accueillir des jeunes en détresse psychologique, des gars et des filles qui jonglent parfois avec l'idée de s'enlever la vie.

"T'es important pour nous. Le suicide n'est pas une option!" Ce message de la Fédération des cégeps prend tout son sens dans les institutions collégiales de la région. À Trois-Rivières comme à Shawinigan, les étudiants peuvent compter sur différentes ressources spécialisées pour prévenir l'irréparable.

À l'occasion de la Semaine de prévention du suicide, les 48 établissements du réseau collégial public invitent la population à prendre position contre le suicide chez les jeunes, et ce, en signant une déclaration accessible sur le site Internet de la Fédération des cégeps et de l'Association québécoise de prévention du suicide.

Par cette action, les deux organisations insistent sur l'importance de réactualiser la stratégie de

prévention du suicide en prévoyant entre autres un réinvestissement important.

Président-directeur général de la Fédération des cégeps, Gaétan Boucher profite quant à lui de l'occasion pour réclamer un meilleur arrimage entre le réseau de la santé, les cégeps et les centres de prévention du suicide.

Il suggère également au gouvernement de mettre en place une campagne nationale de sensibilisation au suicide aussi percutante que celles visant à contrer la vitesse au volant et la conduite en état d'ébriété.

Services préventifs

Responsable du service de psychologie au Cégep de Trois-Rivières, Marc Bournival ne peut pas être

en désaccord avec de telles prises de position et la mise en ligne d'une pétition.

Dans un même souffle, il souhaite cependant que de nouvelles ressources s'ajoutent à celles déjà existantes.

"Un autre psychologue serait un atout au Cégep de Trois-Rivières", précise M. Bournival tout en se disant très fier de l'aide qui est présentement offerte entre les murs de l'établissement.

Les étudiants peuvent bénéficier de l'expertise d'une équipe formée de psychologues, d'une sexologue, d'un travailleur du milieu, de l'infirmière du service de santé et de la responsable du service d'animation sociale et communautaire.

Dans chaque département, un enseignant agit également à titre de répondant auprès de ses pairs. M. Bournival rappelle que les enseignants sont bien souvent les premiers à remarquer les signes de détresse d'un étudiant.

"Ils sont en quelques sorte nos yeux et nos oreilles", explique M. Bournival avant de mentionner que l'équipe psycho-sociale interviendra rapidement auprès d'une fille ou d'un garçon en crise.

Le responsable du service psychologique se rassure aussi en ajoutant que ces dernières années, les jeunes hésitent de moins en moins à faire appel à des services spécialisés.

Il n'est pas rare que lui et son équipe accueillent des jeunes qui ne sont pas nécessairement suici-

dares mais qui présentent différentes problématiques telles que la dépression, l'anxiété, des troubles de la personnalité ainsi que des troubles de l'alimentation.

Shawinigan

Le Collège Shawinigan et ses intervenants du service psychosocial ont également mis en place différentes mesures visant à prévenir le suicide parmi leur population étudiante.

Ici aussi, on fait également appel à des enseignants qui portent le nom d'agents de liaison.

Formés par le Centre prévention suicide, ces derniers peuvent intervenir de façon plus éclairée et référer l'étudiant aux ressources spécialisées.

Réforme de l'éducation

LA PRESSE : Les profs réclament un moratoire sur la réforme - Le jeudi 21 février 2008

Isabelle Hachey, La Presse

Les enseignants de la région métropolitaine appuient massivement l'idée d'un moratoire sur l'implantation de la réforme de l'éducation. Les profs de 59 écoles secondaires sur 60 consultés jusqu'à présent par la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) sont d'avis qu'il faut tout arrêter, question de limiter les dégâts pour les enfants de la réforme qui entreront en 4e secondaire en septembre.

Les membres de 59 assemblées syndicales d'établissement liées à la FAE se sont prononcés à des majorités d'environ 90% en faveur du moratoire. Seuls les enseignants de l'école internationale de Laval ont rejeté l'idée de mettre un frein à la réforme. Cela dit, 40 assemblées syndicales ne se sont toujours pas prononcées sur la question.

Pour le président de la FAE, Pierre St-Germain, ces résultats préliminaires traduisent néanmoins une «forte tendance en faveur du moratoire».

Des pressions

En outre, neuf conseils d'établissement (CE) sur 20 ont adopté des résolutions réclamant le moratoire.

Les CE sont des organismes décisionnels établis dans chaque école et regroupant à parts égales des parents et des membres du personnel.

Selon M. St-Germain, ces chiffres seraient sous-représentatifs. Il accuse en effet des directions d'établissement d'avoir influencé le vote en exerçant des pressions auprès de certains parents afin qu'ils rejettent la demande de moratoire.

La FAE est convaincue qu'advenant un moratoire, la transition se ferait sans heurts, même si les élèves de 3e secondaire, qui baignent dans la réforme depuis le tout début de leur scolarité, auraient subitement à s'ajuster à l'ancien système.

"En histoire et en maths, on reconnaît qu'il y a des difficultés d'arrimage, des chevauchements entre les deux programmes", admet M. St-Germain. "Mais ces contraintes ne sont pas insurmontables. Selon nous, les difficultés sont moindres que les problèmes qu'on va rencontrer si l'on persiste dans l'application de cette réforme."

Multiples attaques

Depuis peu, la FAE, qui représente 27 000 enseignants, multiplie ses attaques contre la réforme

scolaire. Début février, elle a organisé une manifestation à Montréal. La semaine dernière, elle a lancé un manifeste signé par plusieurs personnalités, dont l'ancien premier ministre Bernard Landry.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, doit imposer un moratoire en toute urgence, question de «permettre aux écoles de s'organiser en prévision de la prochaine rentrée scolaire», dit M. Saint-Germain.

Il met la ministre en garde contre les «approches à la pièce» pour corriger les ratés de la réforme, comme son récent plan d'action pour l'amélioration du français à l'école. «Le moratoire permettrait de faire le ménage dans tous les programmes, une fois pour toutes.»

Idée rejetée

Mme Courchesne a déjà rejeté à plusieurs reprises l'idée d'un moratoire, affirmant qu'il ne fallait pas «jeter le bébé avec l'eau du bain».

De son côté, la puissante Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE), qui représente 60 000 membres au Québec, s'oppose aussi à un moratoire - bien qu'elle exige du Ministère qu'il redresse sérieusement la barre.

LE DEVOIR : En bref - Pas convaincant - Édition du jeudi 14 février 2008

Devoir Le

Le plan d'action sur l'enseignement du français et la volonté de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, de procéder à une révision des programmes ne convainquent pas la coalition Stoppons la réforme de baisser la garde.

Le groupe lançait officiellement hier son manifeste qui réclame un moratoire sur l'implantation de la réforme en quatrième et cinquième secondaire et des correctifs immédiats pour les niveaux où elle

s'applique déjà. «Quand la ministre dit vouloir recentrer sur l'acquisition des connaissances et que j'écoute le bruit autour d'elle, soit dans les commissions scolaires ou au ministère de l'Éducation, je n'entends pas la même chose. Ses collaborateurs font plutôt écho d'une volonté de maintenir l'approche par compétences», a fait valoir le porte-parole de la coalition et président de la Fédération autonome de l'enseignement, Pierre Saint-Germain. Outre les ténors péquistes Ber-

nard Landry, Jean-François Lisée et Joseph Facal, dont l'appui au manifeste était déjà connu, le plaidoyer est cautionné entre autres par la linguiste Marie-Éva De Villers, le critique adéquiste en matière d'éducation François Desrochers, l'expresident du Mouvement Desjardins Claude Béland, le prêtre et député bloquiste Raymond Gravel et plusieurs autres personnalités des milieux universitaire et syndical.

LA PRESSE : Manifeste contre la réforme scolaire - Le jeudi 14 février 2008

Isabelle Hachey, La Presse

Jugeant que «la réforme de l'éducation est un échec» et que «son implantation aveugle et obstinée met en péril l'avenir de nos élèves et de la société québécoise», 52 personnalités, pour la plupart issues du monde de l'éducation, ont signé un manifeste exigeant l'annonce immédiate d'un moratoire sur son implantation en 4e et 5e secondaire et à l'éducation aux adultes.

C'est ce fameux manifeste, officiellement lancé hier soir, qu'avaient signé des ténors péquistes,

dont Bernard Landry, plongeant dans l'embarras leur chef Pauline Marois.

«Nous sommes le gouvernement du Québec de prendre ses responsabilités et d'arrêter immédiatement l'implantation de la réforme de l'éducation», peut-on lire dans ce manifeste, signé par les présidents de huit syndicats d'enseignement et par de nombreux universitaires, dont la linguiste Marie-Éva de Villers et le sociologue Michel Freitag.

Parmi les autres personnalités, notons l'ancien ministre péquiste Joseph Facal, le député bloquiste Raymond Gravel et le député adéquiste Fran-

çois Desrochers. Jean-François Lisée, proche conseiller de Mme Marois, l'éditeur Michel Brûlé, ainsi que l'ancien felquiste Paul Rose sont aussi au nombre des signataires.

Ils jugent la situation «alarmante». Depuis l'implantation de la réforme, disent-ils, les résultats scolaires des élèves québécois aux tests internationaux indiquent une régression, la maîtrise des fondements de la langue française décline de façon inquiétante et les enseignants notent de plus en plus de lacunes dans le degré de maîtrise des connaissances par les élèves.

CYBERPRESSE : «Stoppons la réforme» récolte d'autres appuis - Le mercredi 13 février 2008

Presse Canadienne, Montréal

La coalition «Stoppons la réforme» fait une nouvelle offensive afin de convaincre Québec de mettre un frein à la réforme de l'éducation au niveau des quatrième et cinquième secondaires.

Le groupe réclame des ajustements dans le but d'éviter que les élèves ne soient sacrifiés du point de vue de l'acquisition des connaissances.

Avec un nouvel appui, celui de 52 personnes reliées de près ou de loin au monde de l'écriture

ou de l'éducation, la coalition a lancé un manifeste. Elle y résume les tenants et aboutissants de la réforme et surtout, elle exige que tous les programmes d'études et la politique d'évaluation des apprentissages tiennent compte des connaissances et non des compétences.

Selon le porte-parole de la coalition et président de la Fédération autonome de l'enseignement, Yves Saint-Germain, la réforme actuelle engendrera des lacunes importantes dans le bagage de

connaissances des élèves qui accèderont difficilement aux études collégiales.

M. Saint-Germain souhaite un moratoire sur l'application de la réforme aux quatrième et cinquième secondaires et des modifications à la réforme actuelle de la première année du primaire à la troisième année du secondaire.

La coalition souhaite notamment un meilleur enseignement des règles de base de la langue française et des mesures concrètes d'aide pour tous les élèves en difficulté.

LA PRESSE : Manif contre la réforme de l'éducation - Le dimanche 03 février 2008

Mario Girard, La Presse

Plusieurs centaines de personnes ont marché hier dans les rues de Montréal pour signifier leur désaccord face à la réforme de l'éducation au Québec. Selon les participants, il est encore temps de «corriger» cette grande transformation.

«On juge que c'est moins pire de stopper que de continuer les dommages», a déclaré Pierre St-Germain, président de la Fédération autonome des enseignants (FAE) qui, conjointement avec la Coalition Stoppons la réforme, organisait cette manifestation.

Selon Pierre St-Germain, le temps qui s'est écoulé depuis l'entrée en vigueur de la réforme permet d'identifier ses lacunes. «On dit à l'enfant de

construire autour de ses connaissances, explique-t-il. Mais encore faut-il que l'enfant dispose d'un certain bagage.»

L'un des effets pervers de cette réforme, croit M. St-Germain, touche à long terme l'apprentissage du français. «Le français est fait d'une série de codes et de règles. On ne peut pas apprendre le français selon le principe de la déduction, comme pour les mathématiques. Ces règles doivent être montrées et expliquées pour que l'enfant puisse, plus tard, être capable d'écrire correctement.»

Des partis politiques avaient délégué certains de leurs membres. «On ne veut pas revenir en arrière mais il faut absolument revoir certaines choses, a déclaré l'adéquiste François Desrocher, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'édu-

cation. Les cohortes sont rendues au secondaire et on se rend compte qu'il y a énormément d'acquis qui ne sont pas là.»

M. Desrochers croit que la réforme a eu pour effet de mettre de côté l'acquisition de connaissances, la question du redoublement et l'intégration des enfants en difficulté. Selon lui, le gouvernement doit apporter des modifications maintenant. «On ne voit aucun geste de la ministre en ce sens», ajoute-t-il.

On attend pour bientôt la publication d'un manifeste et le dépôt d'une pétition signée par plus de 20 000 personnes, réclamant des changements à la réforme scolaire.

CYBERPRESSE : Des centaines de personnes manifestent contre la réforme - Le samedi 02 février 2008

Presse Canadienne, Montréal

La coalition «Stoppons la réforme» et la Fédération autonome des enseignants ont offert une tribune aux enseignants et aux parents qui s'opposent à la réforme scolaire en tenant une manifestation au centre-ville de Montréal, samedi. Plusieurs centaines de personnes y ont participé.

La coalition estime que, contrairement à ses objectifs, les élèves de milieux défavorisés ne sont pas bien servis par la réforme. De plus, les commentaires des professeurs de sixième année et du secondaire laissent croire à la coalition que le Québec n'a jamais formé d'élèves dont la maîtrise des connaissances soit aussi faible.

Elle estime également que le système d'éducation québécois doit revenir à la base et prôner l'ensei-

gnement plus systématique du français, des mathématiques et des sciences et ramener les connaissances au coeur de l'enseignement à la place des compétences.

La coalition, qui comprend près de 8000 membres, dont plusieurs enseignants, déposera sous peu une pétition signée par plus de 20 000 personnes pour réclamer des changements importants à la réforme scolaire québécoise.

LE DEVOIR : Éditorial : Ras le bol !, par Marie-Andrée Chouinard - Édition du vendredi 01 février 2008

La «réforme» de l'éducation doit stopper sa course avant de diriger les élèves du Québec droit dans un mur. À peu de chose près, voilà le refrain entonné cette semaine par un quatuor de poids lié au Parti québécois. Ce babil incessant courra bientôt dans toute la sphère politique au moment où -- ô paradoxe! -- le ministre de l'Éducation dirige un grand chantier de correction de la réforme...

Ras le bol! Quelle exaspération cette semaine devant les lamentations des Jean-François Lisée, Joseph Facal, Bernard Landry et François Rebello sur l'avenir de la réforme! En apposant leur griffe sur un manifeste piloté par la coalition «Stoppons la réforme», ces quatre personnalités péquistes non seulement coïncident la chef du PQ, Pauline Marois, mais ajoutent une autre voix criarde au concert de protestations anti-réforme émis par des dilettantes.

Ces soi-disant experts réclament d'une même voix un moratoire en quatrième et cinquième secondaire et en appellent au retour des connaissances qu'on dit avalées par la pédagogie par projets. Ils ont raison de se préoccuper d'éducation. Quelle société leverait le nez sur un discours politique et social axé sur l'importance de l'école?

Non, la contrariété ne provient pas de leur inquiétude, sûrement sincère. Elle n'est pas non plus liée au coeur de leur message, car il reprend à peu de chose près ce que tous réclament désormais, peu importe le parti: veiller à ce que l'objectif des États généraux de 1996 -- un retour aux matières essentielles -- soit respecté.

Une lecture attentive du manifeste Pour une école démocratique, exigeante et centrée sur les connaissances -- que le quatuor a signé en qualité d'ex-premier ministre-grand-père ou de conseiller-papa -- arrache un sourire: hormis l'exigence du moratoire et quelques formules-chocs qui font image, les demandes de correctifs réitérées par la coalition et ses signataires-vedettes font, actuellement l'objet d'un véritable consensus. À cause des derniers résultats des élèves, plus personne ne défend publiquement la poursuite de la réforme sans réajustement.

Mieux (et voilà ce qui suscite l'ennui et rend très déplacé le spectacle politique auquel on assiste), même la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, s'affaire actuellement à un redressement inédit de la réforme. Avec une franchise déconcertante, elle a avoué sa propre inquiétude devant

certaines incohérences et promis de veiller au grain.

Outre l'apprentissage du français, auquel elle prédit d'imposants rectificatifs, elle prévoit un examen des autres matières. Elle travaille aussi à revoir la politique en adaptation scolaire, qui pointe les élèves en difficulté. Or ce volet complexe et délicat n'est pas sans effet sur la réussite de tous les élèves...

Plutôt que de laisser au gouvernement le temps d'apporter des correctifs réfléchis, tous les partis s'adonnent à une joute partisane, se passant vigoureusement le ballon de la réforme. La sortie du quatuor péquiste a incité Mme Marois à faire porter le blâme des ratés sur les libéraux, exécutants de la réforme. Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, suivi aujourd'hui des porte-parole de Québec solidaire, souscrit à l'idée d'un moratoire. Cette pause réclamée avec ardeur ne passe pas le test de l'applicabilité. On peut bien arrêter la réforme avant le secondaire 4 et 5, mais que faire avec tous les élèves qui restent figés de la première à la troisième secondaire, pris au piège d'un programme officiellement désavoué mais non remplacé?



La réforme de l'éducation doit subir les redressements qui lui permettront de remplir sa mission de réussite. Mais pendant qu'on planche sur la

copie corrigée, un peu de calme! Que les kidnappeurs politiques libèrent leur otage.

LE SOLEIL : Éditorial : La faute à la réforme?, par Brigitte Breton - Le vendredi 01 février 2008

Le Soleil

Ce n'est pas la réforme de l'enseignement qui cause le plus de tort au système scolaire. Mais bien toute la récupération qu'en font certains politiciens et syndicats d'enseignants pour des considérations sou-vent éloignées du bien des élèves. Il faut toujours viser la réussite. Le dénigrement perpétuel du travail réalisé dans les écoles est cependant une très mauvaise façon d'y parvenir.

Nous avons droit à un autre psychodrame national autour de la réforme. Cette fois, ce sont trois ténors péquistes qui s'en dissocient. Bernard Landry, Joseph Facal et Jean-François Lisée demandent que la réforme soit stoppée pour les élèves de quatrième et cinquième secondaire.

À la suite de cette sortie, le chef de l'ADQ, Mario Dumont, change lui aussi de cap. Lui qui en 2006 jugeait impertinent de freiner l'implantation de la réforme réclame à son tour un moratoire. Comme si ce n'était pas déjà assez compliqué à suivre, la ministre de l'Éducation qui a tout enclenché, Pauline Marois, dit aujourd'hui à titre de chef du PQ qu'un redressement s'impose. Et pour ajouter à la confusion, la libérale Michelle Courchesne, qui à son arrivée à l'Éducation n'a pas caché ses réserves, défend maintenant le renouveau péda-

gogique en assurant qu'elle révisera des éléments.

Comment voulez-vous que des parents et des citoyens aient confiance dans leurs écoles quand les élus tergiversent ainsi? Qui plus est, ils ne peuvent se fier aux syndicats d'enseignants car la réforme est vite devenue un objet de chantage dans leurs négociations avec le ministère. Elle a aussi alimenté les dissensions syndicales qui ont conduit à l'éclatement de la CSQ.

Bien sûr, il ne faut pas encenser aveuglément la réforme et croire qu'elle produira instantanément des miracles. Comme d'autres réformes, des ajustements, des éclaircissements, de la formation supplémentaire et du temps sont nécessaires. Mais de grâce, cessons d'y attribuer toutes les difficultés qu'éprouvent les enseignants et les élèves.

Les détracteurs de la réforme regardent avec effroi le recul effectué par les jeunes Québécois à des examens internationaux. Évidemment, il faut s'en inquiéter et redresser la situation. Mais comment peuvent-ils avec certitude affirmer que les modifications au curriculum, aux programmes et aux approches pédagogiques sont responsables du glissement?

Il existe des fluctuations dans les résultats à ces tests. Prenons le PISA, le Programme international pour le suivi des acquis des élèves, qui

s'adresse aux jeunes de 15 ans (nos enfants de la réforme n'ont pas encore passé l'épreuve). Entre 2003 et 2006, le Canada a régressé dans certaines matières par rapport à d'autres pays de l'OCDE. En maths, il est passé du cinquième au septième rang et du troisième au quatrième rang en lecture. Est-ce une raison pour conclure que tous les systèmes scolaires canadiens sont médiocres et mettent en péril l'avenir de nos enfants?

Au Québec, il est hasardeux de pointer uniquement la réforme. Depuis 1997, le réseau a vécu d'autres bouleversements. Il a dû faire face à d'importantes compressions budgétaires. Il a subi les moyens de pression du personnel, dont le boycott des séances de formation portant sur la réforme. Il a vécu un duel perpétuel entre les pro et les antiréforme. Il peine aussi à composer avec une intégration débridée des élèves en difficulté d'adaptation et d'apprentissage. Les écoles sont aussi confrontées à un important renouvellement du personnel enseignant et de direction.

Toutes ces variables n'auraient aucun effet? La réforme que certains résument aux compétences transversales aurait tout bousillé à elle seule? Ce n'est pas sérieux. Si tous les acteurs se mobilisaient pour la réussite plutôt que pour décrier la réforme, les petits Québécois continueraient d'occuper les premières places.

Sous financement de l'éducation

LE DEVOIR : En photo - Contre la hausse des frais afférents - Édition du vendredi 15 février 2008

Devoir Le



Photo: Jacques Nadeau

Des étudiants de l'Université de Montréal ont établi un campement hier devant le bureau du recteur Luc Vinet pour protester contre la hausse des frais afférents de 280 \$ par année (qui peut même aller jusqu'à 560 \$ pour certains étudiants aux cycles supérieurs) décrétée en janvier par l'administration. Les quelque 40 manifestants, qui s'étaient confortablement installés en fin d'avant-midi, ont levé leur camp vers 16h, après avoir obtenu la promesse d'une rencontre avec le grand argentier de l'université, soit le vice-recteur exécutif Guy Breton.

LA TRIBUNE : Les étudiants manifestent pour l'éducation gratuite - Le mercredi 13 février 2008

Denis Dufresne, La Tribune
SHERBROOKE

Malgré une neige abondante et une chaussée glacée, une cinquantaine d'étudiants des cégeps de Drummondville et de Sherbrooke, de même que de l'Université de Sherbrooke, ont manifesté mercredi pour la gratuité scolaire.

« Les choix des gouvernements touchent toute la population, Au bout du compte, c'est l'ensemble de la société québécoise qui subit les effets néfastes d'une éducation peu accessible et de mauvaise qualité », explique Éric Faucher, coordonnateur de

la Mobilisation des associations solidaires du Sud-Est (MASSE).

« Cette manifestation se déroule dans le cadre de la semaine de perturbation politique nationale », a-t-il ajouté.

Avant de pouvoir quitter le cégep de Sherbrooke en direction de l'édifice de l'Hôtel de Ville de Sherbrooke, les organisateurs de la marche ont dû expliquer leur itinéraire aux policiers.

« On ne veut pas arrêter personne, mais on doit vous redire les consignes de sécurité, surtout avec la température que nous avons », a expliqué un des policiers en charge du service d'escorte des manifestants.

Une dizaine de voitures de police ont été utilisées pour assurer une marche sans problème.

Outre la gratuité scolaire, les manifestations réclament un réinvestissement public massif en éducation postsecondaire et un service de garderies adapté aux étudiants.

Même si la mobilisation étudiante est nettement moins spectaculaire qu'au printemps 2005, alors que la moitié des cégeps de la province étaient en grève pour protester contre les modifications au régime de prêts et bourses, Éric Faucher soutient que le mouvement a des appuis importants.

«Oui, c'est certain! Mais ce qui bloque actuellement bien des étudiants ce sont les cours», dit-il.

LE DEVOIR : Sous-financement de l'éducation - La CSQ réclame des investissements de 1,5 milliard d'ici trois ans - Édition du lundi 04 février 2008

Alexandre Shields

L'ensemble du réseau de l'éducation manque cruellement de ressources, à un point tel que la Centrale des syndicats du Québec réclamera aujourd'hui un investissement de l'ordre de 1,5 milliard de dollars d'ici trois ans, lors des consultations prébudgétaires de la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget.

Le portrait que dresse le président de la Centrale, Réjean Parent, est d'ailleurs des plus sombres. «Les carences au primaire et au secondaire dans

le secteur public minent les efforts en vue d'assurer la réussite scolaire du plus grand nombre tandis que le sous-financement des établissements d'enseignement supérieur atteint maintenant des niveaux alarmants qui risquent de causer des retards qu'il sera très difficile de combler», a-t-il soutenu hier.

Pour les secteurs préscolaire, primaire et secondaire, on évalue les besoins à 700 millions de dollars, ce qui est l'équivalent d'une injection de près de 15 000 éducateurs (professionnels, ensei-

gnants, techniciens et autres personnels de soutien) en début de carrière, soit 13 % de plus que l'effectif actuel. Selon M. Parent, les efforts doivent être intensifiés pour assurer la réussite scolaire, réduire le décrochage et accroître le soutien aux enfants en difficulté, mais aussi pour augmenter l'aide et l'encadrement pour les enfants de milieux défavorisés.

Avec plus d'argent, a-t-il illustré, on pourrait par exemple réduire la taille des classes. «La réduction de la taille des classes constitue une appro-

che qui a fait ses preuves en Ontario, ces dernières années, pour accroître la réussite scolaire», a-t-il rappelé. Réjean Parent estime aussi qu'il est urgent d'ajouter des ressources professionnelles et techniques, «qui sont actuellement en nombre trop restreint pour fournir le soutien nécessaire aux enfants et aux adultes en formation présentant des difficultés».

Réseau collégial

Le réseau collégial aurait quant à lui besoin de 305 millions de plus. Pour l'instant, a fait valoir M. Parent, «les carences du financement ont conduit les cégeps à diminuer l'offre des programmes

offerts, à réduire les services professionnels et de soutien, à surcharger les enseignantes et les enseignants et à ne pas remplacer le personnel ou à le maintenir dans la précarité d'emploi». Les universités devraient pour leur part recevoir 400 millions supplémentaires, afin de rattraper la moyenne nationale de financement, selon Réjean Parent.

Pour la Centrale des syndicats du Québec, il est également «essentiel» que l'aide financière aux étudiantes et aux étudiants soit bonifiée, et ce, dans des proportions semblables aux investissements projetés dans l'offre de services, ce qui

représenterait 100 millions. De plus, ont plaidé les représentants de la Centrale et de ses six fédérations de l'éducation, «les sommes prélevées auprès des étudiants sous forme de hausse des frais de scolarité doivent leur être retournées. C'est une question de justice sociale».

Pour financer ces mesures, Québec devrait notamment réserver pour l'éducation le quart des 406 millions en péréquation supplémentaire annoncés en décembre 2007. Pour le reste, «c'est une question de choix, a soutenu M. Parent. Mais n'oublions pas que l'Éducation est LA clé pour le développement d'une société».

LA PRESSE : La CSQ réclame 1,5 milliard pour l'éducation - Le lundi 04 février 2008

Catherine Handfield, La Presse

Dans la perspective du prochain budget provincial, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) réclame un investissement massif en éducation. Elle demande pas moins de 1,5 milliard pour combler les carences à tous les niveaux d'enseignement.

«Ça peut paraître beaucoup, mais l'éducation a besoin de ce coup de barre-là», a affirmé hier Réjean Parent, président de la CSQ, la plus importante organisation syndicale en éducation.

Cette demande survient en pleine période de consultations en vue du prochain budget, prévu pour mars. Réjean Parent rencontre d'ailleurs le ministre des Finances aujourd'hui à Montréal pour faire part de ses besoins.

«Et puisque c'est beaucoup, nous proposons d'étaler le réinvestissement sur trois ans», a

précisé Pierre Beaulne, l'économiste de la CSQ qui a évalué les besoins.

Rejoindre la moyenne du pays

De manière détaillée, la CSQ demande 700 millions pour le préscolaire, le primaire et le secondaire, 305 millions pour l'enseignement collégial et 400 millions pour l'enseignement universitaire.

Ces sommes sont nécessaires pour rejoindre la moyenne canadienne de financement, selon la CSQ. Le syndicat s'est basé sur les évaluations des recteurs pour l'éducation postsecondaire, et sur le financement des commissions scolaires pour les autres niveaux.

Les sommes excluent la couverture des coûts de système. Elles serviraient notamment à embaucher 15 000 éducateurs pour hausser le ratio professeur-élèves du préscolaire au secondaire.

La CSQ veut également améliorer l'offre des programmes au cégep et hausser l'aide financière aux étudiants.

«Plus on attend, plus le retard sera difficile à rattraper», a averti Réjean Parent.

Le ministère de l'Éducation a préféré attendre avant de commenter la demande du syndicat. «Il faudra voir le budget, mais l'éducation est toujours un enjeu important pour nous», a dit hier Jean-Pascal Bernier, attaché de presse de la ministre Michelle Courchesne.

Il a rappelé que le gouvernement a réinvesti plus d'un milliard en éducation postsecondaire depuis 2003.

CYBERPRESSE : La CSQ réclame 1,5 milliard de plus en éducation - Le dimanche 03 février 2008

Presse Canadienne, Montréal

La Centrale des syndicats du Québec réclame un investissement massif en éducation afin de contrer les carences au primaire et au secondaire qui minent les efforts en vue d'assurer la réussite scolaire.

La CSQ dénonce également le sous-financement des établissements d'enseignement supérieur qui atteint des niveaux alarmants qui risquent de causer des retards qu'il sera très difficile de combler.

La CSQ estime les réinvestissements nécessaires à une mise à jour en éducation à 1,5 milliard \$ d'argent supplémentaires sur les trois prochaines années.

La CSQ souhaite retrouver dans le prochain budget, en plus des sommes requises pour la couverture des coûts de système, les divers montants déjà promis au secteur de l'éducation tant par le gouvernement fédéral que celui du Québec. Elle demande aussi au gouvernement de réserver pour l'éducation le quart des 406 millions \$ en péréquation additionnelle annoncés en décembre 2007. Enfin, la CSQ demande l'injection de 156 millions de plus pour la mise à jour des services éducatifs.

La CSQ souhaite qu'en bout de compte le réinvestissement se traduise ainsi: 700 millions \$ pour le préscolaire, le primaire et le secondaire, 305

millions \$ pour l'enseignement collégial et 400 millions \$ pour l'enseignement universitaire.

Le président de la CSQ, Réjean Parent, en appelle à la ministre des Finances et à la présidente du Conseil du Trésor. Il entend lui démontrer que le gouvernement a les moyens de le faire et d'arrêter d'affamer les réseaux de l'éducation et de la santé.

Il rappelle qu'en Ontario, avec l'arrivée du gouvernement libéral, il y a eu un investissement majeur de ce côté.

M. Parent souligne qu'il n'y a pas de recette magique et que les sommes requises doivent être investies pour réduire les ratios élève-enseignant.

Universités - février 2008

LE SOLEIL : Les «boursiers» réussissent mieux : les étudiants qui reçoivent des prêts et bourses obtiendraient de meilleurs résultats, selon une étude - Le vendredi 29 février 2008

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

Les étudiants québécois qui reçoivent des prêts et bourses réussissent mieux que les autres, même s'ils proviennent de milieux socio-économiques plus modestes. Une conclusion qui surprend même le ministère de l'Éducation!

Une étude récente du ministère de l'Éducation révèle que, tant au baccalauréat qu'à la maîtrise ou en formation professionnelle et technique, les étudiants bénéficiaires d'aide financière ont de meilleurs résultats que les autres.

Seuls les cégépiens inscrits dans une formation préuniversitaire obtiennent leur diplôme dans une proportion moindre que les autres.

Environ 134 000 étudiants québécois sont bénéficiaires du régime d'aide financière, tous degrés confondus.

En commençant sa recherche, le ministère de l'Éducation posait l'hypothèse que les bénéficiaires des prêts et bourses, puisqu'ils proviennent plus majoritairement de familles à revenu modeste ou carrément défavorisées, auraient des taux de réussite scolaire moindres. Or, après avoir observé le cheminement de plusieurs cohortes depuis le début 2000, le ministère conclut qu'il n'en est rien.

Au baccalauréat, les étudiants vivant de l'aide financière ont un taux de diplomation de 64,8 % alors que la moyenne est de 62,8 %. Au niveau de la maîtrise, l'écart favorable est encore plus

grand; les étudiants bénéficiaires du programme de prêts et bourses obtiennent leur diplôme dans une proportion de 76 % alors que le taux de diplomation est de 69 % pour la moyenne des étudiants.

Le portrait est le même dans les programmes de formation professionnelle au secondaire et technique au cégep.

À l'université, les bénéficiaires de l'aide financière obtiennent leur diplôme plus rapidement et interrompent moins leurs études.

Pourquoi sont-ils meilleurs? Les «boursiers» sont plus nombreux que les autres à délaisser le nid familial pour continuer leurs études, ce qui influence leur assiduité, croit-on.

«Il y a tout lieu de croire que les étudiants qui quittent leur résidence pour suivre une formation à l'extérieur de leur région sont plus motivés à obtenir un diplôme», écrit le ministère. La durée limitée dans le temps et le plafond d'endettement de l'aide financière pourrait aussi expliquer la meilleure performance de ses bénéficiaires, croit-on.

«Ça nous permet de constater que les bénéficiaires de l'aide financière sont des gens qui ont du talent et qui n'auraient pas eu les moyens de continuer leur projet d'étude», note Daniel Simp-

son, directeur de la planification à la division de l'aide financière du ministère de l'Éducation.

Le régime d'aide financière aux études coûte chaque année environ 800 millions \$ à l'État québécois. L'aide moyenne accordée à chaque étudiant est de 6000 \$.

L'UL veut augmenter les frais d'ouverture de dossier

Après la hausse des frais technologiques, l'Université Laval veut augmenter les frais d'ouverture et d'analyse de dossier pour ses futurs étudiants. Selon le premier scénario présenté, ces frais passeraient de 30 \$ à 75 \$, une

somme comparable à ce que facturent les autres universités québécoises. Ces frais, non remboursables, sont obligatoires pour toute personne qui souhaite être admise à un programme. En revanche, l'Université Laval éliminera les frais pour les étudiants qui changent de programme en cours de route ou qui reviennent aux études après une pause de trois sessions ou moins. La décision, qui devait se prendre au conseil d'administration de mercredi, a été reportée jusqu'à la fin des discussions avec le ministère de l'Éducation au sujet des frais afférents.

LE NOUVELLISTE : Grève à l'UQTR: les étudiants veulent un débat - Le vendredi 29 février 2008

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste, Trois-Rivières

Ni le syndicat des professeur(e)s de l'UQTR, ni la haute direction de l'UQTR n'ont finalement répondu à l'invitation de l'AGÉ de venir négocier devant les étudiants, hier midi, à la cafétéria du pavillon Ringuet.

La réaction était certes prévisible, mais on a quand même vu se pointer des gens du service des communications de l'université et des permanents du syndicat, au point de presse, question de venir voir de quoi il en retournait.

Selon le vice-président aux Affaires externes de l'Association générale des étudiants, Alexandre Gauthier, les deux parties en négociations se sont quand même manifestées à l'AGÉ, hier matin, et "se sont montrées ouvertes à peut-être reproduire une expérience similaire dans un autre contexte, sous une autre formule", a-t-il dit hier lors d'un point de presse.

L'AGÉ espère pouvoir réaliser cette activité après la semaine de relâche afin qu'un plus grand nombre d'étudiants puissent y assister.

Actuellement, déplore M. Gauthier, les étudiants apprennent la position des parties "à travers le filtre des médias".

La table de négociation symbolique qui avait été installée par l'AGÉ près de la cafétéria et qui était donc vide hier, "est à l'image de la négociation présentement. C'est une politique de la table vide. Chacune de parties essaie de faire attendre l'autre, de créer son rapport de force et là-dedans, ce sont les étudiants finalement qui sont pénalisés", a plaidé Alexandre Gauthier.

Finalement, cette table de négos improvisée avait aussi été aménagée pour sensibiliser les étudiants.

Tout au long du point de presse, d'ailleurs, des membres de l'exécutif ont circulé dans la cafétéria pour faire signer une pétition demandant que le conflit se règle rapidement. L'AGÉ souhaite recueillir au bas mot 3000 signatures.

"Ce qu'on souhaite aux deux parties, c'est de régler le dossier avant le 18 mars", dit-il.

"On est de plus en plus inquiet et il va falloir commencer à penser aux actions qu'on va poser. Ce qu'on critique, ce sont les positions d'orgueil qui sont en train de se prendre", plaide M. Gauthier.

"Ce qu'on veut c'est: assoyez-vous, parlez-vous."

Si rien n'est réglé le 18 mars, date limite pour une entente selon l'AGÉ, les étudiants prendront action.

"Aucun scénario ne va être exclu. On va se fier aussi sur ce qui s'est fait dans le passé lorsque les étudiants se sont mêlés de conflits comme ça. On va peut-être reproduire des scénarios qui se sont déjà produits, qui ont déjà fonctionné", explique Alexandre Gauthier.

Les dindons de la farce

Ce dernier applaudit les propos tenus mercredi à l'UQTR par la présidente du syndicat des professeur(e)s de l'UQAM.

"Le vrai conflit tient aux 400 millions \$ de sous-financement des universités. Il manque d'argent donc c'est sûr que ça va créer un paquet de problèmes comme celui-là, pas juste à l'UQTR: à l'UQAM, à l'UQAR, à l'UQAC, partout, il manque d'argent dans les universités. Les seuls réinvestissements qu'on a connus dans le réseau tiennent souvent aux hausses de cotisations étudiantes. Il manque d'argent, en plus on nous refille la facture et en plus on est pénalisé quand il y a une grève. Là, on est vraiment les dindons de la farce", constate M. Gauthier.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION QUÉBEC : Poursuite des études et obtention d'un diplôme chez les bénéficiaires du Programme de prêts et bourses – Jeudi 27 février 2008

Cette section contient les rapports d'analyse d'une série de 5 études sur la réussite scolaire des bénéficiaires du programme d'aide financière aux études (AFE). Ces études visent à mieux connaître les caractéristiques de la population des bénéficiaires de l'AFE à l'aide d'indicateurs de cheminement scolaire et, par ce fait, à fournir aux autorités ministérielles une base d'information précieuse

se pour l'évaluation des orientations du Programme de prêts et bourses.

- Volet 1 : La formation professionnelle au secondaire ([version française](#) (📄), 1,3 Mo)
- Volet 2 : La formation préuniversitaire au collégial ([version française](#) (📄), 1,2 Mo)

Volet 3 : La formation technique au collégial ([version française](#) (📄), 1,3 Mo)

Volet 4 : La formation universitaire au baccalauréat ([version française](#) (📄), 1,4 Mo)

Volet 5 : La formation universitaire à la maîtrise ([version française](#) (📄), 1,3 Mo)

LE NOUVELLISTE : AGÉ: ultimatum aux profs et à l'UQTR - Le mardi 19 février 2008

Brigitte Trahan, Trois-Rivières

L'Association générale des étudiants a servi un ultimatum, hier, à la direction de l'UQTR et au Syndicat des professeur(e)s. L'AGÉ demande aux deux parties d'en arriver à une entente avant le 18 mars, midi, à défaut de quoi des actions seront prises par le biais d'une mobilisation étudiante.

L'AGÉ a pris cette décision au terme d'une réunion du conseil d'administration, dimanche soir, qui réunissait l'exécutif de l'AGÉ et une trentaine d'administrateurs des différentes associations étudiantes.

«Notre conseil d'administration a démontré une très forte volonté à ce que l'AGÉUQTR prenne part dans le conflit et s'arrange pour que tout se règle le plus rapidement possible. Alors, on va prendre tous les moyens nécessaires pour que le conflit se règle», explique le président de l'AGÉ, Jonathan Fortier.

Pour l'instant, dit-il, il est trop tôt pour dire quelles actions seront posées. Toutefois, un comité est en train de se structurer afin de les planifier.

Dans un communiqué envoyé hier aux médias, l'AGÉ explique qu'elle entend faire pression sur les deux parties afin «qu'elles négocient de bonne foi et avec diligence».

L'association y va aussi d'une liste d'exigences. Elle veut notamment qu'il y ait des séances de négociation plusieurs fois par semaine et que les documents présentés lors des négociations lui soient versés hebdomadairement pour lui permettre d'analyser l'avancement des négociations.

L'AGÉ exige aussi «l'obligation de résultats» chaque semaine.

Elle réitère sa demande de retirer les frais afférents dans le calcul de la marge de manoeuvre financière de l'UQTR ainsi que sa demande d'abolition de la totalité des frais afférents facturés par l'UQTR. Du même coup, elle veut profiter du conflit pour faire admettre aux deux parties que le fond de leur problème provient du sous-

financement étatique de l'éducation post-secondaire.

Réaction du syndicat

Le président du syndicat des professeur(e)s, Michel Volle, était satisfait, hier, de constater l'implication des étudiants dans le dossier. «S'ils se mobilisent, ça ne peut être que pour le mieux», dit-il.

«Depuis le début, on demande que ça aille plus vite. On n'est pas en défaut là-dedans. On est toujours en attente, soit de la partie patronale, soit de la conciliatrice. On voulait que ce soit réglé avant Noël, mais là, on parle du mois de mars», déplore-t-il.

Il n'y a pas eu de rencontre entre les parties, hier. La conciliatrice «continue de faire la navette entre les deux et essaie de faire une proposition», dit-il. Il y a donc toujours grève des professeur(e)s demain, toute la journée et jeudi après-midi. Il s'agira des troisièmes mercredis et jeudis de grève à l'UQTR cet hiver.



«On est conscient que c'est charnière. Après le quatrième, généralement, ça devient difficile à rattraper. Ça peut se faire, mais ça va être plus compliqué. Il faudra prendre presque une semaine de rattrapage. Il faudra trouver une modalité, mais il faut que ça se règle d'abord», dit-il. •

LE DEVOIR : Éditorial : Encadrer la démesure, par Marie-Andrée Chouinard - Édition du samedi 16 et du dimanche 17 février 2008

Chose promise, chose due! La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, sert une leçon de taille aux universités en décrétant une série de balises destinées à freiner la hausse démesurée des frais afférents ces dernières années.

Après l'étalage médiatique des problèmes financiers de certains établissements, le redressement annoncé hier par la ministre a les allures d'une réaction prompte à des égarements récents. Il n'en est rien. Les étudiants réclament l'encadrement des frais afférents depuis le début des années 2000. Cet engagement a été inscrit au carnet de promesses de deux ministres de l'Éducation péquistes, puis de deux libéraux, avant que Mme Courchesne ne prenne enfin le taureau par les cornes.

Morale: certaines inconduites ont beau être rapidement montrées du doigt, il faut parfois du temps et, surtout, le contexte idéal pour qu'on se permette de les corriger.

Pour la ministre de l'Éducation, il n'était pas de contexte plus idéal que le malheureux spectacle de la chute financière de l'UQAM, conjugué au dégel des droits de scolarité. Le premier élément a constitué l'onde de choc qui justifie de resserrer la gouvernance des universités. Le second élément, qui permet depuis septembre dernier aux universités d'encaisser 50 \$ de plus par semestre et par étudiant, jette l'opprobre sur ces droits afférents dont l'augmentation annuelle moyenne s'élève à 17 % depuis 1994.

Il a fallu du temps, mais les «orientations» de Mme Courchesne sont efficaces. Elles n'interdisent pas les augmentations mais elles les balisent. Elles encouragent la négociation entre les associations étudiantes et les universités (dans certains cas, ce sera houleux, voire impossible). Advenant l'échec des échanges, elles prévoient des hausses maximales liées au niveau actuel des droits fixés par chacune des universités.

Du point de vue étudiant, deux des principaux objectifs sont atteints: mettre fin aux augmentations galopantes et s'assurer que chacun paiera bel et bien pour les services que l'université lui fournira. La ministre, qui a cette fois-ci enfilé sa peau de «consommatrice», souhaite mettre fin aux «frais déguisés» contre lesquels les étudiants pestent avec raison depuis belle lurette.

Du point de vue des universités, certains fronceront les sourcils: on retiendra une portion de la subvention conditionnelle des fautives, un processus qui peut s'avérer très coûteux. Manque toutefois une donnée essentielle, qui contribue à accentuer les tourments des recteurs: à quand un réinvestissement en enseignement supérieur? La supplique n'est pas nouvelle, mais la réponse, elle, se fait encore attendre.

LE DEVOIR : Frais afférents dans les universités - Courchesne fixe les balises : Les universités devront se contenter de hausses annuelles variant entre 10 \$ et 50 \$ - Édition du samedi 16 et du dimanche 17 février 2008

Clairandrée Cauchy

Le gouvernement libéral, qui s'était engagé à présenter une loi-cadre sur les frais afférents lors des élections de 2003, a accouché hier d'une politique pour limiter les hausses de frais afférents au cours des trois prochaines années, particulièrement pour les universités qui exigent déjà une facture salée de leurs étudiants.

Les universités devront restreindre leur appétit en matière de frais afférents. La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a rendu publiques hier de nouvelles règles pour limiter les augmentations de frais divers exigés des étudiants universitaires. Les établissements dont les frais afférents sont les moins élevés, soit inférieurs à 555 \$ par année, auront droit à une augmentation annuelle maximale de 50 \$. Ceux dont les frais se situent entre 555 \$ et 699 \$ pourront aller puiser jusqu'à 25 \$ de plus dans les poches des étudiants. Les universités dont la facture de frais afférents est déjà salée, c'est-à-dire supérieure à 699 \$, ne pourront exiger plus de 10 \$ supplémentaires par année.

«L'objectif est de réduire les écarts entre les frais les plus bas et les plus élevés; c'est pour cela que notre proposition est dégressive», affirme la ministre Courchesne, soulignant qu'un simple gel aurait fait perdurer les iniquités entre les universités.

La facture moyenne s'élevait à 673 \$ par étudiant pour l'année 2006-07. La palme de la facture la plus élevée revient à l'université McGill, qui exigeait l'an dernier des frais moyens de 1432 \$ (1000 \$ de plus pour les étudiants en musique). L'Institut national de recherche scientifique et l'Université du Québec à Rimouski fermaient la marche, avec des frais respectifs de 178 \$ et de 216 \$. Au total, les universités touchaient l'an dernier un montant de 129 millions en frais afférents.

Québec préconise cependant des ententes entre les représentants étudiants et les universités sur les hausses des frais afférents. Si les étudiants

sont d'accord, les hausses pourraient dépasser les seuils permis.

La ministre entend par ailleurs avoir les universités à l'oeil pour que les frais servent uniquement à dispenser des services aux étudiants et non à assurer le financement de base des activités. «Ça ne peut pas être une facture déguisée pour combler un financement des universités. [...] Les universités avaient choisi ça comme mode de financement. Aujourd'hui, on dit: "Non, ce n'est plus ça"», fait valoir Mme Courchesne, qui avance que les hausses ne devraient pas dépasser 3,5 % l'an prochain, alors qu'elles s'établissaient à 7,5 % et à 12,5 % au cours des deux dernières années.

Elle demandera des comptes chaque année aux universités quant à l'évolution des frais afférents et à leur utilisation. Les établissements délinquants verront une portion de leur subvention conditionnelle amputée du même montant que ce qu'ils auront puisé en trop dans les poches des étudiants.

La nouvelle règle, qui entrera en vigueur dès le trimestre d'été, forcera l'Université Laval et l'Université de Montréal à revoir les hausses adoptées en janvier, lesquelles devaient entrer en vigueur à la prochaine rentrée.

Réactions

L'annonce de la ministre a été accueillie plutôt positivement par la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), qui y voit un «bon premier pas» et entend avoir à l'oeil les administrations universitaires pour s'assurer qu'elles concluent réellement des ententes avec les représentants étudiants. «On a toujours l'espoir que, quand un gouvernement met une politique sur la table, ce n'est pas une politique fantôme», affirme le président, Jean-Patrick Brady.

Le regroupement étudiant aurait cependant préféré une loi-cadre qui aurait balisé «une fois pour toutes» les frais afférents, plutôt qu'une politique qui sera en vigueur pendant trois ans. La FEUQ est aussi un peu déçu de voir que la facture des

étudiants continuera d'augmenter en matière de frais afférents, alors que Québec impose déjà une hausse de 30 % des droits de scolarité sur cinq ans.

Le regroupement rival de la FEUQ, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), s'inscrit quant à lui en faux face à la politique de la ministre Courchesne. «C'est une réformette qui ne règle pas du tout le problème. La ministre essaie de présenter une petite mesure à côté pour faire passer le morceau, pour contourner le débat sur le sous-financement», croit le porte-parole de l'ASSE, Hubert Gendron-Blais. L'ASSE, qui prône la gratuité scolaire à tous les niveaux d'enseignement, déplore par ailleurs que la politique ne s'applique pas au collégial.

Accueillies de façon mitigée par les étudiants, les nouvelles règles sont sévèrement critiquées par la Conférence des recteurs et principaux d'université du Québec (CREPUQ). «L'introduction d'un encadrement supplémentaire ne pourrait se faire qu'au détriment de la qualité des services, destinés uniquement, ne l'oublions pas, à mieux servir les étudiants», a fait valoir la principale de McGill et présidente de la CREPUQ, Heather Munroe-Blum.

Du côté de l'opposition péquiste, la critique en matière d'éducation, Marie Malavoy, y voit un recul du gouvernement, qui avait promis un vrai encadrement des frais afférents par une loi. La députée péquiste souligne que «ces frais de service ont poussé comme des champignons ces dernières années. Un facteur important qui l'explique est le sous-financement des universités. L'encadrement proposé ne corrige pas ce problème criant».

La Confédération des syndicats nationaux (CSN), qui s'était prononcée lors des consultations de la ministre sur le sujet, a elle aussi critiqué les règles, notant que les étudiants des régions, où les frais sont actuellement les plus bas, pâtiront le plus des augmentations permises, ce qui limite l'accessibilité aux études.

Avec la Presse canadienne

LE SOLEIL : L'UL doit réduire sa facture - Le samedi 16 février 2008

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil, Québec

L'Université Laval doit refaire ses devoirs. La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a rendu publiques hier de nouvelles règles encadrant les frais afférents exigés aux étudiants. L'Université Laval, qui avait décidé d'augmenter sa facture de 100 \$ pour moderniser ses systèmes informatiques, devra maintenant se contenter d'une hausse de 25 \$ par année.

FRAIS IMPOSÉS PRÉSENTÉMENT	HAUSSE MAXIMALE PERMISE PAR ANNÉE
Établissements dont les frais sont inférieurs à 555 \$	50 \$
Établissements dont les frais vont de 555 \$ à 699 \$	25 \$
Établissements dont les frais sont supérieurs à 699 \$	15 \$

Source : ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le règlement était attendu depuis longtemps. Les frais afférents — les frais autres que les droits de scolarité, qui peuvent inclure les frais technologiques ou de services — ont grimpé en flèche au fil

des ans et varient considérablement d'un établissement à l'autre.

Pour rectifier le tir, la ministre Courchesne veut limiter la hausse annuelle de 15 \$ à 50 \$ par étudiant, selon la tarification en vigueur présentement dans chaque université (voir encadré). Un établissement pourra imposer des frais supérieurs aux limites prévues seulement s'il y a d'abord entente avec les associations étudiantes.

L'Université Laval, dont les frais afférents s'élèvent à 622 \$ selon les chiffres du ministère, devra donc se limiter à une hausse de 25 \$ l'an prochain, plutôt que les 100 \$ prévus pour les frais technologiques, a confirmé hier Jean-Pascal Bernier, l'attaché de presse de la ministre Courchesne.

Après s'être vivement opposée à la hausse décrétée par l'administration, l'association des étudiants de premier cycle de l'Université Laval s'est évidemment réjouie de cette annonce hier. «On a réussi à obtenir une diminution de 75 \$, c'est déjà pas mal», a indiqué Julien du Tremblay, président de la CADEUL. L'association étudiante aurait tout de même souhaité que toute hausse de frais, peu

importe le montant, soit conditionnelle à l'accord des étudiants.

L'Université Laval n'a pas voulu commenter hier ces nouvelles règles ministérielles, laissant le soin à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec de réagir. La CREPUQ a dénoncé, par voie de communiqué, cette nouvelle politique «qui ne pourra se faire qu'au détriment de la qualité des services destinés uniquement, ne l'oublions pas, à mieux servir les étudiants». Ces règles seront en vigueur pour les trois prochaines années, à partir de la prochaine session d'été.

Par ailleurs, les discussions se poursuivent toujours entre le ministère de l'Éducation et l'Université Laval concernant le financement des frais technologiques, a ajouté M. Bernier.

Modernisation

L'Université Laval, qui veut financer la modernisation de ses systèmes informatiques, affirme qu'il s'agit de services directs aux étudiants qui doivent donc être considérés comme des frais afférents. La ministre soutient plutôt qu'il s'agit de dépenses d'immobilisation dont la facture ne devrait pas être reflétée aux étudiants.

LE DEVOIR : Université de Montréal - Le campus des sciences ne verra le jour qu'avec une structure indépendante - Édition du vendredi 15 février 2008

Kathleen Lévesque

Le futur campus des sciences de l'Université de Montréal dans l'ancienne gare de triage d'Outremont devra être développé par un organisme privé pour que le gouvernement du Québec consente à y investir des fonds publics.

Il s'agit d'un préalable incontournable, a confirmé au Devoir Raymond Bachand, ministre du Développement économique et responsable de la région de Montréal. «La structure de gestion du projet est une préoccupation pour nous. C'est un grand projet immobilier, ce n'est pas juste un projet universitaire. On souhaite qu'il y ait une structure de type OBNL [organisme à but non lucratif] qui soit mise sur pied par l'université avant que l'on débourse des fonds», a expliqué le ministre.

Ce point de vue concorde avec l'analyse effectuée par la firme Innovitech pour la Ville de Montréal l'automne dernier. Le rapport dont Le Devoir a obtenu copie recommande «que l'Université de Montréal accorde dans les plus brefs délais à un OBNL le mandat de développer le Carrefour des sciences et de l'innovation de l'Université de Montréal».

Comme l'indique la nouvelle dénomination du campus utilisée par Innovitech, le projet de la gare d'Outremont dépasse largement la construction d'un campus regroupant les départements de chimie, de physique, de géographie, d'informatique, de sciences biologiques et de mathématiques, auxquels pourraient s'ajouter la faculté d'aménagement et celle de musique. D'ailleurs, le

mandat accordé à Innovitech était clairement dirigé vers les possibilités que représentent le campus et son pourtour: «définir une vision de développement économique» du secteur et «identifier des opportunités stratégiques pour maximiser le potentiel économique du projet», peut-on lire dans le rapport.

L'OBNL qui pourrait être créé aurait donc à s'assurer que le campus universitaire serve également de catalyseur économique et désenclave tout le quartier. L'Université de Montréal (UdeM) pourrait également décider de faire appel à un organisme déjà en place et dont l'expertise en planification, en développement et en gestion de pôles scientifiques et technologiques est reconnue. Dans le document, on mentionne le Technoparc Saint-Laurent et le Technopôle Angus.

«Ce n'est ni le rôle ni la compétence de l'université de se lancer dans la construction de rues et de toutes les infrastructures nécessaires au projet. Conséquemment, il y aura lieu de se doter d'une structure où tous les partenaires seront autour de la table et conviendront du mode de réalisation», a fait valoir Alexandre Chabot, vice-recteur adjoint de l'UdeM.

Le choix de créer une structure indépendante semble ne pas être étranger au dérapage immobilier et financier de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), question de s'assurer que les gouvernements ainsi que la Ville de Montréal, à titre de bailleurs de fonds, seront partie prenante au dossier et que tous connaissent ainsi le détail du projet et les risques qui y sont associés.

«Il est vrai qu'on a des difficultés budgétaires, mais il y a aussi un important déficit d'espace reconnu par le ministère de l'Éducation. [...] On est excessivement prudents et c'est pour ça qu'on discute avec les trois ordres de gouvernement avant de commencer quoi que ce soit», a souligné M. Chabot.

Ce dernier a toutefois indiqué qu'Ottawa tarde à confirmer sa participation financière (30 millions) au projet et que cela «devient problématique». Jusqu'à maintenant, Montréal a prévu une enveloppe de 60 millions sur une période de trois ans pour les infrastructures municipales (aqueduc, égouts, rues, éclairage, par exemple). Le gouvernement du Québec a déjà annoncé à l'automne 2006 l'octroi de 30 millions permettant, entre autres choses, la décontamination du sol.

L'UdeM souhaite que s'enclenchent les travaux dès l'été prochain. Il s'agira alors de déplacer la voie ferrée qui traverse au sud l'immense terrain pour qu'elle longe l'autre voie ferrée située au nord. La rue Beaubien serait prolongée et nécessiterait la construction d'un viaduc ferroviaire. De façon concomitante, l'excavation des sols pollués offrirait l'occasion d'installer les infrastructures souterraines.

Au cabinet du ministre fédéral des Transports, on affirmait mardi que le projet d'Outremont fait encore l'objet de discussions et qu'il n'y aura aucune annonce publique d'ici à ce que l'entente-cadre sur le programme d'infrastructures soit signée.

LE DEVOIR : UQAM: 70 programmes sur la «liste orange» : Fusion, alternance de l'offre et même abolition, tout est envisagé pour alléger le fardeau financier de l'université - Édition du vendredi 15 février 2008

Claïrandrée Cauchy

Le portrait des programmes qui pourraient faire les frais des difficultés financières de l'Université du Québec à Montréal commence à se préciser. Après une première analyse, une cinquantaine de programmes dont la viabilité est incertaine sont dans la mire. Il faudra toutefois attendre le dépôt du plan de redressement, reporté une nouvelle fois, pour connaître la liste définitive des programmes susceptibles de passer à la moulinette ou d'être restructurés.

On connaît maintenant la liste des programmes d'études sur lesquels le couperet du plan de redressement de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) pourrait s'abattre. Une cinquantaine de programmes présentent des «problèmes de viabilité sévères», selon une analyse effectuée par l'administration.

Aux 46 programmes comportant un risque sévère s'ajoutent 20 autres programmes qui présentent un «problème de viabilité modéré» et sept qui affichent un niveau «faible», selon la liste dont Le Devoir a obtenu copie.

On relève dans ce document plusieurs programmes en arts, tels le bac et la maîtrise en danse. La faculté des sciences humaines n'est pas en reste: on cible notamment les programmes de sciences des religions, les bacs en géographie, en philosophie, en enseignement des langues secondes, etc. Plusieurs diplômés d'études supérieures spécialisés dans différentes facultés sont aussi dans la ligne de tir.

La compilation effectuée par le Bureau de l'enseignement et de la recherche, communément appelée la «liste orange», a été distribuée il y a quel-



ques semaines pour commentaires aux doyens des facultés. Plusieurs ont plaidé en faveur de leurs programmes, ce qui a mené au retrait de certain d'entre eux de la liste, qui servira à l'élaboration du plan de redressement de l'université. «La liste a fondu», a assuré le responsable des communications de l'UQAM, Daniel Hébert, qui n'était toutefois pas en mesure de fournir une version plus récente de l'inventaire apparaissant dans la mire du plan de redressement. C'est la première fois que l'établissement procède ainsi à une révision exhaustive de ses quelque 300 programmes.

La première liste, qui comprend quelque 70 programmes «à risque», a été établie en prenant en compte le volume d'inscriptions à chacun des programmes au cours des cinq dernières années. Cette liste ne retient ni le nombre moyen d'étudiants par cours ni le coût réel du programme.

Selon les informations obtenues, la consultation des doyens auprès des responsables des programmes ciblés aurait été inégale et le procédé suscite un malaise. Certains d'entre eux rappellent que cette méthode tranche avec la façon de faire habituelle de l'UQAM, selon laquelle les évaluations des parcours de formation émanent

des professeurs réunis en comité de programme. On déplore la vision «comptable» qui sous-tend l'exercice en cours.

Plusieurs options

La direction de l'UQAM assure que les programmes ciblés ne seront pas nécessairement abolis. Certains pourraient faire l'objet d'une campagne promotionnelle destinée à favoriser le recrutement de nouveaux étudiants alors que d'autres pourraient être fusionnés avec des programmes similaires. «On peut aussi décider, compte tenu du peu d'intérêt et de la faible fréquentation, pour alléger la charge administrative, d'ouvrir le programme seulement un trimestre sur trois ou une année sur deux», a affirmé M. Hébert.

C'est seulement dans des «cas extrêmes» qu'on pourrait en venir à suspendre indéfiniment les admissions ou à fermer carrément des programmes, a assuré M. Hébert. Il a cependant tenu à rassurer les étudiants: «Si on décidait de suspendre les admissions ou de fermer des programmes, ceux qui sont déjà inscrits auraient la possibilité de finir leurs études.»

La perspective de la fermeture de certains programmes a par ailleurs été discutée hier lors de l'assemblée générale de l'Association facultaire

des étudiants en arts. Ces derniers ont toutefois renoncé à emboîter le pas à leurs collègues des sciences humaines en refusant de déclencher une grève générale. Ils suspendront néanmoins les cours le 21 février pour participer à une manifestation de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.

La compilation des programmes dont la viabilité est incertaine servira à la restructuration de l'offre de formation, qui s'inscrit dans le cadre du plan de redressement. Or ce plan tant attendu à la fin de l'automne dernier n'est toujours pas prêt. La direction de l'UQAM a indiqué hier qu'on ne sera pas en mesure de le présenter comme prévu lors de la séance extraordinaire du conseil d'administration, qui aura lieu mardi.

Le temps presse puisque le budget partiel autorisé par le réseau de l'Université du Québec arrive à échéance le 29 février. L'UQ avait en effet refusé d'adopter le budget annuel de l'UQAM en septembre dernier, préférant attendre que l'université fournisse un plan de redressement en bonne et due forme.

LE DROIT : Marois confirme le changement de cap du PQ - Le vendredi 15 février 2008

Charles Dubé

Le chef du Parti québécois (PQ), Pauline Marois, de passage à Gatineau, hier, a reconnu que son parti avait effectué un «changement de cap» et soutenait un dégel des droits de scolarité.

Elle a toutefois précisé qu'une telle mesure devait faire partie d'un plan plus large qui inclurait un réinvestissement important dans les universités et une politique stricte pour contrôler la hausse des frais afférents.

«Il faut un nouveau contrat social avec les étudiants, a-t-elle dit lors d'un point de presse hier après-midi à la suite d'une rencontre avec le maire Marc Bureau. Ils doivent payer plus, mais en contrepartie le gouvernement doit investir davantage.»

La chef péquiste a précisé qu'un contrat permettrait d'établir clairement la part que chacun, étudiant et gouvernement, doit payer dans l'éducation.

«Il faut trouver un moyen de réduire l'endettement étudiant. Il faut trouver un nouveau modèle pour le remboursement des dettes d'études», a-t-elle ajouté.

Interrogée sur ce qu'était une hausse raisonnable des droits de scolarité, la chef péquiste a refusé

de se prononcer, mais a suggéré «un certain rattrapage et de suivre l'inflation».

Contestation étudiante

Cette nouvelle direction du PQ a été dénoncée par une vingtaine d'étudiants de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et du cégep qui ont manifesté, en soirée, à l'entrée de la Maison du citoyen où se déroulait une activité de financement du parti à laquelle participait Mme Marois.

«Les députés du PQ ont été élus avec un mandat au dernière élection, a lancé le président de l'Association étudiante de l'UQO, Patrick Robert-Meunier. Ils se sont engagés à maintenir le gel des frais de scolarité et à réinvestir massivement en éducation.»

Quand on lui avait annoncé que M. Robert-Meunier, candidat péquiste défait dans la circonscription de Pontiac aux dernières élections, allait organiser une manifestation en soirée, Mme Marois avait paru peu impressionné, affirmant que c'était un droit en démocratie et que d'avoir un débat était une bonne chose.

«On aimerait mieux que ce soit plutôt un adversaire du parti qu'un ami du parti qui organise une manifestation», a-t-elle toutefois reconnu.

Bilinguisme

Le chef du PQ est revenu sur sa proposition de donnée des cours d'histoire et de géographie en anglais aux élèves québécois. Elle a répété s'être mal exprimée, assurant qu'elle ne voulait pas que les cours de bases dans ces matières soient donnés en anglais.

Elle a soutenu que l'enseignement d'une langue seconde, pas nécessairement l'anglais, était très important pour la réussite des enfants, mais qu'il ne devrait pas se faire avant la cinquième année. C'est à ce moment, selon elle, que certains cours pourraient être donnés dans cette langue seconde.

Elle a d'ailleurs reconnu la sensibilité de l'Outaouais en ce qui a trait au bilinguisme, estimant qu'il fallait des lois fortes pour y protéger la langue française.

Mme Marois a aussi estimé que la région demeurerait un endroit difficile pour son parti, mais elle croit que la percée du Bloc québécois à Gatineau, avec Richard Nadeau, pourrait changer la donne.

«Je crois qu'il est toujours imaginable qu'on puisse remporter des circonscriptions ici», a-t-elle déclaré.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Éducation : La ministre Courchesne serre la vis - Mise à jour: Vendredi 15 février 2008, à 06:06

Jean-Philippe Pineault

Les universités qui augmentent impunément la facture des étudiants par le biais de frais cachés de toutes sortes feront l'objet de pénalités du ministère de l'Éducation, a appris le *Journal*.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, annoncera ce matin que les établissements universitaires devront respecter certains barèmes jugés «acceptables» pour augmenter les différents frais afférents, comme les frais technologiques, de révision de notes et de documentation.

Pénalités

Les établissements qui ne se conformeront pas à cette politique seront soumis à des pénalités qui

seront directement prélevées à même les subventions qui leur sont dévolues par le ministère de l'Éducation. Les sommes ainsi prélevées iront dans un fonds afin d'octroyer des bourses aux étudiants.

Dans tous les cas, les universités pourront toutefois faire fides barèmes mis en place par le ministère de l'Éducation si elles s'entendent avec les étudiants.

Universités gourmandes

La nécessité de balises pour l'augmentation des frais afférents est devenue évidente à la fin janvier lorsque l'Université Laval a fait bondir de 200 % les frais technologiques exigés aux étudiants,

malgré une directive contraire de la ministre Courchesne.

En 15 ans, les universités québécoises ont augmenté en moyenne de 362 % les frais afférents. L'établissement universitaire le plus gourmand est l'Université McGill, qui exige cette année des frais afférents de 1124 \$, soit une augmentation de 576 % depuis 1993-1994.

Préférant attendre l'annonce de la ministre avant de commenter la nouvelle politique, le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Jean-Patrick Brady, s'est tout de même réjoui que le «gouvernement mette ses culottes» et encadre la facture des étudiants.

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Frais afférents : Augmentation limitée - Mise à jour le vendredi 15 février 2008 à 15 h 32

Plus d'info

Audio et Vidéo

[Les universités devront s'entendre avec les associations étudiantes, rapporte Richard Massicotte.](#)

[Québec veut encadrer les frais afférents universitaires, explique Catherine Kovacs.](#)

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a annoncé, vendredi matin, l'adoption d'une nouvelle politique qui encadre et limite l'augmentation des frais institutionnels, aussi appelés frais afférents.

À l'heure actuelle, ces frais varient considérablement d'une institution à l'autre. En effet, aux dires de la ministre Courchesne, l'écart entre les universités peut atteindre 1000 \$. L'objectif de cette politique consiste donc à réduire cette différence. Ainsi, à compter du mois d'avril, et ce, pour une période de trois ans, à moins qu'une entente n'intervienne entre la direction de l'université et

les associations étudiantes, la réglementation du ministère s'imposera. Suivant cette politique, les universités seront autorisées à augmenter annuellement les frais afférents jusqu'à concurrence de :

- 50 \$ dans les institutions qui exigent présentement moins que 500 \$;
- 25 \$ dans celles qui réclament entre 555 \$ et 699 \$;
- et 15 \$ dans les universités où les frais institutionnels excèdent 699 \$.

De cette façon, explique la ministre Courchesne, la hausse des frais afférents devrait se limiter à 2,7 % d'ici l'année scolaire 2010-2011.

En moyenne, les universités ont augmenté leurs frais afférents de 362 % en 15 ans.

Université Laval

L'Université Laval ne pourra donc pas augmenter les frais afférents autant qu'elle souhaitait le faire. La direction prévoyait augmenter de 200 % les frais afférents, dès l'automne 2008, pour financer la rénovation de son portail informatique. Cette majoration aurait fait grimper le montant de la facture à près de 100 \$ par année pour un étudiant à temps plein.

Aussi, bien qu'elle applaude cette nouvelle politique, la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) reste sur sa faim. « On pense que c'est un pas dans la bonne direction. Seulement, on considère encore que ce devrait être aux étudiants de décider si, oui ou non, ils acceptent l'augmentation de leurs frais », explique son président, Julien du Tremblay.

RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Frais de scolarité : Pauline Marois attendue par les étudiants - Mise à jour le vendredi 15 février 2008 à 14 h 12

Des étudiants de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) attendent de pied ferme la chef du Parti québécois, Pauline Marois, qui est de passage à Gatineau vendredi. Ils comptent manifester leur opposition à la hausse des frais de scolarité.

« C'est d'exiger que le PQ respecte son mandat et ses engagements en matière d'éducation. Parce que la réalité, c'est qu'à la dernière élection, le

Parti québécois a été élu, a fait élire 36 députés, sur la base du fait qu'il maintiendrait le gel des frais de scolarité, qu'il investirait 450 millions de dollars en éducation et qu'il bonifierait l'aide financière aux études », soutient le président de l'Association étudiante de l'UQO, Patrick-Robert Meunier. Il soutient que ces principes sont très importants pour son association.

Pauline Marois effectue sa première visite en Outaouais depuis qu'elle a été couronnée à la tête de son parti.

L'association étudiante de l'UQO compte faire part des mêmes revendications au chef de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Mario Dumont, s'il se présente à Gatineau.

CYBERPRESSE : Courchesne freine les frais afférents à l'université - Le vendredi 15 février 2008

Lia Lévesque, La Presse Canadienne, Montréal
L'augmentation des frais afférents dans les universités sera désormais limitée, tranche la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne.

La ministre a annoncé, vendredi, qu'elle encadrera désormais ces frais divers qui sont facturés aux étudiants, en plus des frais de scolarité, pour des services aussi variés que les droits d'auteur, la technologie et la rédaction de thèses.

Priorité sera donnée à une négociation entre l'association étudiante et l'université ou la faculté.

S'il n'y a pas entente entre les parties, l'augmentation des frais afférents qui sera autorisée par le ministère sera limitée à 50 \$ par année pour les universités qui facturaient moins de 555 \$ durant l'année scolaire 2006-2007, à 25 \$ pour les universités qui facturaient entre 555 \$ et 699 \$ et à 15 \$ pour les universités qui facturaient plus de 699 \$.

Actuellement, ces frais se situent en moyenne à 673 \$ par étudiant par année.

Toutefois, ils varient considérablement d'une université à l'autre et c'est à ces disparités que la ministre a voulu s'attaquer à prime abord.

C'est d'ailleurs pour cela, a-t-elle expliqué, qu'elle n'a pas voulu les geler tout simplement. Imposer un tel gel aurait tout simplement perpétué les écarts entre les universités.

De toutes ces institutions, c'est l'Institut national de recherche scientifique qui est le moins gourmand, avec des frais afférents annuels de 178 \$ en 2006-2007, suivi de l'Université du Québec à Rimouski avec 236 \$. Les trois universités les plus gourmandes sont les trois anglophones: Bishop avec 754 \$, Concordia

avec 865 \$ et McGill avec 1432 \$. L'Université de Montréal, par exemple, facturait cette année-là 522 \$ et l'Université Laval 622 \$.

La ministre a expliqué que les universités avaient commis l'erreur, au fil des ans, de voir ces frais comme un moyen de palier à leur sous-financement, alors que ces frais doivent servir à offrir des services aux étudiants. « Ça ne peut pas être une facture déguisée pour combler un financement des universités. L'étudiant, c'est un consommateur. Normalement, en vertu de la Loi sur la protection du consommateur, tu paies pour le service que tu dois avoir. Les universités - je ne les juge pas, mais c'est le choix qu'elles avaient fait - avaient choisi ça comme mode de financement. Aujourd'hui, on dit 'non, ce n'est plus ça'. »

La ministre a également l'intention de mieux définir ce que comprendront ces frais afférents.

Fait à noter, ces orientations ministérielles feront l'objet d'une consultation auprès du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études.

La mesure sera applicable à compter de la prochaine année scolaire, et ce, pour une durée de trois ans.

Les regroupements d'associations étudiantes universitaires n'ont pas réagi de la même façon.

Le plus important, la Fédération étudiante universitaire du Québec, y voit un pas dans la bonne direction. Son président Jean-Patrick Brady promet toutefois de garder les universités à l'oeil, puisqu'elles devront à prime abord négocier avec leurs associations étudiantes, tenter de s'entendre d'abord avec elles.

« On a toujours l'espoir que quand un gouvernement met une politique sur la table, ce n'est pas une politique fantôme. Alors nous, on va regarder les choses aller. On va regarder les premiers processus de médiation, quand ça s'appliquera. On va être très vigilants, très, très vigilants, parce que c'est très bureaucratique, très structuré. Ça peut être compliqué à mettre en application. Et on ne voudrait surtout pas que ce processus-là serve aux administrations universitaires et au ministère pour se décharger de la preuve et dire 'on a consulté les étudiants et, finalement, ça a donné ça'. »

Du côté de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), on continue de trouver ces frais inacceptables, par principe.

L'ASSE estime que ces frais sont une preuve de sous-financement chronique dont souffrent les universités. Donc, un simple encadrement de ces futures augmentations de frais ne changera rien au problème de fond, estime l'ASSE.

Du côté de l'opposition péquiste, la porte-parole pour ces dossiers, Marie Malavoy, y voit un recul du gouvernement, qui avait promis un vrai encadrement des frais afférents, puis une loi. Or, il s'agit plutôt d'un simple règlement, et d'une durée limitée à trois ans.

Un peu comme l'ASSE, Mme Malavoy souligne que « ces frais de service ont poussé comme des champignons, ces dernières années. Un facteur important qui l'explique est le sous-financement des universités. L'encadrement proposé ne corrige pas ce problème criant », a-t-elle déploré.

CYBERPRESSE : Dégel des droits de scolarité: Marois s'explique - Le vendredi 15 février 2008

Presse Canadienne

Gatineau



La chef du Parti québécois (PQ), Pauline Marois, a défendu le fait que son parti avait effectué un «changement de cap» et soutenait maintenant un dégel des droits de scolarité.

De passage à Gatineau, vendredi, elle a toutefois précisé qu'une telle mesure devait faire partie d'un plan plus large qui inclurait un réinvestissement important dans les universités et une politique stricte pour contrôler la hausse des frais afférents.

«Il faut un nouveau contrat social avec les étudiants, a-t-elle dit lors d'un point de presse vendredi après-midi à la suite d'une rencontre avec le maire de Gatineau Marc Bureau. Ils doivent payer plus, mais en contrepartie le gouvernement doit investir davantage.»

La chef péquiste a précisé qu'un contrat permettrait d'établir clairement la part que chacun, étudiant et gouvernement, doit payer dans l'éducation.

«Il faut trouver un moyen de réduire l'endettement étudiant. Il faut trouver un nouveau modèle pour le remboursement des dettes d'études», a-t-elle ajouté.

Interrogée sur ce qu'était une hausse raisonnable des droits de scolarité, la chef péquiste a refusé de se prononcer, mais a suggéré «un certain rattrapage et de suivre l'inflation».

Cette nouvelle direction du PQ a été dénoncé par une vingtaine d'étudiants de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et du cégep qui ont manifesté, en soirée, à l'entrée de la Maison du citoyen où se déroulait une activité de financement du parti à laquelle participait Mme Marois.

«Les députés du PQ ont été élus avec un mandat au dernière élection, a lancé le président de l'Association étudiante de l'UQO, Patrick Robert-Meunier. Ils se sont engagés à maintenir le gel des frais de scolarité et à réinvestir massivement en éducation.»

Quand on lui avait annoncé que M. Robert-Meunier, candidat péquiste défait dans la circonscription de Pontiac aux dernières élections, allait organiser une manifestation en soirée, Mme Marois a paru peu impressionné, affirmant que c'était un droit en démocratie et que d'avoir un débat était une bonne chose.

«On aimerait mieux que ce soit plutôt un adversaire du parti qu'un ami du parti qui organise une manifestation», a-t-elle toutefois reconnu.

Bilinguisme

La chef du PQ est revenue sur sa proposition de donner des cours d'histoire et de géographie en anglais aux élèves québécois. Elle a répété s'être mal exprimée, assurant qu'elle ne voulait pas que les cours de bases dans ces matières soient donnés en anglais.

Elle a soutenu que l'enseignement d'une langue seconde, pas nécessairement l'anglais, était très important pour la réussite des enfants, mais qu'il ne devrait pas se faire avant la cinquième année. C'est à ce moment, selon elle, que certains cours pourraient être donnés dans cette langue seconde.

Elle a d'ailleurs reconnu la sensibilité de l'Outaouais en ce qui a trait au bilinguisme, estimant qu'il fallait des lois fortes pour y protéger la langue française

Mme Marois a aussi estimé que la région demeurerait un endroit difficile pour son parti, mais elle croit que la percée du Bloc québécois à Gatineau, avec Richard Nadeau, pourrait changer la donne.

«Je crois qu'il est toujours imaginable qu'on puisse remporter des circonscriptions ici», a-t-elle déclaré.

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Prêts et bourses : Les étudiants reprennent leur bâton de pèlerin - Mise à jour le jeudi 14 février 2008 à 17 h 31

Les associations étudiantes reprennent leur combat pour obtenir un meilleur soutien financier aux études supérieures.

Une vingtaine d'étudiants des cégeps de Rivière-du-Loup et de Rimouski se sont rendus jeudi après-midi au bureau régional du ministre Claude Béchard pour faire part de leurs revendications.

Les étudiants estiment que le régime québécois d'aide financière aux étudiants ne répond plus aux besoins actuels. Ils soulignent que le manque de moyens financiers est la principale cause d'abandon des études supérieures, et ce, tant chez les étudiants qui reçoivent un soutien financier que

chez les exclus du programme de prêts et bourses.

Plus de 40 % des parents des étudiants qui n'ont pas accès au programme sont incapables d'accorder l'aide estimée par le ministère de l'Éducation.

La Fédération étudiante collégiale du Québec demande un rehaussement du seuil de revenu annuel à partir duquel les parents doivent commencer à contribuer aux études de leur enfant. Ce seuil de 30 000 \$ est trop bas, estime la présidente de la Fédération, Geneviève Bond-Roussel. « Il y a énormément d'étudiants qui sont tout simplement exclus du système et qui ne peuvent pas

être aidés par leurs parents. On parle ici de toute la classe moyenne », indique-t-elle.

La Fédération propose de fixer un seuil de revenu parental à 45 000 \$ par année, selon la recommandation du comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, qui relève du ministère de l'Éducation.

Les étudiants réclament de plus l'indexation annuelle de l'aide financière. Au cours des 13 dernières années, les étudiants ont eu droit à seulement quatre années d'indexation. La Fédération estime que les étudiants ont ainsi perdu 40 millions de dollars.

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les professeurs poursuivent les moyens de pression - Mise à jour le mercredi 13 février 2008 à 17 h 58

Plus d'info
Nouvelles

[La situation s'envenime](#)

Les professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) ont tenu une journée de grève mercredi dans le cadre du litige qui les oppose à la direction de l'établissement. Les professeurs réclament notamment une hausse salariale et une augmentation du nombre d'enseignants.

Mercredi matin, une cinquantaine de personnes se trouvaient sur les piquets de grève.

La semaine dernière, le syndicat des professeurs a annoncé qu'il tiendrait une journée de grève tous les mercredis de 8 h 30 à 22 h 15 jusqu'à l'obtention d'un accord de principe entre les parties. Il s'agit de l'une des journées les plus achalandées à l'UQTR. Près de 2700 étudiants assistent à des cours donnés par des professeurs.

Mardi, le syndicat des professeurs a écrit une lettre au recteur de l'UQTR, Ghislain Bourque, pour dénoncer le fait que les étudiants reçoivent des explications sur les enjeux du litige, mais pas les professeurs.

Un débrayage est aussi prévu jeudi après-midi.

LE DEVOIR : Les étudiants de l'UdeM partagent les idées des jeunes adéquistes - Édition du mercredi 13 février 2008

Clairandree Cauchy

Des militants étudiants et la Commission des jeunes de l'ADQ sont sur la même longueur d'onde quant aux modifications à apporter à l'aide financière aux études.

La Commission des jeunes de l'ADQ (CDJ-ADQ) réclame l'indexation de l'aide financière aux études, l'abandon de la prise en compte des pensions alimentaires dans le calcul de l'aide, un dé plafonnement du montant que les étudiants peuvent accumuler en revenu de travail sans être pénalisés. Les jeunes adéquistes plaident également en faveur d'un réinvestissement de 400 millions dans l'éducation postsecondaire.

Ces mesures ont valu aux adéquistes les félicitations d'une des plus importantes associations étudiantes, soit la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM). Dans un communiqué, la FAECUM a salué le «discernement» dont a fait preuve la Commission des jeunes de l'ADQ.

Pourtant, les jeunes adéquistes réclament du même souffle une indexation automatique des droits de scolarité, critiquant au passage la hausse de 30 % sur cinq ans décrétée par le gouvernement libéral. «C'est normal qu'il y ait une hausse, mais celle annoncée par le gouvernement Charest ne s'inscrit pas dans une perspective à long terme. Nous préférons l'indexation. Comme

cela, au moins, il n'y aurait pas de surprise pour les étudiants», fait valoir la présidente de la CDJ-ADQ, Catherine Goyer.

Si elle vantait dans son communiqué la position adéquiste sur l'aide financière, la FAECUM marque cependant son désaccord lorsqu'il est question des droits de scolarité, puisqu'elle prône plutôt un gel.

La présidente de la FAECUM, Julie Bouchard, note cependant que les porteurs politiques de l'idée d'un gel des droits de scolarité se font rares depuis que le Parti québécois a soutenu qu'il maintiendrait la hausse décrétée par les libéraux, rompant avec sa position traditionnelle en faveur d'un gel des droits. «D'un point de vue très objec-



LE SOLEIL : L'Université d'Ottawa dans les plates-bandes de Laval - Le mardi 12 février 2008

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

La concurrence entre les universités ne manque pas de dents. L'Université d'Ottawa se paye même une campagne d'affichage à Québec pour convaincre les diplômés de venir faire leur maîtrise ou leur doctorat chez elle plutôt qu'à l'Université Laval.

C'est la première fois que l'université ontarienne, de taille comparable à Laval, dépense quelques dizaines de milliers de dollars pour montrer ses couleurs dans la capitale, à coups de panneaux sur les autobus, les aubus et le long de plusieurs artères.

L'Université d'Ottawa est confiante de convaincre plusieurs Québécois de déménager à cinq heures de route vers l'ouest pour poursuivre leurs études. «On n'y serait pas si on n'y croyait pas», résume Paul Boulton, directeur du marketing.

La campagne de publicité avait fait des merveilles l'an dernier à Montréal; les demandes d'inscription pour Ottawa y sont passées de 100 à 300.

Offrant une grande variété de programmes bilingues et beaucoup de possibilités pour les chercheurs, Ottawa pense pouvoir répéter l'exploit à Québec, même si l'Université Laval a le plus haut taux de rétention des étudiants.

À l'heure actuelle, le tiers des 4600 étudiants aux cycles supérieurs de l'Université d'Ottawa sont francophones. «Le gouvernement ontarien nous a demandé d'attirer beaucoup plus d'étudiants à la maîtrise», explique Gary Slater, doyen à la faculté des études supérieures. «On veut le faire notamment en amenant plus d'étudiants francophones.»

L'UL ne réplique pas

L'Université Laval n'a pas l'intention de répondre par la bouche de ses canons et de s'afficher à

Ottawa ou dans le métro de Montréal, comme la plupart des universités le font.

Il faut dire qu'elle cible davantage l'est du Québec, avec de l'affichage sur des panneaux près des cégeps et à l'intérieur des établissements.

L'Université Laval se glisse aussi à l'intérieur des agendas des cégépiens, dans les journaux étudiants et gravite sur le Web.

«L'affichage est plus intense ces temps-ci à cause de l'augmentation du contexte de concurrence entre les universités», convient Martin Boucher, responsable des communications Web et de la publicité à l'Université Laval. «Mais c'est extrêmement coûteux de faire une campagne d'affichage, par exemple à Montréal, à cause de la densité de population.»

THE GAZETTE : Quebec universities are on an ego-fuelled building spree : Gatineau school intends to build new campus in St. Jérôme – Tuesday, February 12, 2008

HENRY AUBIN

You'd think that after the Université du Québec à Montréal's follies, the Charest government would have learned to rein in universities' empire-building. On the contrary.

The Université du Québec en Outaouais is picking up UQAM's failing torch. The Gatineau institution plans to build a new campus in St. Jérôme of all places – the latest chapter in an expansionist orgy by universities in the Montreal region. It says it is confident of getting the Ministry of Education's green light.

There the two kinds of real-estate carousings. One is by Montreal-based universities in the city itself. After building one and a half of its two planned campuses downtown, UQAM discovered that it was hundreds of millions of dollars in the hole and stopped. Undeterred, the Université de Montréal is sailing on with its plans for a utopian billion-dollar campus in Outremont. It's not U de M's money.

Meanwhile, all the demographic projections suggest there will not be enough studentage Quebecers in the foreseeable future to justify this scale of growth. Institutional prestige seems to be the priority.

The other type of indulgence often involves remote universities. The Université du Québec en Outaouais lusts to belong to this group. Stalwart members include Université de Sherbrooke, whose Longueuil campus is 150 kilometres from home. It also has another campus in Ste. Thérèse,

190 kilometres away. Then there's Université Laval, which has a couple of rented installations in downtown Montreal – these, 260 km from base, earn that university the long-distance prize.

In such company, the Université du Québec en Outaouais's adventure seems almost modest. St. Jérôme is just 180 km from the institution's Gatineau home.

Other examples of this trend: Both UQAM and U de M have campuses in Laval and Longueuil.

What's driving all this is the Quebec government's peculiar manner of funding universities. It subsidizes the schools on the basis of their number of students. So, to build up enrolment at a time of poor population growth, universities feverishly beat the bushes, often stealing students from each other.

This makes no sense for taxpayers. Universities plead for more provincial funding. They say that, as a group, they need about \$400 million more a year just to reach the average funding for Canadian universities. Quebec insists it doesn't have the money. Yet it does find the money for this bricks-and-mortar adventurism.

In the case of the St. Jérôme campus, the university says it can't estimate the cost yet since it has yet to receive bids from contractors. But the sum should be significant. The plan calls for 10,000 square metres of floor space, the equivalent of two football fields. And then there are the operating costs – all those teachers and staff.

The excuse is that residents of suburbs won't have to come into the city to attend class. Yet the province recently built a commuter-rail line to St. Jérôme. It also has built metros to Laval and Longueuil. All this should make it easier for students to come into the city for class.

It is taxpayers who are being taken for the ride. My column last Thursday suggested that the generation of Quebecers today aged roughly 15 to 30 had fewer problems than the preceding generation. A series of articles ("Troubled Times") by another journalist in The Gazette over the weekend described members of the same generation as suffering from depression, anxiety and a host of other grim difficulties. Contradiction? No. My column presented hard data showing a decline in the rates for suicide, overall crime, dropping out, drug use, alcohol abuse and abortions. Births – often a sign of confidence – are up.

The weekend articles had no evidence showing worsening conditions in Quebec. The articles' outlook was more impressionistic than empirical. Indeed, they quoted several experts as saying they are unsure whether or not the rate of mental problems is actually increasing.

This isn't to suggest the problems that the articles described are not terribly serious and real. They are. But generations are not monolithic. Many young people have troubles – too many. But the overall trend seems positive.

LE DEVOIR : Course à la clientèle - L'Université du Québec en Outaouais construira un pavillon... à Saint-Jérôme - Édition du lundi 11 février 2008

Clairandrée Cauchy

L'étalement des universités québécoises sur le territoire se poursuit de plus belle. L'Université du Québec en Outaouais (UQO) a lancé la semaine dernière un appel d'offres pour la construction d'un nouveau pavillon universitaire à Saint-Jérôme.

Le nouveau pavillon, qui devrait coûter plus de cinq millions, serait construit en mode de partenariat public-privé. «On se base sur le type de partenariat auquel a eu recours l'Université du Québec à Rimouski pour construire son pavillon à Lévis. Nous signerions un bail emphytéotique de 25 ans, après quoi l'université deviendrait pro-

priétaire», explique le responsable des communications de l'UQO, Jean Boileau.

Le promoteur, qui sera sélectionné à la suite de l'appel d'offres qui se terminera en avril prochain, devra fournir les services de gestion, d'entretien et de surveillance du nouveau campus pendant 25 ans.

L'UQO offre déjà des formations à Saint-Jérôme depuis plusieurs années dans les locaux du cégep de Saint-Jérôme, par l'entremise du Centre d'études universitaires des Laurentides (CEUL). «Nous accueillons déjà 700 étudiants et nous prévoyons presque doubler la clientèle d'ici 2009», précise M. Boileau. La région des Laurentides connaît une

des plus fortes croissances démographiques au Québec.

Les étudiants des Laurentides peuvent notamment s'inscrire au CEUL dans des programmes de baccalauréat en enseignement primaire, en psychoéducation, en sciences infirmières et en travail social. Une maîtrise en psychoéducation s'ajoute également en 2008.

L'École nationale d'administration publique (ENAP) étend elle aussi son rayon d'action dans les Laurentides, offrant ce printemps un programme de Diplôme d'études supérieures spécialisées en administration publique pour les gestionnaires.



Selon le devis de l'appel de propositions, le nouveau pavillon devrait être d'une superficie de 1000 mètres carrés, comprendre des salles de classes, une bibliothèque, des bureaux ainsi qu'une salle d'entraînement.

Le document précise par ailleurs que l'UQO devra obtenir les autorisations ministérielles et le financement nécessaires, avant d'accepter toute proposition d'un promoteur. Au ministère de l'Éduca-

tion, on précise que le projet est toujours à l'étude.

L'Université de Montréal à Laval

Signe que la course aux clientèles est vive, la plupart des universités construisent de nouveaux pavillons par les temps qui courent, dont plusieurs débordent de leur bassin de recrutement naturel. L'Université de Montréal s'approprierait en effet à lancer un projet de construction d'un pavillon à Laval, ce qui lui permettrait de quadrupler le

nombre de ses étudiants en équivalent temps plein qui étudient dans cette ville de banlieue, selon les données publiées récemment dans La Presse.

L'Université de Sherbrooke est elle aussi en pleine expansion, avec la construction de son campus de Longueuil qui bat son plein. L'Université du Québec à Rimouski a quant à elle inauguré récemment un nouveau pavillon à Lévis, sur la rive-sud dans la région de Québec.

LE DEVOIR : En bref - Grève tournante à l'UQTR - Édition du lundi 11 février 2008

Devoir Le

Les professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) ont annoncé vendredi qu'ils débraieront tous les mercredis, à compter du 13 février, dans l'espoir de faire débloquer les négoc-

iations pour le renouvellement de leur convention collective.

Une autre demi-journée de grève par semaine pourrait s'ajouter, et ce, au moment qui sera déterminé par le comité exécutif. Les professeurs demandent l'embauche d'une quarantaine de

nouveaux professeurs ainsi qu'un rattrapage salarial de 15 % sur cinq ans, en plus des 2 % prévus par Québec pour les indexations salariales de 32 ans les subventions aux universités. Une nouvelle rencontre de négociation est prévue aujourd'hui en présence d'une conciliatrice.

CYBERPRESSE : UQTR: Les profs seront en grève les mercredis jusqu'à la signature d'un accord - Le vendredi 08 février 2008

La Presse Canadienne, Trois-Rivières

Le conflit entre les professeurs et la haute direction de l'UQTR se corse.

Le syndicat a annoncé, vendredi, qu'il tiendra une journée et demie de grève à compter du 12 février et qu'il tiendra par la suite une journée de grève tous les mercredis, de 8 h 30 à 22 h 15, jusqu'à la signature d'un accord de principe entre les parties.

Le président de l'Association générale des étudiants, Jonathan Fortier, ne cachait pas son inquiétude, vendredi.

«C'est certain que ça va pénaliser les étudiants du mercredi», a-t-il dit.

L'AGE a calculé que le mercredi est d'ailleurs la plus grosse journée de la semaine à l'UQTR. Il y a

entre 100 et 120 activités de cours qui seraient annulées, a ajouté M. Fortier.

«Certains cours pourraient être pénalisés à répétition», a-t-il expliqué.

Le président du syndicat, Michel Volle, se dit très conscient de la portée du geste du syndicat.

«C'est la façon de mettre en danger la session pour les étudiants en frappant sur une seule journée.

C'est malheureux pour ceux-là mais en même temps, c'est la façon la plus efficace en limitant un peu le nombre de journées de grève parce qu'on peut difficilement se mettre en grève cinq journées par semaine.»

Michel Volle estime qu'à ce stade, il revient aussi aux étudiants de les aider à faire en sorte que la

direction bouge, «parce que si la direction ne veut pas négocier, qu'est-ce qu'on peut faire? Alors, eux peuvent au moins exercer de la pression de leur côté pour qu'ils (les dirigeants) négocient».

Pour l'instant, a ajouté M. Fortier, l'AGE préfère se limiter à lancer un appel «à la maturité» aux deux parties afin «de négocier rapidement et de bonne foi.

«Je ne crois pas que ce soit le moment pour l'instant pour les étudiants de rentrer dans le conflit.»

Le conseil d'administration de l'AGE doit se réunir le 17 février.

CYBERPRESSE : Augmentation des étrangers et des jeunes adultes dans les universités - Le jeudi 07 février 2008

Presse Canadienne, Montréal

Les étrangers et les jeunes adultes ont contribué à l'augmentation du nombre d'étudiants inscrits dans les universités canadiennes au cours de l'année scolaire 2005-2006. Statistique Canada évalue à 1 047 700 le nombre d'étudiants inscrits à des cours. C'est une hausse de trois pour cent par rapport à 2004-2005, année scolaire où le nombre d'étudiants inscrits a franchi la barre du million pour la première fois.

Comme les années précédentes, la hausse enregistrée en 2005-2006 était attribuable essentiellement aux étudiants âgés de 18 à 24 ans. Leur

nombre s'est accru de 2,8 pour cent, pour s'établir à un peu plus de 673 000. Ces jeunes adultes représentaient 64 pour cent des inscriptions totales.

En outre, 80 200 étudiants venant d'autres pays se sont inscrits à des programmes dans les universités canadiennes. La hausse est de six pour cent par rapport à l'année précédente. Ils représentaient 7,7 pour cent de l'effectif total. La moitié d'entre eux étaient originaires d'Asie. À l'échelon provincial, l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec ont attiré près de 78 pour cent des étudiants étrangers.

Il y a eu une hausse des inscriptions à temps plein dans six provinces. Au Québec, on a enregistré une hausse de 2,2 pour cent. Au Nouveau-Brunswick, les effectifs à temps plein ont augmenté d'un pour cent. Le Québec et les trois provinces maritimes ont par ailleurs enregistré une baisse des inscriptions à temps partiel.

Les femmes continuent d'être plus nombreuses que les hommes, surtout au premier cycle. Les étudiantes représentaient 58 pour cent de toutes les inscriptions, proportion qui est demeurée stable depuis 2001.

Communiqués

Effectifs universitaires

2005-2006

Le nombre d'étudiants inscrits dans les universités canadiennes a atteint un chiffre record pour une cinquième année consécutive au cours de l'année scolaire 2005-2006. Cette situation est attribuable à l'augmentation continue du nombre d'étudiants étrangers et du nombre de jeunes adultes canadiens inscrits.

On évalue à 1 047 700 le nombre d'étudiants inscrits à des cours, en hausse de 3,0 % par rapport à 2004-2005, année scolaire où le nombre d'étudiants inscrits a franchi la barre du million pour la première fois grâce, entre autres facteurs, à la double cohorte de l'Ontario. Cependant, cet accroissement de 3,0 % était le deuxième taux de croissance le plus lent observé au cours de cette décennie.

(Les données sur le nombre d'étudiants inscrits en Saskatchewan sont incomplètes. Les données de l'Université de Regina n'étaient pas offertes. Par conséquent, les données à l'échelle nationale sont légèrement sous-estimées par rapport au chiffre réel.)

Comme les années précédentes, la hausse enregistrée en 2005-2006 était attribuable essentiellement aux étudiants âgés de 18 à 24 ans, dont le nombre s'est accru de 2,8 % pour s'établir à un peu plus de 673 000. Ces jeunes adultes représentaient 61 % de la hausse enregistrée en 2005-2006. Ils représentaient aussi 64 % des inscriptions totales, comparativement à la proportion de 59 % observée 10 ans plus tôt.

Les effectifs universitaires, qui connaissaient un déclin au milieu des années 1990, ont commencé à remonter vers la fin de la décennie. Ce changement est surtout attribuable à l'augmentation du nombre d'étudiants âgés de 18 à 24 ans, dont le taux de croissance a dépassé celui des effectifs totaux.

Entre 1998-1999 et 2005-2006, les étudiants âgés de 18 à 24 ans ont été à l'origine des trois quarts de la hausse du nombre total d'inscriptions, ce qui est probablement attribuable à la génération de l'écho-boom, formée des personnes nées entre 1980 et 1995.

En outre, un nombre sans précédent de 80 200 étudiants venant d'autres pays se sont inscrits à des programmes dans les universités canadiennes en 2005-2006, en hausse de 6,0 % par rapport à l'année précédente. Ils représentaient 7,7 % de l'effectif total, soit presque le double de leur proportion enregistrée il y a 10 ans. La moitié d'entre

Note aux lecteurs

Les données sur les effectifs universitaires pour 2005-2006 sont tirées des renseignements du Système d'information sur l'enseignement postsecondaire (SIEP), anciennement appelé Système d'information amélioré sur les étudiants, et du Système d'information statistique sur la clientèle universitaire (SISCU).

Avant l'adoption du SIEP, la classification du SISCU pour le codage des domaines d'études universitaires était utilisée. Les données sur le domaine d'étude ont été codées selon la nouvelle Classification des programmes d'enseignement (CPE). On peut obtenir sur demande des tables de conversion entre les deux systèmes. Pour les établissements du Québec, les codes de la CPE attribués aux programmes sont sujets à révision.

Les données sur le niveau des programmes, ainsi que sur le statut d'immigration et le pays de citoyenneté, ont été codées selon la nouvelle classification du SIEP. Des tables de conversion sont également offertes pour ces variables.

Les données chronologiques sur les effectifs débutant en 1992-1993 ont été converties en utilisant les définitions de variables et les jeux de codes du SIEP afin de maintenir la continuité historique des séries statistiques.

Pour les fins de ce communiqué, un étudiant étranger est défini comme un étudiant non canadien qui ne possède pas le statut de «résident permanent» et qui a dû obtenir l'autorisation du gouvernement canadien pour entrer au Canada avec l'intention de poursuivre des études.

Le rapprochement des données de 2005-2006 de la Thompson Rivers University n'est pas encore terminé. Le nombre d'étudiants inscrits dans certaines universités est une estimation.

eux étaient originaires d'Asie, les étudiants de Chine représentant 46 % des étudiants asiatiques.

De plus, on a continué de ressentir les effets de la double cohorte de l'Ontario, qui a eu une incidence marquée sur les effectifs au cours de l'année scolaire 2003-2004. Les inscriptions ont bondi de 6,4 % cette année-là, soit la plus forte hausse observée en 28 ans.

En 2002-2003, deux cohortes d'étudiants ont terminé leurs études secondaires en Ontario en même temps, en raison de l'élimination de la 13^e année (cours préuniversitaire de l'Ontario) dans le programme d'études.

Les femmes continuent d'être plus nombreuses que les hommes, surtout au premier cycle

Les femmes étaient toujours beaucoup plus nombreuses que les hommes dans les universités canadiennes, et le rythme de croissance de leurs inscriptions a rebondi en 2005-2006.

Au total, 604 900 femmes étaient inscrites à des cours, en hausse de 3,1 % par rapport à l'année scolaire précédente, tandis que le nombre d'hommes

inscrits s'établissait à 442 400, en hausse de 2,8 %. L'augmentation du nombre d'inscriptions chez les hommes avait été légèrement plus élevée l'année précédente.

Les étudiantes représentaient 58 % de toutes les inscriptions, proportion qui est demeurée stable depuis 2001. Il s'agit d'une augmentation par rapport à la proportion de 56 % observée en 1995-1996 et à celle de 51 %, en 1985-1986.

Le nombre d'étudiants au premier cycle s'est établi à 803 500, en hausse de 2,1 % par rapport à l'année scolaire précédente et de 22 % par rapport à 1995-1996. Un peu plus de 90 % de cette croissance était attribuable aux inscriptions à temps plein.

Au premier cycle, le nombre d'inscriptions chez les hommes a connu une légère progression de 2,2 % en 2005-2006, comparativement à 2,0 % chez les femmes. Ces dernières représentaient un peu plus de 55 % de l'augmentation totale.

Quelque 94 000 étudiants étaient inscrits à un programme de maîtrise en 2005-2006, en hausse de moins de 1 % par rapport à l'année précédente, et de presque 33 % comparativement à 10 ans auparavant. Les femmes ont représenté environ 53 % des inscriptions au programme de maîtrise, proportion qui est demeurée relativement stable au cours de la dernière décennie.

Les inscriptions au doctorat ont grimpé de 6,1 % pour s'établir à 36 700 en 2005-2006. Il s'agit de la plus forte hausse des inscriptions en pourcentage observée parmi les différents programmes menant à un grade, ce qui comprend les programmes du baccalauréat et de la maîtrise.

Les hommes sont toujours plus nombreux que les femmes dans les programmes menant à l'obtention d'un doctorat, mais leur proportion décline parce que le rythme de croissance de leurs inscriptions a diminué. En 2005-2006, les hommes représentaient encore 54 % des inscriptions au doctorat, ce qui représente malgré tout une baisse comparativement à la proportion de 61 % enregistrée en 1995-1996.

Les effectifs d'étudiants à temps plein atteignent un sommet

Le nombre d'étudiants à temps plein dans les universités s'est accru de 2,8 % en 2005-2006, ayant atteint un autre niveau record de 781 300.

Il y a eu une hausse des inscriptions à temps plein dans six provinces en 2005-2006. La hausse de 16 % des inscriptions en Colombie-Britannique s'explique par le passage de deux établissements du secteur collégial au secteur universitaire en 2005-2006. Les autres plus importants accroissements ont été enregistrés en Ontario (+4,5 %), suivi du Québec (+2,2 %) et de l'Alberta (+1,9 %). Les autres provinces ayant affiché

une augmentation des inscriptions à temps plein sont le Nouveau-Brunswick et le Manitoba. (Là encore, les données excluent la Saskatchewan.)

La plus forte baisse des inscriptions à temps plein a été enregistrée à l'Île-du-Prince-Édouard (-2,9 %), suivie de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Nouvelle-Écosse, qui ont chacune connu une baisse inférieure à 1 %.

Le nombre d'inscriptions à temps partiel dans les universités a grimpé de 3,3 % pour atteindre 266 400. La hausse la plus marquée a été observée à Terre-Neuve-et-Labrador (+6,3 %). Le Québec et les trois provinces Maritimes ont enregistré une baisse des inscriptions à temps partiel.

Étudiants étrangers : plus des trois quarts vont en Ontario, en Colombie-Britannique et au Québec

La hausse d'environ 4 500 inscriptions d'étudiants étrangers observée dans les universités en 2005-2006 a représenté 15 % de la croissance totale des inscriptions à l'université, comparativement à environ 22 % l'année précédente.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette hausse continue du nombre d'inscriptions d'étudiants étrangers. Au nombre de ceux-ci figurent la forte croissance économique dans les principaux pays asiatiques, comme la Chine, les nouvelles stratégies de marketing des universités pour contrecarrer la concurrence des autres pays, les changements dans les politiques d'immigration, et les ententes des provinces avec d'autres pays pour attirer les étudiants étrangers.

À l'échelon provincial, l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec ont attiré près de 78 % des étudiants étrangers. En chiffre, les augmentations les plus marquées des effectifs d'étudiants étrangers ont été enregistrées en Ontario, où l'accroissement a été de 1 400 étudiants, et en Colombie-Britannique, qui a connu une augmentation de 2 500 étudiants.

Les étudiants asiatiques ont été à l'origine de la plus grande partie de la hausse totale du nombre d'étudiants étrangers. Les inscriptions des étudiants originaires de la Chine se sont accrues de 7 % pour atteindre un sommet de 19 200. La hausse du nombre d'étudiants originaires de Chine correspond à 28 % de l'augmentation des étudiants étrangers inscrits.

Les universités canadiennes ont aussi continué d'accueillir bon nombre d'étudiants de l'Inde, de la Corée du Sud, du Japon et de Hong-Kong, dont les ressortissants ont continué d'augmenter en 2005-2006.

Depuis 1999, les femmes ont constitué environ 45 % des étudiants étrangers. En 1992, cette proportion était d'environ 39 %.

Il y a eu une hausse des inscriptions d'étudiants étrangers dans tous les domaines d'études sauf deux. La plus forte baisse, de près de 4 %, a été enregistrée

dans le domaine des mathématiques, de l'informatique et des sciences de l'information.

Dans les autres domaines d'études, le nombre d'inscriptions a augmenté. Le taux de croissance a été plus fort que l'année précédente dans trois domaines, à savoir l'éducation, les sciences humaines, et la santé, les parcs, la récréation et le conditionnement physique.

Le secteur des sciences humaines est à l'origine de la plupart des nouvelles inscriptions

Les sciences humaines ont enregistré la croissance la plus rapide de tous les domaines d'études, ayant connu une hausse de 6,4 %. En 2005-2006, on comptait 161 100 étudiants en sciences humaines, en hausse de presque 10 000 étudiants par rapport à 2004-2005.

Le nombre d'étudiants inscrits en sciences sociales et de comportements, et en droit, a atteint un sommet de 182 800, en hausse de 6 400 par rapport à l'année scolaire précédente. Cette hausse est plus forte que celle du commerce, de la gestion et de l'administration publique pour la troisième fois depuis 2002. Les inscriptions en commerce, gestion et administration publique ont atteint 169 300, en hausse de 4 200 par rapport à 2004-2005.

Les trois principaux domaines d'études selon le nombre d'étudiants, soit sciences sociales et de comportements et droit, commerce, gestion et administration publique, et sciences humaines, ont représenté près de la moitié (49 %) de l'ensemble des inscriptions.

Le nombre d'étudiants dans le domaine de la santé, des parcs, de la récréation et du conditionnement

physique a dépassé pour la première fois le seuil des 100 000 pour atteindre 104 200, ayant affiché une hausse annuelle de 5,9 %.

Les inscriptions ont reculé dans trois secteurs : les mathématiques, l'informatique et les sciences de l'information; les services personnels, de protection et de transport; et l'architecture, le génie et les technologies connexes.

Le déclin des mathématiques, de l'informatique et des sciences de l'information suit la même tendance à long terme. Seulement 36 600 étudiants se sont inscrits dans ce domaine, en baisse de 9,9 % par rapport à 2004-2005. Il s'agit d'un total nettement inférieur au sommet de 46 000 atteint en 2001-2002. Ce domaine représentait seulement 3,5 % des inscriptions totales en 2005-2006, soit la proportion la plus faible depuis 1992.

Données stockées dans CANSIM : tableau 477-0013.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5017.

Des tableaux de données sont aussi accessibles à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7608 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-4441.

□

Effectifs universitaires selon le régime d'études

	1999-2000	2003-2004	2004-2005 ¹	2005-2006 ¹	1999-2000 à 2005-2006	
					variation en %	variation réelle
Total²	947 500	993 200	1 017 600	1 047 700	23,6	200 200
Hommes	383 800	419 500	430 400	442 400	21,8	78 600
Femmes	483 600	573 500	586 900	604 900	25,1	121 300
Temps plein²	592 700	738 000	759 800	781 300	31,8	188 600
Hommes	282 600	319 300	329 200	338 700	29,0	76 100
Femmes	330 100	418 600	430 600	442 500	34,1	112 400
Temps partiel²	254 900	255 300	257 800	266 400	4,8	11 600
Hommes	101 200	100 200	101 300	103 700	2,5	2 500
Femmes	153 500	154 900	156 400	162 500	5,9	9 000
1^{er} cycle²	650 400	770 400	787 100	803 500	23,5	153 100
Temps plein ²	495 100	617 500	633 200	647 900	30,9	152 800
Hommes	213 600	258 900	266 200	273 000	27,8	59 400
Femmes	281 500	358 500	367 000	374 900	33,2	99 400
Temps partiel ²	155 300	152 900	154 000	155 600	0,2	300
Hommes	60 300	58 900	59 700	60 200	-0,2	-100
Femmes	94 900	94 100	94 200	95 300	0,4	400
2^e et 3^e cycles²	116 300	142 600	150 400	153 600	32,1	37 300
Temps plein ²	80 200	101 100	107 300	111 200	38,7	31 000
Hommes	41 100	51 800	54 300	55 800	35,8	14 700
Femmes	39 200	49 300	52 900	55 300	41,1	16 100
Temps partiel ²	36 100	41 500	43 100	42 400	17,5	6 300
Hommes	16 600	18 600	19 000	18 100	9,0	1 500
Femmes	19 500	22 900	24 100	24 200	24,1	4 700

¹ révisé

1. Le nombre d'inscriptions ne tient pas compte des inscriptions à l'Université de Regina.
2. La somme des chiffres peut ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués en raison de l'exclusion des catégories « sexe inconnu » et « autre niveau d'études » ou en raison de l'arrondissement des chiffres à la centaine près.

Effectifs universitaires selon le domaine d'études et le sexe

	1999-2000	2004-2005 ^a	2005-2006 ^b	1999-2000 à 2005-2006	2004-2005 à 2005-2006
	variation en %				
Totaux^c	847 500	1 017 600	1 047 700	23,6	3,0
Hommes	383 800	430 400	442 400	21,6	2,8
Femmes	463 700	589 900	604 900	25,1	3,1
Perfectionnement et initiation aux loisirs^d	0	0	400	...	...
Hommes	0	0	200	...	...
Femmes	0	0	200	...	...
Éducation^e	66 200	72 100	73 500	10,9	1,9
Hommes	18 400	17 400	17 600	4,8	1,1
Femmes	49 400	54 700	55 800	13,0	2,0
Arts visuels et d'interprétation, et technologie des communications^f	25 400	36 900	37 200	46,5	0,8
Hommes	8 700	13 500	15 600	44,8	0,8
Femmes	16 800	24 300	24 700	47,0	1,6
Sciences humaines^g	119 400	151 400	161 100	34,9	6,4
Hommes	45 100	57 700	61 600	36,6	6,8
Femmes	74 200	93 700	99 500	33,9	6,2
Sciences sociales et de comportements et droit^h	132 400	176 400	182 800	38,1	3,6
Hommes	47 500	61 100	63 700	34,1	4,3
Femmes	84 900	115 300	119 000	40,2	3,2
Commerce, gestion et administration publiqueⁱ	134 400	165 100	169 300	26,0	2,5
Hommes	60 200	76 400	79 400	31,7	3,9
Femmes	74 100	88 600	89 800	21,2	1,4
Sciences physiques et de la vie, et technologies^j	79 400	96 400	96 400	23,9	2,1
Hommes	36 700	42 600	44 100	20,2	3,5
Femmes	42 700	53 800	54 200	26,9	0,7
Mathématiques, informatique et sciences de l'information^k	41 600	40 600	26 600	-12,0	-9,9
Hommes	29 400	29 700	26 700	-9,2	-10,1
Femmes	12 100	10 900	9 900	-18,2	-9,2
Architecture, génie et technologies connexes^l	67 400	86 500	85 600	27,0	-1,0
Hommes	52 000	67 400	67 600	30,0	0,3
Femmes	15 400	19 100	18 000	16,9	-5,8
Agriculture, ressources naturelles et conservation^m	16 400	14 800	15 200	-7,3	2,7
Hommes	8 100	6 600	6 700	-17,3	1,5
Femmes	8 300	8 100	8 500	2,4	4,9
Santé, parcs, récréation et conditionnement physiqueⁿ	74 800	96 400	104 200	39,3	5,9
Hommes	24 200	27 600	29 400	21,5	5,4
Femmes	50 700	70 400	74 700	47,3	6,1
Services personnels, de protection et de transport^o	400	1 800	1 800	350,0	0,0
Hommes	200	1 100	1 000	391,3	-9,1
Femmes	100	800	700	600,0	-12,5
Autres^p	89 700	77 200	81 700	-8,9	5,8
Hommes	34 700	30 100	31 700	-8,6	5,3
Femmes	54 900	47 100	49 900	-9,3	5,7

^a révisé

^b n'ayant pas lieu de figurer

^c Le nombre d'inscriptions ne tient pas compte des inscriptions à l'Université de Regina.

^d La somme des chiffres peut ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués en raison de l'exclusion des catégories « sexe inconnu » et en raison de l'arrondissement des chiffres à la centaine près.

6

Statistique Canada - N° de Cat. 11-001-XIF

Effectifs universitaires selon la province

	1999-2000	2004-2005 ^a	2005-2006	1999-2000 à 2005-2006	2004-2005 à 2005-2006
	variation en %				
Canada¹	847 500	1 017 600	1 047 700	23,6	3,0
Terre-Neuve-et-Labrador	16 300	18 000	18 300	12,3	1,7
Île-du-Prince-Édouard	3 100	4 000	3 800	22,6	-5,0
Nouvelle-Écosse	37 600	43 500	43 300	15,2	-0,5
Nouveau-Brunswick	22 400	24 900	25 000	11,6	0,4
Québec	237 900	263 400	266 000	11,8	1,0
Ontario	312 300	413 400	431 000	38,0	4,3
Manitoba	30 700	39 300	39 700	29,3	1,0
Saskatchewan	31 500	33 000	20 600 ²	...	...
Alberta	81 600	89 300	91 700	12,4	2,7
Colombie-Britannique	74 300	88 800	108 200	45,6	21,8
Étudiants à temps plein					
Canada	592 700	759 800	781 300	31,8	2,8
Terre-Neuve-et-Labrador	13 500	14 900	14 800	9,6	-0,7
Île-du-Prince-Édouard	2 600	3 400	3 300	26,9	-2,9
Nouvelle-Écosse	30 000	35 600	35 400	18,0	-0,6
Nouveau-Brunswick	18 200	20 400	20 600	13,2	1,0
Québec	137 700	164 900	168 600	22,4	2,2
Ontario	237 200	333 200	348 300	46,8	4,5
Manitoba	20 900	29 000	29 100	39,2	0,3
Saskatchewan	23 900	24 800	15 800 ²	...	...
Alberta	55 500	66 700	68 000	22,5	1,9
Colombie-Britannique	53 100	67 000	77 700	46,3	16,0
Étudiants à temps partiel					
Canada	254 800	257 800	266 400	4,6	3,3
Terre-Neuve-et-Labrador	2 800	3 200	3 400	21,4	6,3
Île-du-Prince-Édouard	500	600	500	0,0	-16,7
Nouvelle-Écosse	7 600	8 000	7 900	3,9	-1,3
Nouveau-Brunswick	4 100	4 500	4 400	7,9	-2,2
Québec	100 100	96 500	97 400	-2,7	-1,1
Ontario	75 100	80 200	82 800	10,3	3,2
Manitoba	9 800	10 300	10 700	9,2	3,9
Saskatchewan	7 500	8 200	4 900 ²	...	...
Alberta	26 000	22 600	23 700	-9,8	4,9
Colombie-Britannique	21 200	21 800	30 500	43,9	39,9

^a révisé

¹ La somme des chiffres peut ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués en raison de l'arrondissement des chiffres à la centaine près.

² Le nombre d'inscriptions ne tient pas compte des inscriptions à l'Université de Regina.

³ La variation en pourcentage n'est pas comprise en raison de l'exclusion des données de l'Université de Regina en 2005-2006.

LE SOLEIL : Quinze étudiants de Laval devant le comité de discipline - Le jeudi 07 février 2008

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

Quinze étudiants comparaitront devant le comité de discipline de l'Université Laval pour avoir perturbé une réunion de la Commission des études. Les universitaires sont montés au 16^e étage de la tour des sciences de l'éducation dénoncer la hausse des frais technologiques. La police et des agents de sécurité se sont chargés de les faire descendre...

Par les temps qui courent, le service de sécurité de l'Université Laval n'entend pas à rire. Surtout lorsqu'on s'approche des bureaux du recteur Denis Brière, tout en haut du pavillon des sciences de l'éducation.

Quinze étudiants l'ont appris à leurs dépens hier, lorsqu'ils ont fait irruption dans la salle où allait

commencer la réunion de la Commission des études.

Le service de sécurité n'a fait ni une ni deux et a appelé la police de Québec en renfort. Les étudiants, qui voulaient redescendre une fois passé leur message de protestation contre la hausse de 200%, ont été confinés dans le local.

Les agents ont demandé à chacun de s'identifier et d'exhiber sa carte étudiante. Les policiers les ont par la suite reconduits en ascenseur, par groupe de un ou deux.

À la sortie de l'ascenseur, une poignée d'étudiants attendaient pour les applaudir.

Les étudiants devront comparaître durant les prochaines semaines devant le comité de discipline pour avoir contrevenu au règlement sur le bon ordre.

Les étudiants reconnus coupables peuvent se voir signifier une réprimande. Dans les cas les plus graves, les sanctions peuvent aller jusqu'à la mise en probation et à l'expulsion.

En moyenne, 23 étudiants lavallois comparaissent chaque année pour de telles infractions.

Manif des employés

Comme si ce n'était pas suffisant, les employés de l'Université Laval, dont la convention collective est échue depuis juin 2006, ont bruyamment manifesté dans la tour des sciences de l'éducation. Plusieurs dizaines d'employés, casseroles en main, ont profité de leur pause-café pour crier leur ras-le-bol à la direction de l'Université. Le syndicat des employés de l'Université Laval (SEUL) compte 1800 membres.

LA PRESSE : L'UdeM veut quadrupler le nombre de ses étudiants lavallois - Le dimanche 03 février 2008

Violaine Ballivy, La Presse

L'Université de Montréal caresse de grandes ambitions pour son campus de Laval. Le projet d'agrandissement devrait lui permettre de multiplier par quatre, au moins, le nombre de ses étudiants inscrits dans l'île Jésus.

Annoncé une première fois en 2003, puis en 2004, laissé pour mort depuis, le projet d'agrandissement du campus de l'Université montréalaise en banlieue lavalloise devrait enfin voir le jour sous peu. «Nous ferons une annonce officielle d'ici un mois. Nous n'avons jamais été aussi près du but», a confirmé vendredi à La Presse Guy Breton, vice-recteur exécutif de l'Université de Montréal.

Il ne resterait plus que «quelques détails» à ficeler au projet. L'Université de Montréal ne sera pas propriétaire de ce nouveau pavillon et elle doit encore s'entendre sur le coût du loyer avec le promoteur qui en assurera la construction. «On veut s'assurer de payer le prix du marché de Laval, et pas plus cher», a indiqué M. Breton, muet sur les autres détails de la

transaction «parce que nous sommes en pleine période de négociations».

Si tout se déroule comme prévu, les premiers étudiants seraient accueillis dans le nouveau pavillon dès la rentrée 2009.

L'Université de Montréal s'intéresse depuis longtemps à la banlieue. Elle y a déménagé une partie de ses professeurs en 2000 dans des locaux d'une superficie totale de 2000m², dans le Complexe Daniel-Johnson, situé sur le boulevard du même nom. L'équivalent de quelque 500 étudiants à temps plein y défileraient cette année (au total, 6000 personnes sont inscrites mais la plupart à temps partiel). Or, la construction du nouveau pavillon, à proximité de la station de métro Montmorency, gonflerait à 15 000m² cet espace et à 2000 le nombre d'étudiants inscrits à temps plein.

L'offre des cours sera diversifiée, surtout à la faculté de l'éducation permanente, au cœur de la mission d'enseignement de l'Université de Montréal à Laval. Mais on espère également développer les programmes relevant du domaine de la santé, dont un en sciences infir-

mières. Un programme de formation des professeurs serait aussi ajouté. «Nous allons développer des choses qui sont pertinentes à Laval, pour lesquelles il y a des besoins, dit M. Breton. Il n'y a pas beaucoup d'écoles (primaires et secondaire) en croissance au Québec, sauf dans cette région-là.»

L'université continuerait à accueillir surtout des travailleurs en quête d'une formation d'appoint ou d'une maîtrise. «Nous n'allons pas nous mettre à offrir des cours de médecine vétérinaire», a illustré M. Breton.

L'Université de Montréal n'est pas la seule à avoir cédé à l'attrait de la banlieue, et ce dernier développement s'inscrit dans une vaste tendance des universités à se développer à l'extérieur de leur campus principal. Quelques exemples parmi tant d'autres: il est maintenant possible de suivre les cours de l'Université de Montréal à Longueuil, Terrebonne et Québec. Ou encore, d'obtenir un diplôme de l'Université du Québec à Rimouski en étudiant à Lévis.

LE DEVOIR : En bref - Mandat de grève - Édition du samedi 02 et du dimanche 03 février 2008

Devoir Le

Les professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) ont accentué la pression sur la direction jeudi soir en accordant à leur exécutif syndical un mandat pour tenir autant de journées de grève qu'il le jugera nécessaire dans le cadre du processus de négociation.

Les professeurs avaient auparavant en poche un mandat de cinq journées de grève, qui s'était traduit jusqu'à présent par deux journées de

débrayage. «Cela ne veut pas dire qu'on va entamer tout de suite une grève générale illimitée. Les journées de grève seront utilisées au besoin, au fil de la négociation», précise le président du syndicat, Michel Volle.au Devoir

Les professeurs de l'UQTR réclament l'embauche d'une quarantaine de nouveaux professeurs, arguant que la clientèle a augmenté de quelque 2500 étudiants depuis 2005 sans que cela entraîne une croissance du corps professoral. Ils de-

mandent également un rattrapage salarial de 15 %, en plus des hausses de 2 % par année déjà prévues par Québec, afin d'obtenir une rémunération comparable à celle de leurs confrères de l'Université de Sherbrooke. Des séances de médiation sont prévues les 4 et 11 février prochains. Le syndicat prévient que les journées de grève pourraient reprendre après cette date.

LE DEVOIR : Le campus à la vie, à la mort - Après Toronto et Vancouver, l'Université Laval pourrait créer une maison de retraite universitaire - Édition du vendredi 01 février 2008

Isabelle Porter

Finis le golf et le bingo! Les nouveaux retraités veulent être stimulés intellectuellement. Et pour ce faire, ils sont de plus en plus nombreux à vouloir s'installer sur les campus. Répandues chez nos voisins du Sud, les maisons de retraite universitaires s'apprennent à vivre leur première rentrée canadienne.

Québec -- «Il y a 180 retraités intéressés à venir habiter sur le campus», explique Jacques Parent,

de l'Association des retraités de l'Université Laval (ARUL). «On serait proches du PEPS de l'université [le centre sportif] et ceux qui font déjà du bénévolat sur le campus ne seraient pas loin.» Ils ont fait carrière à l'université comme cadres, professeurs ou employés de soutien. Ils veulent rester actifs, continuer de fréquenter la bibliothèque, côtoyer des jeunes. «Ce qui nous intéresse, c'est la proximité des étudiants. Ce ne serait pas

la même chose que de se retrouver dans un ghetto de vieux.»

Et il se trouve que l'Université Laval cherche depuis quelques années à développer la zone nord-est de son territoire. Certes, la priorité doit aller aux résidences étudiantes, mais au cas où il resterait de la place... «On veut le définir de manière originale, notamment vers l'aspect santé», poursuit M. Parent. Le projet serait autofinancé et les retraités seraient locataires. Des



locataires payants, souligne-t-on. «On pourrait par exemple avoir une entente avec le PEPS. Ils ont des docteurs spécialisés en médecine sportive, nous pourrions avoir des contrats avec eux.»

Recycler ses anciens étudiants

Laval n'est pas la seule université à jongler avec ces nouveaux concepts. Des projets similaires sont apparus à l'Université de Toronto ainsi qu'à UBC, près de Vancouver. Dans le deuxième cas, les travaux de construction de la première résidence universitaire pour retraités du Canada doivent d'ailleurs débuter l'été prochain.

Le phénomène est beaucoup plus répandu aux États-Unis, où pas moins de soixante campus ont vu pousser ces résidences depuis la fin des années 1990. On les appelle les UBRC, pour «University Based Retirement Communities».

Et ce ne serait qu'un début. Le professeur Andrew Carle, de l'université George Mason, un expert dans le domaine, prévoit que d'ici 20 ans 10 % des 6000 collègues et universités auront leur résidence pour retraités. Parce que la population vieillit mais aussi parce que «la génération qui vieillit actuellement est la plus éduquée de l'histoire. Elle ne veut pas vivre dans des lieux réservés aux personnes âgées. Et elle veut être stimulée intellectuellement. Ajoutez ces facteurs, et ça vous donne une université», fait valoir M. Carle.

«La population vieillit et, pendant ce temps, les inscriptions dans les collèges diminuent. Les universités vont se retrouver avec des surplus d'espace. Mieux vaut recycler ses anciens clients que compter sur le fait que des petits génies pourront s'inscrire à l'université dès l'âge de cinq ans!», poursuit cet ancien gestionnaire de maisons de retraite.

«Il y a quinze ans, quand j'ai commencé à travailler dans le domaine, on construisait des résidences dans les montagnes, près des terrains de golf, loin des villes. Mais les gens qui prennent leur retraite aujourd'hui veulent autre chose, poursuit le professeur. Vous savez, pour la première fois en cinquante ans, il y a désormais plus de clubs

de golf qui ferment aux États-Unis que de clubs qui ouvrent.»

Des projets coûteux et risqués

L'intérêt des retraités pour les universités n'est toutefois pas nouveau. Et ce, même chez nous. À Québec, l'Université du troisième âge a été créée il y a plus de 20 ans. Or ces initiatives se limitaient jusqu'à présent aux programmes d'études alors qu'on a désormais affaire à d'imposants projets immobiliers.

À Laval, le recteur Denis Brière ne semble pas prêt pour l'instant à accueillir un tel projet sur le campus. Il propose plutôt que la résidence s'insère dans la future NeuroCité, un complexe universitaire et industriel dédié à la recherche sur le cerveau qui doit être construit à l'autre bout de la ville, dans le secteur d'Estimaerville.

Les résistances sont également manifestes à l'Université de Toronto. «Notre projet est en suspens. La dernière réunion avec la direction de l'université remonte à plus d'un an», se désole le directeur de l'Association des libraires et universitaires retraités Douglas Creelman. Le groupe souhaitait notamment développer des liens avec le département de gériatrie pour que les étudiants viennent faire des stages à la résidence. Là aussi on comptait faire des partenariats avec les professionnels de la santé du campus pour donner aux retraités un meilleur accès aux soins de santé. «Mais il y a beaucoup de gens qui convoitent les terrains du centre-ville. On se retrouve en concurrence avec de nombreux projets.»

Au-delà des terrains, nombre de questions se posent. Quel rôle légal et financier l'université doit-elle jouer dans ces projets? Qui doit prendre en charge la gestion de ces centres? Jusqu'à quel âge les retraités peuvent-ils rester dans ces résidences? Doit-on réserver l'accès aux résidences à des universitaires?

Car les risques et périls sont énormes. Andrew Carle est souvent découragé par ce qu'il observe aux États-Unis: faillites, poursuites, etc. Ce qui l'a poussé à établir une liste de critères de réussite qu'il présente dans des conférences un peu par-

tout au pays. D'abord, au lieu d'être propriétaire des résidences, l'université devrait se contenter de louer les terrains à des entreprises spécialisées dans le domaine.

«Ce ne sont pas des résidences comme les autres. Les membres vieillissent, deviennent malades et, au bout d'un certain temps, les besoins augmentent.» Bref, la résidence idéale devrait être composée majoritairement de personnes assez autonomes pour profiter des services de l'université. Néanmoins, on devrait pouvoir offrir tous les soins possibles à la minorité qui est malade. Aux États-Unis, la plupart des centres sont gérés par des compagnies privées et, dans la plupart des cas, les places sont très onéreuses. Les riches philanthropes et les Prix Nobel sont évidemment les bienvenus.

La future résidence de l'Université de la Colombie-Britannique non plus ne sera pas accessible à toutes les bourses. «Étant donné le niveau de service offert, on parle de l'équivalent d'un établissement de quatre ou cinq étoiles», explique Thelma Cook, une ancienne professeure d'anthropologie âgée aujourd'hui de 71 ans. L'espace ne manque pas à l'UBC, où on est en train de construire une ville de 25 000 habitants autour de l'université. Là, la résidence a été confiée à un gestionnaire privé, Leisure Care, et elle sera ouverte à tous les retraités «avec une préférence pour un minimum de 25 % d'anciens de l'université». Et pour rassurer tout ce beau monde, des infirmiers seront disponibles sur place 24 heures sur 24 et l'hôpital universitaire est tout près. Mme Cook et son mari sont emballés. «Ça va être très vivant comme endroit. Il y aura au rez-de-chaussée un centre commercial, probablement une librairie, un pub et un coiffeur. Ça va être un quartier totalement nouveau!»

Les retraités de l'Université Laval regardent ce qui se passe à l'UBC avec envie, concède M. Parent, mais ils prennent leur mal en patience. «Vous savez, on est des retraités et on n'est pas pressés!»

LE NOUVELLISTE : Les profs de l'UQTR votent pour la grève générale illimitée - Le vendredi 01 février 2008

Paule Vermot-Desroches, Le Nouvelliste, Trois-Rivières

Le Syndicat des professeurs et professeurs de l'UQTR a désormais entre les mains un mandat de grève générale illimitée, qu'il pourra utiliser au moment jugé opportun.

Réunis en assemblée générale extraordinaire hier après-midi, pour faire le point sur les échanges qui ont eu lieu depuis décembre à la table des négociations, les membres du syndicat ont accepté à 88,8 % d'intensifier les moyens de pression sur l'employeur.

Les résultats du dépouillement du vote, dévoilés tard hier soir, indiquent que 214 professeurs ont exercé leur droit de vote sur une possibilité de 341.

De ce nombre, 189 se sont prononcés en faveur du mandat de grève générale illimitée et 25 ont voté contre. Il n'y a eu aucune abstention.

"C'est une très bonne assistance", se réjouissait Michel Volle, président du syndicat.

"Ça nous donne une position de force et nous allons continuer de mettre de la pression sur les journées de négociation qui sont prévues à l'agenda", mentionne Michel Volle.

D'ailleurs, la prochaine séance, prévue lundi, se fera pour la première fois en présence d'une conciliatrice, ce qui pourrait avoir un effet déterminant sur la suite des choses, estime M. Volle.

Une autre journée de négociation est prévue le 11 février, soit le lundi suivant.

"Nous avons prévu nos moyens de pression une fois la séance du 11 février passée. Évidemment, nous espérons que ces deux séances donneront de bons résultats", ajoute le président du syndicat.



LES TITRES

les titres du 29 février 2008



CAPE TIMES

Relations franco-africaines : Sarkozy ouvre une nouvelle page

Le président français est arrivé le 28 février en Afrique du Sud pour une visite d'Etat de deux jours. Dans un discours devant le Parlement, "Sarkozy a annoncé un changement majeur dans la politique française en Afrique. Il a appelé à la fin des inégalités et de l'exploitation qui ont souvent caractérisé les relations de l'Europe avec les

Etats africains au XXe siècle", relate le journal du Cap. Désireux de faire oublier son discours de Dakar sur "l'homme africain", il a prôné "une renaissance de l'Afrique". Il a aussi annoncé que tous les accords de défense de la France en Afrique allaient être révisés.



EL TIEMPO

Le monde s'inquiète pour l'état de santé de Betancourt

Après la libération, le 27 février, de 4 otages des FARC, le quotidien s'inquiète des déclarations alarmantes de l'un d'entre eux à propos de l'état de santé d'Ingrid Betancourt. "Les propos angoissés de l'ex-sénateur colombien Luis Eladio Pérez, qui rapporte que Betancourt serait mourante, ont ému l'opinion mondiale." Depuis l'Afrique du Sud, où il est en visite, le président français Nicolas Sarkozy s'est dit prêt à se déplacer jusqu'à la frontière colombienne pour venir la chercher.





JERUSALEM POST

"Israël prépare l'opinion mondiale à un assaut sur Gaza"

Le 28 février, les ministre et vice-ministre de la Défense israéliens, Ehoud Barak et Matan Vilnai, ont évoqué la possibilité d'une "opération terrestre de grande envergure" à Gaza. Pour le quotidien israélien conservateur, pas de doute : déterminés à faire cesser les tirs de roquette du Hamas, qui ont tué un Israélien le 27 février, "ils commencent à préparer l'opinion israélienne et mondiale à l'éventualité d'une grosse incursion à Gaza". Le 28 février, les raids israéliens ont fait 19 morts côté palestinien.



DAILY NATION

Les rivaux kényans signent un accord de gouvernement

"Enfin un accord de paix", titre le quotidien anglophone de Nairobi. Le président kényan Mwai Kibaki et le chef de l'opposition Raila Odinga se sont finalement entendus, le 28 février, pour "partager le pouvoir et lancer des réformes". Le texte prévoit entre autres la création d'un poste de Premier ministre, qui serait confié à l'opposition. Depuis le 27 décembre et la contestation de l'issue de la présidentielle, le Kenya est plongé dans la crise. Les violences ont fait plus de 1500 morts.



FRANKFURTER RUNDSCHAU

"Le groupe Eon poignarde Angela Merkel dans le dos"

Le groupe énergétique allemand Eon, numéro un du secteur en Europe, a confirmé le 28 février qu'il était d'accord pour céder son réseau de lignes à haute tension. Cette décision prend le gouvernement allemand à revers, souligne le

quotidien de Francfort : depuis des mois, Berlin fait pression sur Bruxelles contre le démantèlement des géants du gaz et de l'électricité. Au nom de la concurrence, la Commission européenne voudrait en effet séparer production et distribution de l'énergie en Europe.



THE WASHINGTON POST

Aux Etats-Unis, 1 adulte sur 100 est derrière les barreaux

Avec 2,3 millions d'Américains sous les verrous, les Etats-Unis sont le pays qui compte le plus de prisonniers au monde en nombre et en pourcentage de la population. Telle est la conclusion d'une étude publiée le 28 février par le Pew Center on the States, un organisme indépendant de recherche. Cela a un coût pour le pays : 50 milliards de dollars par an au niveau des Etats et 5 milliards au niveau fédéral, précise le quotidien de Washington.



THE INDIAN EXPRESS

Le gouvernement indien annule la dette des petits paysans

Pour son budget 2008-2009, le gouvernement indien veut faire un geste en faveur des paysans pauvres du pays. Il envisage d'annuler leur dette. Cette mesure, qui concernerait les agriculteurs possédant moins de 2 hectares, coûterait à l'Etat 600 milliards de roupies (9 milliards d'euros). Par ailleurs, à un an des prochaines élections parlementaires, New Delhi a annoncé vouloir augmenter le budget de l'éducation de 20 %, et celui de la santé de 15 %.



EL MUNDO

Le président de la Bolivie convoque deux référendums constitutionnels

Le 28 février, les députés du parti d'Evo Morales (gauche) ont approuvé la convocation de deux référendums constitutionnels pour le 4 mai. Le vote s'est déroulé en l'absence des députés de l'opposition, dont une partie a été empêchée d'accéder au Congrès par des manifestants favorables au président bolivien. L'opposition conteste les prétentions étatistes de la réforme constitutionnelle voulue par Morales. Elle réclame, entre autres, plus d'autonomie pour les régions.



THE TIMES

Le prince Harry doit être évacué d'urgence d'Afghanistan

Le ministère de la Défense britannique a reconnu, le 28 février, que le prince Harry servait en Afghanistan depuis la mi-décembre. Un accord avait été passé avec les médias britanniques et étrangers pour qu'ils gardent l'information secrète, afin d'assurer la sécurité du sous-lieutenant et de ses compagnons d'armes. La nouvelle ayant été ébruitée par le site américain *The Drudge Report*, le prince est contraint de mettre fin avant terme à sa mission dans la province d'Helmand (sud de l'Afghanistan).



THE NEW NATION

Un ferry surchargé sombre au Bangladesh

Pour l'instant, seuls 33 corps ont été retrouvés. Le 28 février, un ferry est entré en collision avec un autre bateau sur le fleuve Buriganga au sud de Dacca, la capitale du Bangladesh. Selon le quotidien, il avait 200 personnes à son bord, soit le double de sa capacité. Il est probable qu'une bonne partie des voyageurs aient sauté du bateau et gagné la rive à la nage.

les titres du 28 février 2008



EL TIEMPO

Ingrid Betancourt serait très malade

Quatre otages des FARC ont été libérés "unilatéralement" le 27 février. Tous sont d'anciens parlementaires et tous sont passés par Caracas, ce qui marque un peu plus l'importance d'Hugo Chávez en tant que médiateur. L'un des ex-otages a confirmé le très mauvais état de santé de la dernière femme politique encore entre les mains des FARC : Ingrid Betancourt. Une nouvelle si préoccupante que le président vénézuélien s'est fendu d'un message personnel à Manuel Marulanda, le suppliant de s'en occuper personnellement.



MUTATIONS

Après une dizaine de morts, Paul Biya cède aux grévistes

Dans la nuit du 26 au 27 février, les chauffeurs de taxi camerounais ont obtenu une baisse du prix de l'essence de 6 francs CFA (1 centime d'euro). Les syndicats ont immédiatement appelé à la fin de la grève. Menée depuis le 25 février, celle-ci avait dégénéré à Yaoundé et Douala, les capitales administrative et économique du pays. Des heurts auraient fait au moins une dizaine de morts, ces derniers jours. Les violences se sont poursuivies le 27 février, sur fond de contestation du pouvoir du président Paul Biya.



THE CITIZEN

Les Sud-Africains réagissent en masse à une vidéo raciste

Les condamnations ont été nombreuses le 27 février en Afrique du Sud, au lendemain de la diffusion d'une vidéo raciste tournée dans une université de Bloemfontein (centre). Quatorze ans après la fin de l'apartheid, on y voit des étudiants blancs forcer cinq employés noirs à ingurgiter de la nourriture souillée par de l'urine, soi-disant pour protester contre la décision de la faculté de mélanger Noirs et Blancs dans les résidences. Des centaines d'employés et d'étudiants de l'université ont manifesté.



DAWN

L'opposition pakistanaise montre sa force

Les leaders des trois partis de l'opposition pakistanaise vainqueurs des législatives du 18 février se sont retrouvés, le 27 février, pour montrer leur force et leur cohésion. A eux trois, le Parti du peuple pakistanaise (PPP), l'aile de la Ligue musulmane favorable à l'ex-Premier ministre Nawaz Sharif (PML-N) et l'Awami National Party (ANP) ont conquis 171 sièges, soit près des deux tiers de la nouvelle Assemblée. Ils entendaient signifier au président Musharraf que rien ne les empêcherait de former le nouveau gouvernement.



THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

La Fed continue de craindre la récession plus que l'inflation

Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), a laissé entendre le 27 février qu'il allait procéder à de nouvelles baisses des taux. Il met en avant la faiblesse de l'activité économique américaine, grevée entre autres par la crise de l'immobilier. Un enjeu plus important, selon lui, que le contrôle de l'inflation, écrit le quotidien des affaires (édition européenne). Ses déclarations ont fait chuter le dollar : à plus de 1,50 contre 1 euro, le billet vert bat un record historique de faiblesse.



BANGKOK POST

Thaksin revient en Thaïlande après dix-sept mois d'exil

La photo d'un déploiement policier barre la une du quotidien anglophone de Bangkok. Ce jeudi 28 février, la police thaïlandaise a été mise en état d'alerte à l'occasion du retour de l'ancien Premier ministre Thaksin, renversé par la junte militaire en septembre 2006. Accusé de corruption, Thaksin s'est aussitôt rendu à la police. La Cour suprême a accepté de le libérer sous caution, mais lui a interdit de quitter le pays. En public, Thaksin affirme vouloir rester en retrait de la vie politique.



FINANCIAL TIMES

L'Union européenne inflige une amende record à Microsoft

La Commission européenne a infligé le 27 février une nouvelle amende de 899 millions d'euros à l'entreprise américaine Microsoft. Cette somme représente le cumul des astreintes journalières imposées à Microsoft entre 2006 et 2007 pour sa lenteur à rendre publiques les sources de ses logiciels. Jamais la Commission n'avait infligé une amende aussi élevée à une seule entreprise. Elle s'ajoute à l'amende de 497 millions d'euros que Microsoft avait dû payer en 2004.



DAILY NATION

Le président rwandais veut être l'homme fort de l'Afrique

En l'espace d'un mois, le président rwandais Paul Kagame a tout fait pour "se distinguer des autres leaders africains", relève le quotidien kenyan. Il a recruté des figures de la scène internationale – dont l'ex-Premier ministre britannique Tony Blair – pour le conseiller sur le plan économique, et a reçu le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et George W. Bush. Le journal suspecte toutefois ces efforts d'être de pure façade, de la part d'un président de plus en plus impopulaire et répressif.



IL SOLE-24 ORE

Les petites entreprises de la Mafia italienne

Une véritable économie parallèle – avec entreprises ayant pignon sur rue – s'est développée grâce à l'attribution de marchés publics. Tel est le portrait des réseaux mafieux italiens d'aujourd'hui, selon la dernière relation de la Commission parlementaire anti-Mafia. Cette commission explique que le secteur des travaux publics permet à l'organisation criminelle, au-delà du blanchiment d'argent, d'exercer une véritable influence, tout particulièrement dans le sud du pays.



HA'ARETZ

Israël menace le Hamas d'une riposte sans précédent

La riposte de l'armée israélienne sera "particulièrement musclée", laisse entendre le quotidien de Tel-



Aviv. Le 27 février, une roquette tirée depuis le nord de la bande de Gaza est tombée sur la ville israélienne de Sderot. Elle a tué un père de famille de quatre

enfants, le premier mort israélien depuis que le Hamas a pris le contrôle de Gaza, en juin 2007. Dans la nuit, Israël a mené plusieurs raids aériens sur

Gaza. Ils auraient fait au moins dix morts et des dizaines de blessés.

les titres du 27 février 2008



ZAMAN

Les troupes turques resteront en Irak "une quinzaine de jours"

Les troupes turques qui, depuis le 21 février, font la chasse aux terroristes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak ne devraient pas revenir au pays "avant deux semaines", titre le quotidien turc (version anglophone). Une deuxième opération pourrait être programmée dans la foulée. Le 26 février, le Premier ministre Erdogan s'est félicité de la coopération de Bagdad et de Washington. Les Etats-Unis auraient aidé Ankara à localiser les bases du PKK pour mieux les bombarder.



OSLOBODJENJE

Les Serbes de Bosnie descendent à leur tour dans la rue

Plus de 10 000 Serbes de Bosnie ont manifesté, le 26 février, dans les rues de Banja Luka, la capitale de la Republika Srpska (RS). Ils réclamaient l'indépendance de leur entité, qui, depuis la guerre de 1992-95, compose, avec la Fédération croato-musulmane, la Bosnie-Herzégovine. Le Parlement de la RS a récemment adopté une résolution dans le même sens, au cas où la communauté internationale reconnaît l'indépendance du Kosovo. En marge du cortège, six personnes ont été blessées et vingt arrêtées.



THE NEW YORK TIMES

L'essence pèse lourd sur le budget des Américains

Le prix de l'essence connaît une hausse soudaine aux Etats-Unis. Selon certains experts, il pourrait dépasser les 4 dollars le gallon (1,10 dollar le litre) d'ici au printemps : du jamais-vu ! Le prix le plus élevé jamais atteint avait été de 3,40 dollars le gallon, et c'était... en 1981. La hausse du prix du pétrole a fait grimper l'essence de 1 % entre décembre et janvier, et de 7,4 % sur les douze derniers mois. Ces hausses grèvent directement le budget des Américains.



DAILY NATION

Au Kenya, les pourparlers politiques sont dans l'impasse

Le 26 février, Kofi Annan a suspendu sa médiation au Kenya. Dépêché depuis un mois par l'Union africaine, il tente de trouver une solution à la crise née de la

contestation de l'élection présidentielle du 27 décembre. Jugeant sa médiation dans l'impasse mais non pas "vouée à l'échec", il a appelé le président Kibaki et son opposant Odinga à se rencontrer. Dans un communiqué publié le même jour, Condoleezza Rice somme les dirigeants kényans de s'entendre sur un partage du pouvoir.



LE TEMPS

Plusieurs pays lancent la chasse aux fraudeurs fiscaux

Après l'Allemagne, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont ouvert des enquêtes sur des contribuables soupçonnés d'avoir placé des fonds au Liechtenstein sans les déclarer au fisc, titre le journal suisse. La France, l'Italie, l'Espagne et la Suède ont en outre reçu de Berlin des informations sur des cas pouvant les concerner. La presse allemande annonce ce 27 février que des perquisitions ont été effectuées chez 150 suspects outre-Rhin et que le fisc a déjà encaissé 27,8 millions d'euros de rappels d'impôt.



THE HINDU

L'Inde teste avec succès un missile depuis une plate-forme sous-marine

"L'Inde rejoint le club très fermé des pays capables de tirer un missile depuis une plate-forme sous-marine", se félicite le quotidien de Madras. Le 26 février, le ministère de la Défense indien a annoncé avoir procédé à un essai réussi visant à lancer un missile à capacité nucléaire depuis un ponton immergé au large de la côte sud-est du pays. L'engin en question, un missile balistique Sagarika, de fabrication indienne et d'une portée de 700 kilomètres, est censé équiper des sous-marins.



PÁGINA 12

L'Argentine devra attendre encore le gaz bolivien

En 2006, la Bolivie avait promis de livrer à l'Argentine, dès 2010, 27 millions de m3 de gaz par an (contre 7,7 millions aujourd'hui). Or le vice-président bolivien a dû admettre le 27 février que ces délais ne seraient pas tenus. Pour honorer ce contrat, la Bolivie a besoin d'énormes investissements que la compagnie nationale ne peut assumer seule. Quant aux entreprises étrangères, elles hésitent à investir dans un pays

qui vient unilatéralement de renationaliser ses ressources en hydrocarbures.



EL COLOMBIANO

Les mines antipersonnel auraient tué 600 petits Colombiens

L'information a été diffusée par l'armée colombienne : entre 1990 et 2008, quelque 600 enfants auraient été victimes de mines antipersonnel posées par les guérillas des FARC et de l'ELN. Six cent quatre-vingt-huit villes et villages seraient concernés dans tout le pays, ce qui signifie que "62 % de la surface du pays est affectée par ces mines". L'armée a d'ores et déjà désactivé près de 4 800 engins explosifs, mais estime que 60 % des mines qui se trouvent en zone rurale n'ont pas encore été désactivées.



THE GUARDIAN

Le président du Nigeria entonne "la chanson du triomphe"

Le tribunal électoral d'Abuja a mis fin, le 26 février, à "huit mois de bataille judiciaire sur la validité de l'élection présidentielle du 21 avril 2007", écrit le journal de Lagos. Il a en effet validé l'élection de Umaru Yar'Adua et rejeté les plaintes pour fraude déposées par deux rivaux malheureux. Selon beaucoup d'observateurs sur place, le scrutin avait été entaché d'irrégularités. Ces dernières semaines, plusieurs élections de députés et de gouverneurs organisées en 2007 ont été annulées.



THE TIMES

L'Eglise catholique irlandaise manquera bientôt de prêtres

La très catholique Irlande, qui pendant longtemps a "exporté" son clergé aux quatre coins du monde, pourrait bientôt manquer de prêtres. Leur nombre devrait diminuer des deux tiers dans les vingt ans qui viennent, annonce le quotidien de Londres. Cent six prêtres sont décédés sur l'île en 2007, alors que seulement neuf ont été ordonnés. Du côté des religieuses, les perspectives sont encore plus alarmantes : pour deux cent vingt-huit décès, seules deux novices ont pris le voile.

les titres du 26 février 2008



THE GUARDIAN

Le Prozac n'est pas plus efficace qu'un placebo

"Le Prozac, utilisé par 40 millions de personnes dans le monde, est inefficace." La plupart des grands journaux britanniques consacrent leur une aux résultats d'une étude publiée ce 26 février aux Etats-Unis, la première à intégrer toutes les données disponibles sur les antidépresseurs. Conclusion : sauf chez les personnes fortement déprimées, des médicaments comme le Prozac ou le Deroxat n'ont pas plus d'effet qu'un placebo. De quoi alimenter le débat sur le traitement chimique de la dépression.



EL COLOMBIANO

Quatre otages des FARC seront libérés dans les 24 heures

Les FARC ont communiqué aux autorités vénézuéliennes les coordonnées exactes du lieu où se trouvent les quatre parlementaires colombiens qui doivent être libérés. L'information a été révélée le 25 février par le ministre de l'Intérieur vénézuélien, Ramón Rodríguez Chacín. Le ministre s'est par ailleurs plaint d'un renforcement des opérations militaires colombiennes dans la zone concernée. Des manœuvres qui, assure-t-il, ne devraient pas empêcher la libération des quatre otages mercredi 27.



CHINA DAILY

Condi Rice relance les discussions sur le nucléaire nord-coréen

Après une halte à Séoul, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, est arrivée ce 26 février à

Pékin. Cette visite, qui pourrait être la dernière de Mme Rice d'ici à la présidentielle américaine, est "d'importance vitale", assure le quotidien pékinois anglophone. Au menu des discussions : le démantèlement des installations nucléaires nord-coréennes, mais aussi le dossier taiwanais, espère le journal. Condoleezza Rice doit ensuite s'envoler pour Tokyo, dernière étape de sa tournée asiatique.



MUTATIONS

Une nouvelle manifestation dégenère au Cameroun

"Encore des morts par balles", titre le quotidien indépendant de Yaoundé. Douala, la capitale économique du Cameroun, a connu "une journée de débrayage ensanglantée", explique-t-il. Lundi 25 février, une grève des transporteurs contre la hausse du prix du carburant a dégénéré en émeute. Des commerces ont été pillés, des voitures brûlées. La police a ouvert le feu. Selon les sources, de 3 à 6 personnes auraient été tuées par balles. Le 23 février, une manifestation de l'opposition avait déjà fait 2 victimes.



EL PAÍS

Zapatero remporte "aux points" le premier débat télévisé de la campagne

Le 25 février au soir s'est tenu en Espagne le premier débat télévisé opposant le Premier ministre socialiste, José Luis Zapatero, au leader conservateur de l'opposition, Mariano Rajoy. A deux semaines des législatives, les deux hommes se sont durement affrontés sur l'immigration, le terrorisme et l'état de l'économie espagnole. Les premiers sondages montrent que le

socialiste l'a emporté – de peu – sur son adversaire du Parti populaire.



LA REPUBBLICA

En Italie, l'Eglise catholique fait campagne contre Veltroni

L'Eglise catholique poursuit son offensive contre le Parti démocrate de Walter Veltroni, qui a présenté le 25 février son programme pour les législatives des 13 et 14 avril. Après le quotidien des évêques, *Avvenire*, l'hebdomadaire *Famiglia Cristiana* critique l'alliance de Veltroni avec les radicaux. Selon le journal romain, le pape poursuivait le même objectif lorsque, le 25 février dans un discours aux médecins, il a rappelé une nouvelle fois son opposition à l'avortement et à l'euthanasie.



ZAMAN

Des universités turques refusent d'appliquer la loi sur le voile

"Des directeurs d'université oppressifs violent la Constitution", titre le quotidien turc dans sa version anglophone. Proche des islamistes modérés au pouvoir, le journal tance les universitaires qui refusent l'entrée de leur établissement aux étudiantes voilées, en dépit de la réforme votée par le Parlement turc et promulguée le 22 février par le président Gül. Les frondeurs ont été rappelés à l'ordre par le Conseil turc de l'enseignement supérieur, qui a laissé planer la menace de poursuites pénales.



FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Les "problèmes d'emploi du temps" de Sarkozy agacent Berlin

C'est la deuxième fois en peu de temps, souligne le quotidien de Francfort. Il y a quelques jours, une rencontre informelle entre Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel, prévue pour le 3 mars, avait déjà été annulée. Le 25 février, au dernier moment, Paris a annulé une rencontre des ministres des Finances organisée ce mardi. L'Elysée prétexte "des problèmes d'emploi du temps". En pleine campagne pour les municipales, Sarkozy cache mal son désintérêt pour Berlin, conclut le journal.



SUD QUOTIDIEN

Paris dispense les immigrants sénégalais de tests ADN

Le ministre de l'Immigration français, Brice Hortefeux, était le 25 février à Dakar. Il a signé un avenant à l'accord franco-sénégalais de 2006 sur la gestion des flux migratoires. Ce texte établit, entre autres, une liste de 108 métiers ouverts aux immigrants sénégalais. Mais la principale nouveauté n'est pas là, souligne le quotidien de Dakar : "Il n'y aura pas de test ADN pour les ressortissants sénégalais." Paris juge l'état-civil sénégalais suffisamment fiable pour se passer de cette procédure.



THE NEW YORK TIMES

Ford se débarrasse de ses ouvriers à prix d'or

Le constructeur automobile Ford, autrefois réputé pour verser à ses ouvriers des salaires dignes de la classe moyenne, offre maintenant des ponts d'or pour que ces derniers quittent l'entreprise. Parmi les offres sur la table : le versement de 140 000 dollars (près de 100 000 euros) ou le financement de formations pour toute la famille. Pressé de se restructurer, Ford doit à tout prix se débarrasser d'une partie de ses employés pour pouvoir embaucher à des salaires plus bas, analyse le journal new-yorkais.

les titres du 25 février 2008



POLITIS

Un communiste présidera Chypre

Le communiste Demetris Christofias a remporté le 24 février le second tour de la présidentielle chypriote. Avec 53,36 %, le chef du Parti progressiste des travailleurs (AKEL) devance nettement son rival conservateur Ioannis Kasoulides (46,64 %). Dans son éditorial, le quotidien de Nicosie raille ceux qui, à l'étranger, craignent de voir Chypre devenir "le Cuba de la Méditerranée". Pour lui, Christofias est le candidat "de l'espoir, celui qui peut résoudre vite, très vite la question de Chypre, divisée depuis près de trente-quatre ans". Chypre devient le seul pays de l'Union européenne à avoir un président communiste.



ZAMAN

L'armée turque mène la chasse au PKK dans le nord de l'Irak

Depuis le jeudi 21 janvier, "des troupes turques soutenues par des avions de combat" poursuivent leur offensive dans le nord de l'Irak. Leur cible : les caches et les centres logistiques du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), explique le quotidien turc dans sa version anglophone. Le bilan des affrontements serait pour l'instant de 15 victimes côté turc, 112 dans les rangs du PKK. Le 24 février, Bagdad a appelé Ankara à cesser "au plus vite" son opération, qualifiée de "menace pour la souveraineté irakienne".



MUTATIONS

Une manifestation de l'opposition fait deux morts au Cameroun

Le quotidien de l'opposition camerounaise rend compte des heurts survenus à Douala le 23 février : "Deux victimes et de nombreux blessés". Plusieurs centaines de personnes sont, en effet, descendues dans les rues de la capitale économique pour dénoncer les projets de révision constitutionnelle du président Paul Biya, au pouvoir depuis vingt-cinq ans. Ce dernier voudrait se représenter en 2011 pour un troisième mandat, ce que ne permet pas la Constitution.



CHINA DAILY

Pékin met la pression sur les rebelles du Darfour

Liu Guijin, l'envoyé spécial de la Chine au Soudan, est arrivé le 24 février à Khartoum. Alors que Pékin est

montré du doigt pour son soutien au régime soudanais, Liu Guijin a pressé les pays qui auraient une quelconque influence sur les rebelles de les inciter à renouer les négociations avec le pouvoir de Khartoum. M. Guijin, qui doit rester cinq jours au Soudan, se rendra au Darfour mardi 26 février, pour le cinquantième anniversaire d'un conflit qui a déjà fait plus de 200 000 morts.



FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Les conservateurs perdent la majorité absolue à Hambourg

Le 24 février, des élections régionales ont eu lieu dans la ville-Etat de Hambourg (nord de l'Allemagne). Avec 42,6 % des voix, l'Union démocrate-chrétienne (CDU), le parti de la chancelière Angela Merkel, perd la majorité absolue. Devançant de 8,5 % le Parti social-démocrate (SPD), elle reste cependant "la force politique la plus importante" du Land, titre le quotidien. Le nouveau parti La Gauche, qui réunit ex-communistes et déçus du SPD, fait une percée et obtient huit sièges.



EL UNIVERSAL

Un Castro en remplace un autre

Le 24 février, sans surprise, Raúl Castro a été élu président du Conseil d'Etat cubain. Le quotidien vénézuélien constate l'intangibilité de cette instance dirigeante. Seule vraie nomination : celle du général (et membre du bureau politique du PC cubain) Julio Casas Regueiro au poste de ministre de la Défense, en remplacement de... Raúl Castro. Quant à Fidel, son demi-frère a fait ratifier par les députés la possibilité de "le consulter" pour les décisions "les plus délicates" parce que "Fidel est irremplaçable".



HA'ARETZ

Israël craint qu'une manifestation dégénère à Gaza

"L'armée israélienne empêchera par 'tous les moyens' les habitants de Gaza de franchir la frontière lors de la grande manifestation" prévue ce lundi 25 février, titre le quotidien de Tel-Aviv. La population de la bande de Gaza, un territoire contrôlé par le Hamas, a été invitée à former une chaîne humaine pour protester contre le blocage total du territoire par Israël. L'Etat hébreu a autorisé ses soldats postés à la frontière à

tirer dans les jambes des manifestants qui tenteraient de forcer le passage.



THE WALL STREET JOURNAL

L'affaire d'évasion fiscale allemande pourrait faire tache d'huile

"Les données personnelles volées [par un ancien employé de la banque LGT] au Liechtenstein, à l'origine d'un vaste scandale d'évasion fiscale en Allemagne, ne se limitent pas à ce pays, mais concernent également des clients venus d'autres pays, a confirmé la banque LGT", écrit le quotidien financier américain. Des 1 400 clients concernés, seuls 600 sont allemands. L'origine des autres clients n'est pas encore connue. La France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et le Canada ont déjà ouvert des enquêtes.



FINANCIAL TIMES

Quand l'aide alimentaire devient trop chère

Interrogée par le quotidien anglais, Josette Sheeran, la responsable du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), se demande s'il ne va pas bientôt falloir "rationner l'aide alimentaire". En cause : la hausse des prix des denrées agricoles. Tout en limitant la capacité d'action du PAM, elle provoque également l'apparition d'une "nouvelle forme de faim", où les prix des aliments deviennent trop chers pour une partie de la population. Josette Sheeran demande des crédits supplémentaires pour son agence.



EL COLOMBIANO

Des Oscars à l'accent étranger

L'acteur espagnol Javier Bardem a obtenu, le 24 février, l'oscar du meilleur second rôle pour sa prestation dans No Country for Old Men. Le quotidien colombien, à l'instar de toute la presse sud-américaine, salue ses remerciements adressés en espagnol au public de Los Angeles (à sa mère et à l'Espagne). L'Europe était à l'honneur : en plus de la Française Marion Cotillard (meilleure actrice pour La Môme), c'est un film germano-autrichien qui a remporté l'oscar du meilleur film étranger : Les Faussaires.

les titres du 22 février 2008



THE NEW YORK TIMES

Des manifestants attaquent l'ambassade américaine à Belgrade

Le 21 février, des dizaines de milliers de Serbes ont manifesté à Belgrade contre l'indépendance du Kosovo. Une centaine de personnes ont forcé l'entrée de l'ambassade américaine, fermée ce jour-là, et mis le feu dans plusieurs pièces. Un corps carbonisé a été découvert sur les lieux. Il ne s'agirait pas d'un membre du personnel. Le journal new-yorkais rappelle que les Etats-Unis ont été "des partisans résolu" de l'indépendance du Kosovo, et parmi les premiers à reconnaître le nouvel Etat. Des incidents ont également eu lieu autour des ambassades d'autres pays qui avaient reconnu le Kosovo.



ZAMAN

Les manifestations continuent à Erevan

Le 21 février, plus de 25 000 Arméniens sont à nouveau descendus dans les rues de la capitale Erevan

pour contester le résultat de la présidentielle du 19 février. Ils demandent aux autorités de décréter le scrutin invalide et de convoquer de nouvelles élections, relate le quotidien turc (version anglophone). Le même jour, les résultats officiels sont tombés : avec 52,9 % des voix, Serge Sarkissian, le Premier ministre sortant, a été élu dès le premier tour pour succéder à Robert Kotcharian.



THE TIMES

L'affaire des avions secrets de la CIA rebondit au Royaume-Uni

David Miliband, le ministre des Affaires étrangères britannique, a reconnu le 21 février que le Royaume-Uni avait bien apporté un soutien logistique aux vols secrets de la CIA. Le gouvernement britannique, Tony Blair en tête, avait toujours affirmé le contraire. De fait, des avions américains ont bien fait escale à deux reprises, en 2002, sur l'île britannique de Diego Garcia, dans l'océan Indien. Ils transportaient des

suspects terroristes capturés après les attentats du 11 septembre.



DAILY NATION

Au Kenya, Kofi Annan "entrevoit la lumière au bout du tunnel"

Kofi Annan, le médiateur dépêché par l'Union africaine pour résoudre la crise kényane, veut croire qu'un accord est proche entre le parti présidentiel et l'opposition. Le 21 février, les deux camps se sont entendus pour créer un poste de Premier ministre, confié à l'opposant Raila Odinga. L'étendue et la nature de ses attributions restent à discuter. Depuis la contestation des résultats de la présidentielle du 27 décembre, les heurts ont fait 1 000 morts dans le pays et plus de 350 000 déplacés.



EL UNIVERSAL

Un avion vénézuélien disparaît avec 46 personnes à bord

Un avion de ligne vénézuélien a disparu des écrans de contrôle le 21 février en début de soirée, quinze



minutes après son décollage. Il partait de Merida, dans l'est du Venezuela, à destination de Caracas. Le bimoteur transportait à son bord 43 passagers et trois membres d'équipage. Des témoins racontent avoir entendu une explosion. La région où s'est abîmé l'avion étant montagneuse et difficile d'accès, les secours ne sont pas encore arrivés sur place.

PRENSA LIBRE

Paris critique le rétablissement de la peine de mort au Guatemala

Pour Paris et l'Union européenne, le Guatemala fait "un pas en arrière" en rétablissant la peine de mort, ont fait savoir les fonctionnaires de l'ambassade de France dans le pays. Toutefois, cela ne devrait pas affecter la négociation en cours d'un accord commercial entre le Guatemala et l'UE, rapporte le quotidien guatemalteque. Le 13 février, le Parlement du Guatemala a rétabli la grâce présidentielle, suspendue en 2000, une condition nécessaire à l'application de la peine capitale.

AN NAHAR

Le Koweït évacue son ambassade au Liban

Après l'Arabie Saoudite, c'est au tour du Koweït de demander à ses ressortissants d'éviter le Liban.

L'ambassade de l'émirat a même été évacuée, le jeudi 21 février, après avoir reçu des menaces d'attaques. Il y a deux jours, la France avait fermé des centres culturels dans le pays et conseillé la prudence à ses ressortissants. Pendant ce temps, le Premier ministre libanais Fouad Siniora était reçu à Paris par le président français Nicolas Sarkozy, qui lui a confirmé son soutien.



JUVENTUD REBELDE

"Fidel a donné une leçon d'éthique politique"

La presse officielle cubaine ne tarit pas d'éloges à l'égard de Fidel Castro, qui s'est officiellement retiré de la vie politique le 19 février. Le quotidien salue sa trajectoire et sa décision de quitter le pouvoir en raison de son âge avancé et de ses problèmes de santé. Fidel Castro commente d'ailleurs lui-même les nombreuses réactions provoquées par son retrait des affaires politiques. Et il reconnaît avoir pris du plaisir en constatant la "gêne" des candidats à la présidentielle américaine.



DER STANDARD

Vienne s'en prend à l'EUFOR

Norbert Darabos, le ministre de la Défense autrichien, a émis le 21 février "des critiques inhabituellement dures contre le manque d'organisation de la force militaire européenne déployée au Tchad", écrit le quotidien viennois. Cette désorganisation aurait causé plusieurs retards indésirables. Darabos s'est ainsi exprimé lors d'une réunion informelle des ministres de la Défense de l'UE qui avait lieu en Slovaquie. La semaine prochaine, Vienne doit envoyer 40 soldats supplémentaires au Tchad.



LA LIBRE BELGIQUE

Des arrestations au Maroc sèment l'embarras en Belgique

Quand, le 20 février, Rabat a annoncé l'arrestation de trois Belgo-Marocains accusés d'appartenir à un réseau terroriste, "les autorités belges ont été prises au dépourvu", raconte le quotidien bruxellois. "Les éléments fournis par le Maroc ne permettent pas à ce stade d'ouvrir ou de rouvrir des dossiers belges. Il y a du doute et de l'embarras dans l'air. Des observateurs risquent déjà l'hypothèse qu'il y aurait au moins exagération sur le volet belge", poursuit-il.

les titres du 21 février 2008



AUJOURD'HUI LE MAROC

Le Maroc neutralise un vaste réseau terroriste

Trois responsables politiques islamistes ont été arrêtés à Casablanca, le 18 février, dans un vaste coup de filet contre un réseau djihadiste qualifié de "très dangereux". Il s'agit de deux dirigeants du parti Alternative civilisationnelle, qui se trouve ainsi décapité, et du fondateur d'un autre parti islamiste non autorisé appelé Mouvement pour l'Oumma. Ces arrestations suivent une enquête judiciaire qui a abouti dernièrement à l'arrestation de 23 suspects à Kénitra, Salé et Casablanca.

THE JAKARTA POST

Un fort séisme fait trois morts en Indonésie

Un séisme de magnitude 7,5 sur l'échelle de Richter a ébranlé le 20 février la province d'Atjeh, en Indonésie. Les habitants, paniqués, auraient fui les rivages par peur d'un tsunami. L'épicentre a été localisé sur la petite île reculée de Simeulue, au large de Sumatra. Le tremblement de terre y aurait fait trois morts, vingt-six blessés et de nombreux dégâts, selon les premiers bilans. Toutes les communications avec l'île ont été coupées.



IRAN

Ahmadinejad provoque encore l'Occident

Mahmoud Ahmadinejad a profité le 20 février de sa visite à Bandar Abbas (sud de l'Iran) pour lancer une violence diatribe contre l'Occident et réaffirmer le droit de l'Iran au nucléaire. Selon le président iranien, le rapport que doit rendre prochainement le directeur de l'AIEA, Mohammed ElBaradei, ne peut que prouver les visées pacifistes de l'Iran. Dans le même temps, l'organisation d'opposants en exil les Moudjahidin du peuple a divulgué à la presse européenne des "preuves" d'un programme nucléaire militaire.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Les Serbes maintiennent la pression sur le Kosovo

Trois cents Serbes brandissant des drapeaux et des gourdins ont marché le 20 février sur Cabra, un

village du nord du Kosovo à majorité albanaise. L'OTAN a dû dépêcher sur place tanks et véhicules blindés pour stopper leur progression, relate le quotidien américain publié à Paris. Trois jours après la déclaration d'indépendance du Kosovo, la tension ne faiblit pas avec la Serbie. Une manifestation de protestation est prévue ce 21 février à Belgrade, organisée par le pouvoir.



HA'ARETZ

Israël craint la levée du boycott européen contre le Hamas

L'ambassadeur d'Israël auprès de l'Union européenne, Ran Koriel, s'inquiète d'un changement de la politique européenne à l'égard du Hamas. D'autant plus que les pressions internationales concernant la gestion d'Israël de la situation dans la bande de Gaza ne cessent de s'accroître. D'autres critiques sont également exprimées, tant par les gouvernements européens que par l'administration américaine, en regard du peu de progrès réalisés dans les négociations avec les Palestiniens.



O GLOBO

Le Brésil se fait dérober des informations stratégiques

Le 21 janvier dernier, la compagnie énergétique brésilienne Petrobras annonçait avoir découvert un immense gisement de gaz naturel, capable, dès qu'il sera mis en exploitation, d'assurer l'autosuffisance du pays. Cette découverte n'a pas laissé indifférent le petit monde du renseignement. Début février, du matériel informatique contenant de très précieuses informations liées à cette découverte a été dérobé dans la région de Rio, au nez de la police fédérale brésilienne, aujourd'hui furieuse.



THE NEW YORK TIMES

Face à Obama, l'équipe d'Hillary Clinton se divise

"L'entourage d'Hillary Clinton se divise sur la manière de contrer Obama", annonce le quotidien new-yorkais. Ce 21 février, les deux candidats à l'investiture du Parti démocrate pour la présidentielle de novembre 2008 doivent s'affronter lors d'un débat télévisé organisé à Austin, au Texas. Le 4 mars aura

lieu dans cet Etat une primaire décisive : Hillary Clinton doit l'emporter si elle veut rester dans la course. Mais elle a du mal à élaborer une stratégie pour discréditer son rival sans nuire à sa campagne.



DAILY GRAPHIC

Il n'y aura pas de nouvelle base militaire américaine en Afrique

Malgré les spéculations et les rumeurs, les Etats-Unis n'entendent pas installer de nouvelle base militaire en Afrique, a déclaré le président George W. Bush lors de son passage à Accra, le 20 février. Le Ghana était l'avant-dernière étape de sa tournée d'adieu à l'Afrique, avant le Liberia et après le Bénin, la Tanzanie et le Rwanda. De nombreux pays s'opposent à une présence militaire américaine accrue sur le territoire africain.



THE INDEPENDENT

Hausse du gaz : les consommateurs britanniques se rebiffent

British Gas, le principal fournisseur de gaz du Royaume-Uni, devrait annoncer ce 21 février une hausse de 500 % de ses profits. Cette perspective suscite la colère de groupes de consommateurs, qui demandent une enquête sur la politique de tarification des gaziers dans le royaume. Les prix n'ont pas baissé en janvier et février, alors que le cours du gaz a plongé. Les plus pauvres ont dû choisir entre "manger ou se chauffer", s'indignent les associations de consommateurs.



PÁGINA 12

Les chauffeurs argentins obtiennent 20 % d'augmentation

Les négociations salariales entre le syndicat des chauffeurs routiers et le patronat viennent d'aboutir en Argentine. Les premiers ont obtenu une augmentation de... 19,5 % étalée sur toute l'année 2008. C'est une victoire pour le puissant syndicat argentin CGT des chauffeurs. Une victoire obtenue avec le soutien de la présidence argentine qui s'est empressée d'annoncer la nouvelle. Cet accord devrait servir d'étalon à toutes les autres négociations salariales qui doivent débiter dans les prochaines semaines.

les titres du 20 février 2008



DAWN

L'opposition pakistanaise "a le chiffre magique en vue"

Les législatives du 18 février, au Pakistan, ont vu "l'humiliation" du président Musharraf et "la victoire des victimes", analyse le quotidien anglophone de Karachi. Sur un total de 342 sièges à pourvoir, les décomptes encore provisoires donnent 88 voix au Parti du peuple pakistanais (PPP) et 65 à la PML-N, l'aile de la Ligue musulmane du Pakistan favorable à l'ex-

Premier ministre Nawaz Sharif. Ces partis de l'opposition "semblent donc numériquement qualifiés pour former la prochaine coalition gouvernementale". Le parti au pouvoir, le PML-Q, n'obtiendrait que 39 sièges.



EL NUEVO HERALD

La retraite du tyran

Le quotidien hispanophone de Miami, fidèle à sa tradition anticastriste, n'y va pas par quatre che-

mins : "Le pays que Fidel Castro cesse de gouverner après 49 ans et 49 jours est devenu un monument décrépi, érigé à son mépris de la liberté et à sa volonté écrasante de s'assurer une place sur la scène politique mondiale, quitte à sacrifier les vies et les biens de ses compatriotes." Le quotidien pense néanmoins qu'"une nouvelle ère s'ouvre pour Cuba" grâce à Raúl Castro, "un homme de compromis".



DIE WELT

Le Liechtenstein accuse l'Allemagne d'infraction au secret bancaire

Mis en cause dans l'énorme scandale de fraude fiscale qui secoue l'Allemagne, le Liechtenstein contre-attaque. Le prince héritier Alois de Liechtenstein a tenu, le 19 février, une conférence de presse pour dénoncer "l'énergie criminelle" du fisc allemand et "les attaques" dont son royaume était victime de la part de Berlin. Le petit paradis fiscal a ouvert une enquête pour déterminer si l'Allemagne n'avait pas violé le secret bancaire pour obtenir des informations sur ses riches contribuables.



LA VANGUARDIA

Le TGV Madrid-Barcelone enfin inauguré

Après des semaines de polémique et de retard, le TGV (AVE en espagnol) reliant les deux métropoles espagnoles - Madrid et Barcelone - a enfin été inauguré, le 20 février. Le train (construit par Siemens) est même arrivé avec quelques minutes d'avance à la gare madrilène d'Atocha. Le parcours prendra désormais 2 h 43 pour une liaison directe, divisant par deux la durée du voyage ; 17 TGV quotidiens relieront les deux villes.



LA VOIX DU LUXEMBOURG

Le Luxembourg dépénalise l'euthanasie

La Chambre des députés du Luxembourg a adopté, le 19 février, un projet de loi sur "le droit de mourir dans la dignité". Par 30 voix contre 26, les députés ont approuvé la dépénalisation de l'euthanasie. A l'avenir, comme en Belgique ou aux Pays-Bas, le médecin qui pratiquera une euthanasie ou proposera une assistance au suicide ne commettra plus de

crime. Les députés ont aussi adopté, à l'unanimité, une loi en faveur du développement de la médecine palliative.



THE GUARDIAN

Tony Blair sera-t-il le premier président de l'Union européenne ?

"Tous contre Blair" : la volonté de l'ex-Premier ministre britannique de se retrouver à la tête de l'UE rencontre "une opposition farouche", titre le journal anglais. Une pétition circule sur Internet. A Bruxelles, les technocrates font la moue à l'idée de confier la présidence à un Britannique. Dans les chancelleries européennes, et notamment à Berlin, des propos acerbes se font entendre. Les détracteurs de Blair critiquent son engagement en Irak et son piètre bilan européen. L'UE doit se doter d'un président pour 2009.



THE MONITOR

Les rebelles ougandais acceptent d'être jugés... en Ouganda

Le gouvernement ougandais a annoncé qu'un accord avec les rebelles de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) avait été signé le 19 février à Juba, dans le sud du Soudan. Des négociations s'y déroulent depuis août 2006 avec la LRA, qui a semé la terreur pendant vingt ans dans le nord de l'Ouganda. Selon les termes de cet accord, le chef de la LRA, Joseph Kony, et trois autres responsables ont accepté d'être jugés par une cour ougandaise. Cela leur permet d'échapper aux poursuites de la Cour pénale internationale.



MAIL & GUARDIAN

L'économie sud-africaine entre en récession

La monnaie sud-africaine, le rand, a perdu 12 % par rapport au dollar depuis le début de février, quand les

mines ont dû réduire leur activité par manque d'électricité. L'inflation croissante, des taux d'intérêt élevés couplés à une situation politique instable incitent les analystes économiques au pessimisme. Et pourtant, l'Afrique du Sud est assise sur des mines d'or, de platine et d'autres minéraux qui se vendent à des prix record sur le marché mondial, souligne le journal de Johannesburg.



CHINA DAILY

En Chine, la neige fait flamber les prix

Les prix à la consommation ont augmenté de 7,1 % en janvier. Il s'agit de la plus forte hausse depuis onze ans, principalement due à une envolée du coût des produits alimentaires (+ 18,2 %). Le mauvais temps qui s'est abattu sur la Chine cet hiver a beaucoup aggravé la situation, détruisant les récoltes ou compliquant leur livraison. Le quotidien anglophone pékinois table sur de nouvelles hausses des taux d'intérêt, pour tenter de juguler cette inflation.



THE WASHINGTON POST

Des chercheurs new-yorkais inventent le noir plus noir que noir

Des scientifiques américains ont annoncé avoir mis au point un matériau qui absorbe 99,95 % de la lumière. Cela en fait "la matière la plus sombre jamais créée", précise le quotidien de Washington : elle est trente fois plus sombre que le noir le plus noir, selon les normes en vigueur. Les chercheurs sont de plus en plus habiles à maîtriser la lumière. Leurs avancées pourraient permettre, à terme, de rendre invisibles des personnes ou des objets.

les titres du 19 février 2008



GRANMA

Fidel Castro renonce au pouvoir

Dans un "message du commandant en chef" publié le 19 février au matin dans le quotidien du Parti communiste cubain, Fidel Castro annonce à ses "chers compatriotes" qu'il "ne souhaite pas et n'acceptera pas la présidence du Conseil d'Etat et la charge de commandant en chef". La raison de ce retrait ? Un "état de santé critique" qui l'a déjà fait renoncer "provisoirement à la présidence le 31 juillet 2006" et qui aujourd'hui le conduit à prendre définitivement sa retraite politique.



DAWN

Musharraf face à la colère des électeurs pakistanais

"Après avoir été évincés durant huit ans par l'armée, le Parti du peuple pakistanais (PPP) et la Ligue musulmane favorable à l'ex-Premier ministre Nawaz Sharif (PML-N) pourraient faire un come-back retentissant", prévient le quotidien. Les résultats provisoires des législatives du 18 février donnent un net avantage aux deux principaux partis de l'opposition. L'aile de la Ligue musulmane favorable au président Musharraf (PML-Q) serait en recul. Son chef, Chaudhry Shujaat Hussain, perdrait son siège dans le Penjab.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Le monde se divise à propos du Kosovo

La déclaration d'indépendance du Kosovo a été diversement reçue. Les Etats-Unis se sont déclarés prêts à reconnaître le nouvel Etat, tout comme l'Australie ou Taïwan. En revanche, l'Indonésie, la Chine ou le Sri Lanka ont froidement accueilli l'émancipation de la province serbe. Les mêmes lignes de fracture traversent l'Union européenne. Le Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Allemagne sont prêts à reconnaître le Kosovo. L'Espagne compte parmi les six pays de l'UE qui refusent d'évaluer l'indépendance de la province.



THE DAILY TELEGRAPH

Les tories britanniques fustigent la nationalisation de Northern Rock

"L'affaire pourrait coûter 3 500 livres sterling [4 600 euros] à chaque contribuable britannique", titre le quotidien conservateur. La décision du gouvernement travailliste de nationaliser provisoirement la banque Northern Rock, fragilisée par la crise des crédits immobiliers américains, suscite des remous au Royaume-Uni. "Des milliers d'emplois" seraient menacés, précise le journal. David Cameron, le chef des conservateurs, a demandé le départ du ministre des Finances, Alistair Darling.



DIE WELT

L'Allemagne mène la chasse aux grands fraudeurs fiscaux

La police allemande et des agents du fisc ont effectué, le 18 février, une série de perquisitions. Près de 900 mandats de perquisition ont été délivrés et 125 procédures d'enquête ouvertes à Hambourg, Francfort, Bochum, Ulm et Stuttgart, entre autres. Ces procédures font suite à l'affaire de la Deutsche Post, un énorme scandale de fraude fiscale qui a éclaté la semaine dernière. Les enquêteurs auraient dans le collimateur des figures allemandes de premier plan, soupçonnées d'évasion fiscale massive.



L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le cyclone Ivan a tué à Madagascar

Le cyclone Ivan a causé, depuis le dimanche 17 février, de lourds dégâts à Madagascar. Il a fait deux morts sur son passage, selon un bilan officiel provisoire, et des centaines de sinistrés. Neuf autres personnes pourraient avoir péri dans l'est de l'île. Par ailleurs, on annonce des risques de débordement de plusieurs rivières et d'inondations en raison des pluies abondantes de ces derniers jours.



LIBERTÉ

Moscou accuse Paris de saborder un accord russo-algérien

Le président algérien a entamé le 18 février une visite officielle de deux jours à Moscou. Ce 19 février, il doit rencontrer son homologue russe pour des pourparlers difficiles au sujet de chasseurs Mig-29 achetés par l'Algérie, précise le quotidien d'Alger. Les premiers avions de ce type, livrés en 2006-2007, ont fait l'objet

d'une réclamation quant à leur qualité : Alger veut les rendre à la Russie dans les mois qui viennent. Moscou accuse Paris de faire pression sur Alger pour écouler ses propres avions de chasse.



AN NAHAR

L'Arabie Saoudite recommande à ses ressortissants d'éviter le Liban

En raison de l'instabilité politique et sécuritaire qui règne dans le pays, Riyad a demandé, lundi 18 février, à ses ressortissants d'éviter le Liban. Paris a décidé de fermer temporairement deux de ses centres culturels, à Saïda (dans le sud) et à Tripoli (dans le nord). Ces initiatives ne manquent pas d'inquiéter les Libanais à un moment où le chef des gardiens de la révolution iranienne annonce depuis Téhéran qu'"Israël sera bientôt détruit par le Hezbollah".



LE POTENTIEL

L'Angola intensifie le programme de déminage de son territoire

En vue d'assurer le succès des élections législatives de septembre prochain, les autorités angolaises ont annoncé qu'elles envisageaient d'intensifier leurs activités de déminage dans les champs et les zones maritimes, le long des lignes de chemin de fer et des routes nationales, ainsi que sur les sites touristiques, note le quotidien de Kinshasa. Au moins cinq millions de mines ont été répandues pendant les vingt-sept ans de guerre civile qui ont ravagé le pays, jusqu'en 2002.



O GLOBO

Le Brésil veut interdire le tabac dans les lieux publics

La nouvelle loi devrait être présentée au Parlement brésilien d'ici la fin du mois de février. A l'instar de beaucoup de pays d'Europe, mais aussi de plus en plus de pays en voie de développement, le Brésil pourrait bientôt interdire le tabac dans "tous les lieux fermés". Mais, surtout, le gouvernement est en train d'étudier l'instauration d'une taxe additionnelle sur les cigarettes. Le prix du tabac au Brésil est l'un des plus faibles au monde : 2 reais (0,75 euro) le paquet.

les titres du 18 février 2008





POLITIKA

"Le jour où on a perdu le Kosovo"

"C'est avec une colère contenue que la Serbie a assisté à la proclamation d'indépendance du Kosovo", écrit le principal quotidien serbe dans son édition du 18 février. Les photos de scènes de liesse à Pristina font face à celles des manifestations de mécontentement à Belgrade, qui ont fait plusieurs dizaines de blessés. C'est un jour de "défaite" pour les Serbes et de "triomphe" pour les Albanais. "C'est un nouveau début, mais de quoi ?" s'interroge le journal.



DAWN

Pakistan : élections législatives dans la violence

Le samedi 16 février un attentat suicide a fait 47 morts dans la région du nord-ouest du pays, à la frontière avec l'Afghanistan, lors d'un rassemblement du Parti du peuple pakistanais (PPP). Le PPP, désormais dirigé par le veuf de Benazir Bhutto, le controversé Asif Ali Zardari, est donné largement en tête. "Mais la peur d'un regain de violence pourrait influencer le vote des 82 millions d'électeurs devant se rendre aux urnes ce lundi 18 février", note le quotidien de langue anglaise.



AN NAHAR

Ambiance de guerre civile à Beyrouth

Tirs de mitraillettes, cocktails Molotov, bâtons et pierres : les incidents se sont multipliés durant les deux derniers jours dans les rues de la capitale libanaise, surtout dans les quartiers sunnito-chiites, nécessitant à chaque fois l'intervention de l'armée. Et alors que le pape Benoît XVI s'inquiète de ces "manifestations", le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, présidera, le 24 février, un nouveau round de concertations entre majorité antisyrilienne et opposition pro-syrilienne.



LOS ANGELES TIMES

Barack Obama a secrètement rencontré John Edwards

"Barack Obama s'est rendu en catimini en Caroline du Nord, le 17 février, pour y rencontrer son ancien rival John Edwards, qui pourrait lui offrir un soutien de

choix dans la course à la candidature présidentielle", annonce le quotidien. Les proches d'Edwards estiment que celui-ci ne sait pas encore qui il va soutenir. D'un côté, il craint l'inexpérience d'Obama et juge insuffisant son plan sur la santé. De l'autre, il critique ouvertement le caractère et le programme de Hillary Clinton.



I KATHIMERINI

Elections à Chypre : le président sortant éliminé

Le président sortant Tassos Papadopoulos a été éliminé le 17 février au premier tour de l'élection présidentielle à Chypre. Ce rejet d'un homme partisan d'une politique de fermeté vis-à-vis des Chypriotes turcs pourrait présager d'un rapprochement entre les parties grecque et turque de l'île. Le second tour opposera, le 24 février, Ioannis Kassoulides, soutenu par les conservateurs, au candidat communiste Demetris Christofias.



CHINA DAILY

La Chine dédramatise le boycott des JO par Spielberg

"Les déclarations de Steven Spielberg ne vont pas déstabiliser les Jeux olympiques", affirme en une le quotidien, considéré comme la voix du régime à l'étranger. "Le Comité international olympique (CIO) a ignoré la controverse provoquée par la décision de Steven Spielberg de ne plus assurer la direction artistique des JO de Pékin", poursuit l'article. Le président du CIO, Jack Rogge, a estimé qu'il ne fallait pas mélanger sport et politique. Par sa volte-face, Spielberg souhaite dénoncer les manquements de la Chine dans la gestion de la crise humanitaire du Darfour.



THE GUARDIAN

La banque Northern Rock nationalisée

Le gouvernement britannique a annoncé le 17 février la nationalisation temporaire de la banque Northern Rock, fortement déstabilisée par la crise des *subprimes*. L'offre de redressement du groupe Virgin n'a pas été jugée suffisante, selon Alistair Darling, le ministre des Finances. Celui-ci fait déjà l'objet de vives critiques de la part de l'opposition britannique, qui,

d'après le quotidien, "ne devrait pas tarder à exploiter l'échec des négociations menées avec les partenaires privés".



DAILY NATION

Le président Bush en Tanzanie pour sa tournée d'adieu à l'Afrique

Le président George W. Bush a commencé sa tournée d'adieu à l'Afrique le 15 février avec une escale au Bénin. Il s'est ensuite rendu en Tanzanie, où il restera quatre jours. Un accord prévoyant une aide américaine de 470 millions d'euros a été signé le 16 à Dar es-Salaam, entre le président américain et son homologue tanzanien, le président Kikwete. Bush en a profité pour aborder le problème de la bonne gouvernance en Afrique ainsi que la crise au Kenya, où il se rendra ensuite.



EL PAÍS

Quatre dissidents cubains trouvent refuge en Espagne

Ils ont attendu quatre ans et onze mois avant d'être libérés par les autorités cubaines et de pouvoir rejoindre l'Espagne. Près de cinq années, donc, pendant lesquelles ils ont été "torturés, mis au secret, affamés". Ces quatre dissidents cubains appartenaient au "groupe des 75" opposants et journalistes arrêtés lors du "printemps noir" de 2003. Sitôt arrivés en Espagne avec 13 membres de leurs familles, ils ont assuré vouloir poursuivre leur combat depuis l'Europe.



LA REPUBLICA

Le Chili et le Pérou se retrouveront à La Haye

La date est enfin fixée. Le 14 mars prochain, la Cour internationale de justice de La Haye recevra les avocats mandatés par les deux pays pour tenter de résoudre un conflit maritime vieux d'un demi-siècle. Il s'agit, en effet, de redessiner, à la demande du Pérou, qui se sent lésé, les eaux territoriales à la frontière maritime entre les deux pays. C'est la présidente du tribunal de La Haye, Rosalyn Higgins, qui accueillera les deux adversaires et décidera du calendrier des audiences.

les titres du 15 février 2008



NEZAVISSIMAÏA GAZETA

Vladimir Poutine le "galérien"

"J'ai trimé huit ans comme un galérien" et "n'ai jamais été tenté par un troisième mandat", a avoué Vladimir Poutine au parterre de 1 300 journalistes réunis le 14 février au Kremlin pour assister à la dernière conférence de presse annuelle du chef de l'Etat russe. Près de cinq heures de discussion, 100 questions posées par 80 journalistes – un véritable marathon. Fier de son bilan, dont il a vanté les "succès grandioses", le président russe a levé le dernier doute sur son avenir politique en confirmant qu'il deviendrait Premier ministre si Dmitri Medvedev, son "dauphin", était élu président le 2 mars prochain.



HA'ARETZ

Israël se met en état d'alerte après les menaces du Hezbollah

"Nous savons comment réagir aux menaces du Hezbollah", a affirmé, jeudi 14 février, la ministre des Affaires étrangères israélienne, Tzipi Livni, en réponse au discours belliqueux du chef du Hezbollah. Hassan Nasrallah a déclaré une "guerre ouverte" à Israël après l'assassinat, le 12 février, d'Imad Moughnieh, un des piliers du "Parti de Dieu". La sécurité a été renforcée en Israël. Les ambassades de l'Etat hébreu et les institutions juives à travers le monde ont été mises en état d'alerte.



THE NEW YORK TIMES

Un forcené tue cinq étudiants sur un campus américain

Le 14 février, un jeune homme vêtu de noir a ouvert le feu sur le campus de la Northern Illinois University, une université située à 100 kilomètres à l'ouest de Chicago, dans le centre des Etats-Unis. Il a tué cinq personnes et en a blessé dix-huit autres avant de retourner son arme contre lui. Son identité n'a pas encore été révélée. Il s'agirait d'un ancien étudiant en

sociologie de la faculté. Tous les cours ont été annulés pour ce 15 février.



DAWN

Musharraf promet des élections "libres et transparentes"

Le 14 février, quatre jours avant la tenue des élections législatives, le président pakistanais a mis en garde l'opposition. Pervez Musharraf a demandé à celle-ci d'accepter les résultats du scrutin, quels qu'ils soient. Il a critiqué les sondages menés par des ONG étrangères : selon lui, ils suscitent des attentes qui risquent d'être déçues, et "déstabilisent la paix dans la région". Le point de vue de 3 000 personnes ne peut représenter celui des 160 millions de Pakistanais, a-t-il argumenté.



MUTATIONS

Une marche de l'opposition a été réprimée à Douala

La police camerounaise a sorti les canons à eau et les gaz lacrymogènes, mercredi 13 février, pour disperser une manifestation organisée par le Front social-démocrate (FSD), le principal parti d'opposition. Quelque 300 personnes s'étaient rassemblées à Douala, la capitale économique du pays, pour dénoncer le projet de révision constitutionnelle concocté par le président Paul Biya. Au pouvoir depuis 1982, il tente de supprimer la limitation des mandats présidentiels pour se représenter en 2011.



THE IRRAWADDY

Un dirigeant rebelle birman a été assassiné en Thaïlande

Pado Manh Sha, 65 ans, a été assassiné le 14 février dans la ville thaïlandaise de Mae Sot, à la frontière avec le Myanmar. Il était le secrétaire général de l'une des plus vieilles guérillas au monde, l'Union nationale karen, et entretenait des contacts avec l'opposition démocratique à la junte au pouvoir à Rangoon. Selon le magazine de l'opposition birmane,

basé en Thaïlande, Manh Sha a été abattu par deux hommes parlant karen. Depuis la mort de son chef charismatique Saw Bo Mya, en 2006, la rébellion karen paraît très divisée.



THE INDEPENDENT

"La Chine doit faire quelque chose pour le Darfour"

Le quotidien anglais poursuit sa campagne de pression sur Pékin. Il veut utiliser les prochains JO pour forcer la Chine à cesser de soutenir le Soudan au Darfour. Le 14 février, deux jours après la décision de Spielberg de boycotter les JO, il a publié une pétition signée par des athlètes, des Prix Nobel et des figures de la scène mondiale. Ce 15 février, il fustige l'indifférence de "ceux qui pourraient changer quelque chose" : George Bush et les sponsors des Jeux.



LA LIBRE BELGIQUE

Ayaan Hirsi Ali sollicite la protection de l'UE

Des eurodéputés socialistes avaient invité à Bruxelles, le 14 février, l'ancienne députée néerlandaise Ayaan Hirsi Ali. Ils veulent que l'Union européenne assure la protection de la jeune femme, menacée de mort par des intégristes pour avoir dénoncé les dérives d'une certaine pratique de l'islam. Les Pays-Bas et les Etats-Unis, où s'est réfugiée Ayaan Hirsi Ali en 2006, se renvoient mutuellement la balle pour savoir qui doit financer sa protection rapprochée.



HANDELSBLATT

Un mandat d'arrêt a été lancé contre le chef de la Deutsche Post

Klaus Zumwinkel, le patron de la Poste allemande, fait la une de la presse d'outre-Rhin ce 15 février. Il est accusé de fraude fiscale et soupçonné d'avoir détourné 1 million d'euros vers des comptes au Lichtenstein. Le 14 février, le parquet de Bochum a perquisitionné dans la villa de Zumwinkel, à Cologne, et au siège de la Deutsche Post, à Bonn. Ces derniers



mois, un autre scandale, chez Siemens, avait déjà fait couler beaucoup d'encre. Le journal s'interroge sur la probité de toute une "génération grisonnante" d'entrepreneurs.



THE KOREA TIMES

A Séoul, le clonage de chiens devient un business

Une Californienne a versé 150 000 dollars (102 000 euros) à la société sud-coréenne RNL Bio pour qu'elle clone son pitbull défunt. C'est la première fois qu'un

animal sera cloné à des fins commerciales. RNL Bio, qui travaille en partenariat avec l'Université nationale de Séoul, espère dans les années à venir des centaines de commandes de la part de riches propriétaires de chiens aux Etats-Unis, au Japon et en Europe, relate le journal sud-coréen.

les titres du 14 février 2008



AN NAHAR

Au Liban, commémoration et funérailles sous haute sécurité

Deux grandes manifestations sont prévues ce jeudi 14 février à Beyrouth. Alors que la majorité antisyrilienne se prépare à célébrer le troisième anniversaire de l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, l'opposition pro-syrienne a appelé ses partisans à se rassembler dans la banlieue sud pour les obsèques d'Imad Moughnieh. Ce dernier, haut responsable militaire du Hezbollah soupçonné d'être impliqué dans de nombreux actes terroristes, a été tué le 12 février dans un attentat à Damas.



USA TODAY

Les députés irakiens adoptent trois lois cruciales

"Le Parlement irakien a fait un énorme pas en avant, le 13 février, pour réconcilier les factions rivales du pays", écrit le journal américain. Les leaders chiites, sunnites et kurdes se sont entendus pour faire passer trois textes législatifs dont Washington réclamait l'adoption. Les lois votées concernent le budget 2008, une amnistie générale et l'organisation d'élections provinciales d'ici à la fin de l'année. Une autre loi reste en attente, sur un partage plus équitable des revenus du pétrole.



LE POTENTIEL

Les rebelles tchadiens menacent d'attaquer l'EUFOR

Les rebelles tchadiens, dont la tentative récente de renverser le régime du président Idriss Déby a échoué, dénoncent la partialité de la force européenne de maintien de la paix au Tchad et en Centrafrique (EUFOR). Au motif qu'elle est presque entièrement composée de militaires français, ils l'accusent d'avoir prêté main-forte à l'armée régulière, rapporte le quotidien de Kinshasa. Un premier contingent de 150 soldats de l'EUFOR est arrivé le 12 février à Abéché, dans l'est du Tchad.



DAILY NATION

Kofi Annan peine à trouver une issue à la crise kényane

Pour sortir le Kenya de la crise causée par l'élection présidentielle contestée du 27 décembre, l'ex-secrétaire de l'ONU Kofi Annan, appelé en médiateur à Nairobi, a suggéré la création d'une coalition gouvernementale. Elle réunirait les deux partis qui revendiquent le pouvoir. Cette proposition a irrité le camp du président Kibaki, qui refuse aussi tout gouvernement de transition, autre proposition d'Annan. En attendant l'issue des pourparlers, la vie a repris son cours presque normalement dans le pays.



THE DAILY TELEGRAPH

Un milliardaire géorgien décède à Londres dans des conditions suspectes

Badri Patarkatschvili a-t-il succombé à une crise cardiaque ou est-il mort empoisonné, comme le Russe Litvinenko en 2006 ? Le quotidien anglais s'interroge. L'oligarque géorgien, une figure de l'opposition au président Saakachvili, a été retrouvé mort le 12 février dans sa résidence du sud de Londres. Son décès a été qualifié de "suspect" par la police britannique, et une autopsie est en cours. A plusieurs reprises, l'homme s'était dit menacé.



THE STAR

La Malaisie convoque des élections anticipées

Après des semaines de rumeurs et d'attente, le Premier ministre malaisien, Abdullah Ahmad Badawi, s'est décidé à dissoudre le Parlement le 13 février. Des élections anticipées auront donc lieu le 8 mars, un an plus tôt que prévu. Les partis ont jusqu'au 24 février pour désigner leurs candidats. Badawi n'a pas justifié sa décision. Pour les observateurs, il tente de s'assurer un nouveau mandat avant que l'économie ne ralentisse.



LA JORNADA

Le Mexique importe 2 000 % de maïs en plus

Le Mexique a vu ses importations de maïs étasunien augmenter de 1 888 % en janvier. La variété concernée est le maïs jaune, utilisé dans l'élevage et l'agroalimentaire. Les importations de maïs blanc (alimentation humaine) ont, elles, grimpé de 384 %.

Depuis le 1er janvier, le commerce des céréales est entièrement libre entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Or le maïs subventionné américain coûte infiniment moins cher. Des dizaines de milliers de paysans mexicains risquent ainsi la ruine.



DIE PRESSE

L'éducation européenne plonge dans la crise

Les ministres de l'Education de l'UE se réunissent à Bruxelles ce 14 février. Ils doivent entériner les conclusions d'un énième rapport accablant sur leurs performances, souligne le quotidien autrichien. Il ressort qu'un adolescent sur quatre âgé de 15 ans sait à peine lire. En 2000, année où cette proportion n'était "que" de 21,4 %, l'Union européenne s'était engagée à la ramener à 17 % avant 2006. Trop de jeunes continuent d'abandonner leur scolarité en cours de route.



LE SOIR

Dopage : le Tour de France voudrait limiter les risques

Les organisateurs du Tour de France ont décidé d'exclure de la prochaine édition l'équipe Astana. L'ancienne écurie du Kazakh Alexandre Vinokourov, écarté l'an dernier pour dopage, tentait pourtant de faire peau neuve. L'éditorialiste du quotidien belge salue "un geste fort sans concession" qui fait malgré tout une victime de taille : l'Espagnol Alberto Contador, "le beau vainqueur du Tour 2007", qui venait de rejoindre les rangs d'Astana.



HINDUSTAN TIMES

Le tabac tue aussi en Inde

La cigarette tuera 1 million de personnes par an en Inde à partir de 2010. Le quotidien reprend en une les conclusions d'une enquête publiée dans le *New England Journal of Medicine*. Dans la tranche d'âge 30-69 ans, le tabac sera bientôt la cause de 20 % des décès chez les hommes et de 5 % chez les femmes. Les bidis, de petites cigarettes roulées à la main, sont les plus meurtrières : leurs adeptes voient leur espérance de vie réduite de six ans.

les titres du 13 février 2008



THE AUSTRALIAN

L'Australie emprunte "la route du pardon vers l'unité"

Ce 13 février, le Premier ministre australien, Kevin Rudd, a officiellement présenté des excuses aux Aborigènes pour les injustices qu'ils ont subies depuis deux siècles. Dans un discours au Parlement, retransmis en direct par les télévisions du pays, il a utilisé trois fois le mot "pardon". "Nous nous excusons pour les lois et les politiques des parlements et gouvernements successifs qui ont infligé une peine, une douleur et une perte profondes à nos compatriotes", a-t-il déclaré. Le journal veut croire à "un nouveau départ" pour la nation. En 1997, John Howard, le prédécesseur de Kevin Rudd, avait refusé de présenter des excuses au nom du pays.



THE WASHINGTON POST

Obama et McCain engrangent de nouvelles victoires

Le républicain John McCain et le démocrate Barack Obama ont remporté, le 12 février, les trois primaires que leur parti organisait dans les Etats du Maryland, de Virginie et dans la capitale fédérale Washington. Si la victoire de McCain était prévisible, celle d'Obama montre que l'électorat d'Hillary Clinton commence à s'effriter, analyse le journal américain. Dans le Maryland et en Virginie, elle perd le soutien d'une partie

des Latinos, qui lui avaient permis de gagner la primaire californienne du 5 février.



O ESTADO DE SÃO PAULO

Lula et Sarkozy discutent de coopération militaire

Le 12 février, les présidents français et brésilien se sont rencontrés dans la jungle amazonienne, à la frontière entre le Brésil et la Guyane. Nicolas Sarkozy s'est déclaré prêt à organiser des transferts technologiques pour que des hélicoptères et des avions de combat puissent être fabriqués au Brésil. Il a aussi plaidé pour l'entrée du Brésil au Conseil de sécurité de l'ONU, tandis que Lula a réitéré son soutien aux démarches menées pour libérer les otages des FARC, en Colombie.



EL NACIONAL

Caracas rompt toute relation commerciale avec Exxon

PDVSA, la compagnie pétrolière nationale vénézuélienne, a "suspendu la vente de pétrole et ses relations avec l'américaine ExxonMobil", titre le journal de Caracas. PDVSA a présenté cette décision, le 12 février, comme une réponse aux "actions de harcèlement juridique et économique" intentées contre elle. Exxon s'est en effet lancé dans une bataille juridique contre la nationalisation d'un projet pétrolier dans l'Orénoque, et a obtenu le gel provisoire de 12 milliards de dollars d'actifs de PDVSA.



THE CITIZEN

Le gouvernement sud-africain dissout son unité anticriminalité d'élite

Le ministre de la Sécurité sud-africain, Charles Nqakula, a annoncé le 12 février la dissolution des Scorpions, l'unité de police anticriminalité que le président Thabo Mbeki avait créée en 1999, sur le modèle du FBI américain. Autonomes vis-à-vis de la police, les Scorpions avaient contribué à mettre en cause des personnalités de haut rang, comme Jacob Zuma, le nouveau chef de l'ANC. Les partisans de Zuma figurent d'ailleurs parmi les fossoyeurs de l'unité. Cette dissolution est un revers pour Mbeki.



JYLLANDS-POSTEN

Un caricaturiste danois du prophète Mahomet visé par un complot

Le 12 février, la police danoise a annoncé avoir déjoué un projet d'attentat contre l'un des 12 dessinateurs qui avaient publié, en septembre 2005, des caricatures de Mahomet dans le quotidien *Jyllands-Posten*. Le journal précise que la cible de ce complot était Kurt Westergaard, auteur de la caricature la plus controversée montrant la tête du Prophète avec un turban en forme de bombe, la mèche allumée. Un Danois d'origine marocaine et deux Tunisiens ont été arrêtés par la police.





LA LIBRE BELGIQUE

En Belgique, Yves Leterme fait "une bourde royale"

Yves Leterme, le leader des chrétiens-démocrates flamands, est au cœur d'une nouvelle polémique en Belgique. Il est accusé d'avoir livré à la presse le contenu de ses entretiens avec le roi, durant la crise de gouvernement traversée par le pays en 2007. Une règle tacite veut que la teneur de ces rencontres ne soit pas divulguée, pour garder au roi son image de neutralité. Leterme a mis "en péril l'un des rouages essentiels du système politique belge", accuse l'éditorialiste du quotidien.



LE SOLEIL

Le remplaçant du "Joola" effectue une première traversée réussie

La liaison maritime entre Dakar et Ziguinchor, la capitale de la Casamance, sera bientôt complètement rétablie. Le *Aline Sitoé Diatta* a en effet effectué avec succès une première traversée test le 11 février. Le bateau, qui pourra à terme accueillir 502 personnes et 200 tonnes de marchandises, remplacera définitivement le *Joola*, le navire surchargé qui avait coulé au large de la Gambie en septembre 2002. Son naufrage avait fait plus de 1 000 victimes.



THE GUARDIAN

La marine marchande, un pollueur à ne pas laisser de côté

Ces derniers temps, les avions avaient mauvaise presse, accusés de beaucoup contribuer au réchauffement climatique. Pourtant, ils produisent deux fois moins de CO2 que les bateaux, selon un rapport de l'ONU qu'a pu lire le quotidien londonien. Selon cette

étude, la flotte marchande mondiale serait responsable de 4,5 % des émissions de gaz à effet de serre sur la planète. Problème : elle n'est pour l'instant pas intégrée aux politiques de lutte contre le réchauffement, notamment en Europe.



THE TIMES OF INDIA

Il ne reste plus en Inde que 1 411 tigres

Le tigre royal du Bengale "s'éteint rapidement", titre le quotidien de New Delhi. Le 12 février ont été publiés les chiffres du dernier recensement : le nombre de félins est passé de 3 500 en 2002 à 1 411 en 2007. "Nous avons le sentiment croissant de mener une bataille perdue d'avance, commente le journal. Cette plainte doit cesser. Nous avons besoin de lancer une campagne ciblée." Il suggère de concentrer les efforts sur quelques régions identifiées.

les titres du 12 février 2008



THE INDEPENDENT

Six détenus de Guantanamo risquent la peine de mort

"C'est ça, la justice ?" interroge en une le quotidien londonien. Six détenus de Guantanamo, soupçonnés d'avoir participé aux attentats du 11 septembre 2001, ont été inculpés le 11 février. Les procureurs, qui ont annoncé qu'ils demanderaient la peine de mort, souhaitent qu'ils soient jugés devant un tribunal militaire d'exception. Ce type de juridiction, mise en place il y a six ans par l'administration Bush, fait l'objet de vives critiques. Pour le quotidien, la procédure risque de "susciter une flambée d'antiaméricanisme dans le monde musulman et un débat acerbe aux Etats-Unis, lors d'une année électorale déjà très chargée".



ASHARO AL-AWSAT

Début d'une offensive américaine à Mossoul, dans le nord de l'Irak

L'armée américaine a annoncé, lundi 11 février, le déclenchement d'une opération militaire à Mossoul, dans le nord de l'Irak, visant des partisans d'Al-Qaïda, rapporte le quotidien panarabe. Dans le même temps, le chef radical chiite Moqtada Al-Sadr aurait confirmé le maintien du gel des activités de l'armée du Mehdi, la milice qu'il dirige. Par ailleurs, la chaîne de télévision américaine CBS News a fait part de l'enlèvement de deux de ses journalistes, le 10 février à Bassorah, dans le sud de l'Irak.



DER TAGESSPIEGEL

Merkel et Erdogan se divisent sur l'intégration

"La relation franco-allemande est durement mise à mal", annonce le quotidien berlinois au terme de la visite en Allemagne du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. Le 10 février, celui-ci s'est exprimé à Cologne devant 16 000 Turco-Allemands. Il les a mis en garde contre l'assimilation, tout en les encourageant à apprendre l'allemand. Le 11 février, la chancelière Angela Merkel a réagi en reprochant à Erdogan une "mauvaise interprétation" de la notion d'intégration.



THE MOSCOW TIMES

Gazprom et l'Ukraine poursuivent leurs négociations

Le groupe public russe Gazprom a repoussé son ultimatum à l'Ukraine d'une demi-journée, jusqu'à ce 12 février au soir. Il menace de couper ses livraisons de gaz si Kiev ne règle pas une dette de 1,5 milliard de dollars. Moscou et Kiev, en désaccord sur ce montant, se rejettent mutuellement la responsabilité de la crise. Tous deux assurent cependant que les livraisons de gaz à l'Europe via l'Ukraine ne seront pas affectées. Le président ukrainien Viktor Iouchtchenko est attendu ce mardi au Kremlin.



THE WASHINGTON POST

Le fonctionnaire du Pentagone espionnait pour la Chine

Quatre Américains ont été interpellés par le FBI le 11 février, soupçonnés d'espionner pour le compte de la Chine dans deux affaires distinctes. Parmi eux : un ancien ingénieur de Boeing et un fonctionnaire du Pentagone. Les autorités fédérales s'inquiètent "des efforts toujours plus agressifs de la Chine pour obtenir des informations confidentielles sur l'armée ou le commerce américains", relate le quotidien.



LA NACIÓN

La France jugera la dictature chilienne par contumace

Une quinzaine de ressortissants chiliens et un Argentin, en majorité des militaires, seront jugés par contumace du 19 au 23 mai par la cour d'assises de Paris pour la disparition de quatre ressortissants français ou franco-chiliens entre 1973 et 1975. Pour les proches des victimes, il s'agira d'un procès à titre posthume du dictateur Augusto Pinochet, mort en décembre 2006. Ni le Chili ni l'Argentine n'ont accepté les demandes d'extradition formulées par la justice française au cours des dix dernières années.



CORRIERE DELLA SERA

Berlusconi demande un moratoire de l'ONU sur l'avortement

Silvio Berlusconi a demandé à l'ONU d'instaurer, au nom de la liberté de conscience, un moratoire sur l'avortement, comme elle l'a fait pour la peine de mort. C'est une bombe qu'il a lancée en pleine campagne électorale italienne, note le journal. Les réactions n'ont pas tardé. Pour Barbara Pollastrini, la ministre du Droit des femmes du gouvernement Prodi, qui gère les affaires courantes jusqu'aux élections des 13 et 14 avril, mettre sur le même plan la liberté de

choix des femmes et la peine de mort est une erreur.



CHOSUN ILBO

Un monument historique coréen part en flammes

"C'est une tragédie nationale irréversible", commente l'éditorialiste du quotidien de Séoul. Le 11 février, un pyromane a détruit, dans la capitale, la Namdaemun (Grande porte du Sud), une porte médiévale en bois qui était considérée comme "le premier trésor national sud-coréen". Les 330 pompiers appelés en urgence n'ont pas réussi à sauver l'édifice. Le journal déplore leur manque de préparation et d'organisation.



TRIBUNE DE GENÈVE

Quatre tableaux volés en Suisse : que font les musées ?

Trois individus armés ont dérobé, le 10 février, des tableaux exposés à la Fondation Bührle, à Zurich : quatre toiles de Cézanne, Degas, Van Gogh et Monet, pour un montant de 112 millions d'euros. Selon le journal genevois, "il est grand temps de s'interroger sur le devenir des fondations suisses, qui possèdent des perles planétaires sans avoir les moyens de protéger leur jardin". La semaine dernière, deux Picasso avaient déjà été volés dans un musée du canton de Schwyz.



EL COLOMBIANO

Le café trinqué en Colombie

La Colombie, second producteur de café au monde, loin derrière le Brésil, se plaint amèrement de la baisse constante du dollar par rapport au peso colombien - une dévaluation de fait qui a coûté 2 milliards de pesos au secteur en deux ans (720 millions d'euros). Les planteurs disent n'avoir pas subi de tel choc "depuis la grande crise des années 1920". Cela n'empêche cependant pas le secteur de prévoir une hausse de la production de 12,6 à 16 millions de sacs dans les prochaines années.

les titres du 11 février 2008



THE NEW YORK TIMES

Le week-end en or de Barack Obama

En dominant le caucus du Maine, le sénateur de l'Illinois a remporté sa quatrième victoire du week-end. Dans cet Etat jusqu'à présent réputé favorable à Hillary Clinton, M. Obama a obtenu 59 % des voix. La veille, il avait battu sans appel sa rivale dans trois Etats - Washington, Nebraska et Louisiane. La sénatrice de New York a quant à elle remplacé Patti Solis Doyle, sa directrice de campagne, afin de redonner du souffle à sa course à la Maison-Blanche.



SUD QUOTIDIEN

L'armée soudanaise bombarde des villes du Darfour

L'armée soudanaise a confirmé le 9 février avoir mené des attaques aériennes sur trois villes de l'ouest du Darfour et chassé les rebelles de ces régions vers le Tchad voisin, rapporte le quotidien sénégalais. Les combats ont fait plusieurs dizaines de morts. Selon les associations humanitaires présentes sur le terrain, ce sont les populations civiles qui paient le plus lourd tribut. L'ONU, qui s'inquiète de la détérioration brutale de la situation, a envoyé une équipe sur place pour faire le point.



THE AGE

L'Australie renforce sa présence au Timor

Canberra a décidé d'envoyer de nouvelles troupes au Timor-Oriental, à la suite de la tentative d'assassinat dirigée contre le président et Prix Nobel de la paix José Ramos-Horta et le Premier Ministre Xanana Gusmão. Le Premier ministre australien Kevin Rudd s'est déclaré choqué par cet acte, visant un gouvernement "élu démocratiquement et qui est un ami de l'Australie". M. Rudd a annoncé qu'il se rendrait au Timor-Oriental dans la semaine, à la demande du Premier ministre Gusmão.



DIE TAGESZEITUNG

De plus en plus de soldats allemands sont envoyés sur les fronts

L'OTAN exige de nouvelles troupes pour sa mission en Afghanistan. Le gouvernement fédéral allemand a décidé en fin de semaine dernière d'envoyer, "sous la pression", 1 000 soldats supplémentaires. Le journal de Berlin s'insurge des discours du ministre de la Défense américain, Robert Gates, qui prétend que l'existence de l'OTAN est en danger. Mais si l'organisation est en danger, c'est en raison de sa lutte "contre-productive" contre le terrorisme, souligne le journal.



TROUW

Ayaan Hirsi Ali demande la nationalité française

Ayaan Hirsi Ali, menacée de mort à cause de ses positions très critiques sur l'islam, a entamé le 10 février à Paris une visite pour demander aide et protection des Européens. "J'espère obtenir la nationalité française car ma situation personnelle devient de plus en plus dangereuse", a-t-elle expliqué lors d'un meeting de soutien organisé à Paris. Jusqu'en octobre 2007, les Pays-Bas assuraient la protection de cette ex-députée néerlandaise. Paris propose que l'Europe prenne la relève.



ZAMAN

Résistance à la loi sur le voile dans les universités turques

Le principal parti d'opposition, le CHP, devrait faire appel lundi 11 février devant la Cour constitutionnelle afin de contrer la modification de la Constitution, qui devrait, à terme, permettre le port du voile dans les universités. Cette modification a été adoptée le 9 février. L'opposition tentera de convaincre les juges que cette refonte contredit le principe inaliénable de laïcité. Selon le quotidien stambouliote, il est cependant peu probable que la Cour annule le vote du Parlement.



THE DAILY TELEGRAPH

Plus de deux millions de travailleurs étrangers au Royaume-Uni

Le quotidien londonien reprend les résultats d'une étude sur la population active au Royaume-Uni. Selon cette enquête, depuis six ans, le nombre de travailleurs étrangers a augmenté de 75 % alors que le nombre de Britanniques au travail a chuté d'un demi-million. Cette augmentation est liée à l'arrivée massive d'Européens de l'Est depuis 2004. Les conservateurs ont observé que ces chiffres contredisaient la promesse de Gordon Brown de créer des emplois pour les Britanniques.



EL UNIVERSAL

La richesse de Chávez

Le gouvernement d'Hugo Chávez a deux sources essentielles de financement : le budget de l'Etat - approuvé par le Parlement et en constante augmen-

tation depuis 1999 - et des "fonds d'Etat", financés essentiellement par l'entreprise pétrolière nationale PDVSA, hors contrôle parlementaire. En 2007, ces fonds ont représenté 71,3 milliards de dollars et ont augmenté de 59 % en deux ans. Cet argent, qui sert surtout à financer des programmes sociaux, est "le trésor de guerre" du président Chávez.



HA'ARETZ

Israël menace de reprendre les assassinats ciblés

L'armée israélienne et les services de sécurité intérieure, le Shin Beth, ont multiplié dimanche 10 février les menaces de liquidation contre les dirigeants du Hamas dans la bande de Gaza en représailles aux tirs de roquettes sur le territoire israélien. Ismail Haniyeh, chef du mouvement islamiste, serait en tête de liste et aurait pris la décision de se cacher.



AL AHRAM

Les Pharaons remportent (une fois de plus) la CAN

"Pour la sixième fois, l'équipe égyptienne remporte la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), cette fois-ci face à l'équipe camerounaise", titre non sans fierté le quotidien du Caire. Les Pharaons conservent donc le trophée, grâce à une victoire 1-0 sur les Lions indomptables lors de la finale, qui s'est déroulée le dimanche 10 février à Accra (Ghana).